

IsDB



البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement

2019 RAPPORT ANNUEL

OUVRIR DE NOUVEAUX
HORIZONS AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

QUI SOMMES-NOUS

La Banque islamique de développement est une banque multilatérale de développement (BMD) qui œuvre pour améliorer les conditions de vie des populations qu'elle sert, en favorisant le développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes à travers le monde, et en produisant un impact à grande échelle.



NOUS ENCOURAGEONS

DES SOLUTIONS INNOVANTES ET DURABLES AUX PLUS GRANDS DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE, À MESURE QUE NOUS ŒUVRONS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

NOUS CRÉONS

DES PARTENARIATS ENTRE COMMUNAUTÉS ET NATIONS, EN IMPLIQUANT LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ.

NOUS CROYONS

QUE TOUS LES PEUPLES ONT LE DROIT DE VIVRE DANS LA DIGNITÉ ET LA PROSPÉRITÉ, ET QUE LE MEILLEUR MOYEN DE SORTIR DE LA PAUVRETÉ CONSISTE À FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

NOUS FOURNISSONS

AUX PERSONNES LES OUTILS LEUR PERMETTANT DE PRENDRE EN MAIN LEUR PROPRE PROGRÈS SOCIOÉCONOMIQUE, EN METTANT EN PLACE L'INFRASTRUCTURE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DE LEUR POTENTIEL.

Le présent rapport est l'un des deux volumes constituant le rapport annuel de la Banque islamique de développement. L'autre volume contient les états financiers vérifiés et est publié séparément, sous le titre Etats Financiers. Les deux volumes sont disponibles en ligne : www.isdb.org

AUTONOMISER LES PERSONNES POUR UN AVENIR DURABLE

FAVORISER L'INNOVATION, LES PARTENARIATS, LA FINANCE ISLAMIQUE ET LES CHÂÎNES DE VALEUR



A group of smiling children, including a boy in a striped shirt and a girl with a pink flower in her hair, are gathered in front of a traditional building with a thatched roof. The scene is warm and joyful, with sunlight filtering through the structure.

2019 RAPPORT ANNUEL

OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

« La banque analyse l'efficacité de ses interventions stratégiques et, à mesure qu'elle avance, elle consolidera les succès et améliorera d'autres aspects pour s'assurer qu'elle continue à remplir sa mission : appuyer les pays membres pour la réalisation du développement durable. »

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



LE GROUPE DE LA **BID** S'ENGAGE À LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.
IL ADAPTE SES INTERVENTIONS AUX BESOINS DE
DÉVELOPPEMENT VARIÉS DE SES PAYS MEMBRES.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

PROFIL DE LA BID

CREATION

La Banque islamique de développement est une institution financière internationale. L'Accord portant création de la banque a été signé le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

La Banque islamique de développement s'emploie à devenir une banque de développement de classe mondiale qui s'inspire des principes islamiques, et contribue à la transformation du paysage du développement humain dans le monde musulman et à réaffirmer sa dignité.

MISSION

La Banque islamique de développement s'attelle à la promotion du développement humain global. Elle concentre ses efforts sur les domaines de priorité, à savoir la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, de la gouvernance, et de la prospérité.

MEMBRES

La Banque islamique de développement compte cinquante-sept pays membres répartis sur plusieurs régions du monde. Pour devenir membre de la banque, un pays doit être membre de l'Organisation de coopération islamique, verser la première tranche de sa participation au capital, et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des gouverneurs.

CAPITAL-ACTIONS

A la 38^e réunion annuelle, le Conseil des gouverneurs a autorisé la 5^e augmentation générale de capital, ce qui a porté à 100 milliards DI le capital autorisé et à 50 milliards DI le capital offert à souscription. Aux termes de la même résolution, le Conseil des gouverneurs a autorisé l'appel de la portion exigible en espèce de la 4^e augmentation générale. A la clôture de l'exercice 2019, le capital souscrit de la banque s'élevait à 50,6 milliards DI.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

Le Groupe de la Banque islamique de développement est composé de cinq membres qui sont la Banque islamique de développement, l'Institut islamique de recherche et de formation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, et la Société internationale islamique de financement du commerce.

SIEGE ET CENTRES REGIONAUX

Le siège de la Banque islamique de développement est sis à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La banque a ouvert onze centres régionaux à Abuja (Nigeria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Dubaï (Émirats arabes unis), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname) et Rabat (Maroc).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Banque islamique de développement correspondait à l'année lunaire hégirienne. A partir du 1^{er} janvier 2016, il a été changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire qui commence le 11 capricorne (1er janvier) et se termine le 10 capricorne (31 décembre) de chaque année.

UNITE DE COMPTE

L'unité de compte de la Banque islamique de développement est le dinar islamique qui équivaut un droit de tirage spécial du Fonds monétaire international.

LANGUE

La langue officielle de la Banque islamique de développement est l'arabe. L'anglais et le français servent également de langues de travail.

2019 RAPPORT ANNUEL

OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE





TABLE DES MATIÈRES

Abréviations	06
Remerciements	07
Lettre d'accompagnement	08
Message du Président	09
Conseil des Directeurs exécutifs	10
Résumé : bilan de l'exercice	12

CHAPITRE 1 APERÇU DES ACTIVITÉS MENEES PAR LE GROUPE DE LA BID EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

1.1	Evolutions récentes et performance de l'économie mondiale	24
1.2	Consolidation de l'assistance au développement (approbations cumulées)	25
1.3	Progrès dans les initiatives et programmes de la BID	26
1.4	Analyse de la performance du Groupe de la BID en 2019	34



CHAPITRE 2 FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES

2.1	Approbations et réalisations de la BID en matière de développement en 2019	44
2.2	Renforcement des partenariats et mobilisation de ressources pour le développement	51
2.3	Services spéciaux de développement en matière d'éducation et de santé	57
2.4	Promotion du partenariat public-privé	60
2.5	Appui au développement social inclusif et à la résilience	63
2.6	Autres activités de développement	65



CHAPITRE 3 AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT

3.1	Conseil des gouverneurs	70
3.2	Conseil des Directeurs exécutifs	71
3.3	Gestion des risques	72
3.4	Audit interne	72
3.5	Notes de crédit	73
3.6	Intégration des connaissances pour améliorer les compétences	73
3.7	Évaluation des opérations	73
3.8	Efficacité du développement	75
3.9	Impact de développement des financements du Groupe de la BID	76
3.10	Gestion des ressources humaines	76
3.11	Services informatiques	77
3.12	Services administratifs et de santé	77



ANNEXES

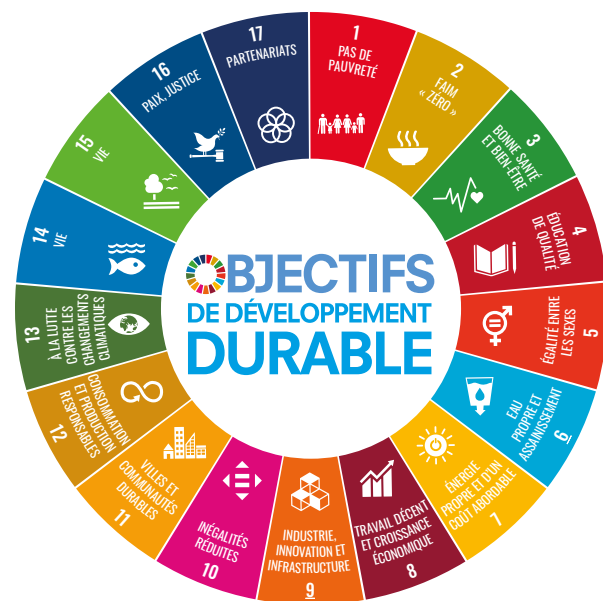
ANNEXES 1—5B	78
ANNEXES 6A—9B	99

ABRÉVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque de développement islamique
BMD	Banque(s) multilatérale(s) de développement
CDE	Conseil des Directeurs exécutifs
DI	Dinar islamique
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf
FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
IFI	Institution(s) financière(s) islamique(s)
IIRF	Institut islamique de recherche et de formation
MENAE	Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe
OCI	Organisation de coopération islamique
ODD	Objectif(s) de développement durable
PCT	Programme de coopération technique
ROC	Ressources ordinaires en capital
SIACE	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC	Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM	Stratégie de partenariat avec les pays membres
STI	Science, technologie et innovation
USD	Dollar des Etats-Unis

SYMBOLES

- Non calculable



REMERCIEMENT

Le rapport annuel 2019 de la Banque islamique de développement a été préparé par le département de **Recherche économique et d'Apprentissage institutionnel**, avec les orientations du **Conseil des Directeurs exécutifs**

SOUS LA SUPERVISION DE :

Mansur Muhtar, Vice-Président (Programmes-Pays) et Économiste en Chef par intérim

AVEC LA CONTRIBUTION DE :

Plusieurs départements et membres affiliés au Groupe de la BID.

COORDINATEUR DU RAPPORT : Musa Ibrahim Jega

ÉQUIPE CHARGÉE DES DONNÉES : Abu Camara, Mohamed El-Gousi et Ali Rashed

TRADUCTION EN LANGUES ARABE ET FRANÇAISE : Division des Services linguistiques du Secrétariat général

EQUIPE DES FINANCES : Khondamir Nusratkhujjev et Shakir Jasat

EQUIPE DE SOUTIEN : Zakaria Hanafi (aspects éditoriaux), Mohamed Essam Alnounou (impression), Faouzi Al-Gueblaoui (aspects relatifs au Conseil des Directeurs exécutifs), Syed Abdur Rahman (secrétaire)

Au Nom d'Allah, Le Clément et Le Miséricordieux

Excellence Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Conformément aux articles 32(i), 32(iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la Banque islamique de développement et à la section 11 du Règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil des gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la banque au titre de l'exercice 2019.

Conformément à la section 13 du Règlement intérieur de la banque, le rapport annuel comprend également les états financiers vérifiés de la banque et du Fonds waqf.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma parfaite considération.



Dr Bandar M. H. Hajjar
Président de la Banque islamique de développement et du Conseil des Directeurs exécutifs

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Le monde évolue à un rythme sans précédent, la croissance économique étant sous-tendue par les avancées technologiques et les innovations. L'ampleur de l'évolution nous a amenés à changer notre conception du soutien que nous apportons aux pays membres, du renforcement de leurs capacités, et de l'aide que nous leur accordons pour relever leurs défis et réaliser la croissance durable inclusive, dans le sillage des Objectifs de développement durable.

C'est dans ce contexte que nous nous sommes attelés depuis trois ans à une œuvre de transformation, tout en sachant que le chemin à parcourir est truffé de défis. Force est de reconnaître que sans ce changement conceptuel, nous serions incapables d'aider les pays membres à relever leurs défis.

Ouvrir de nouveaux horizons et repousser les limites de ce que les pays peuvent réaliser, ne sont guère une mince bataille, mais nous n'avons pas fléchi. Le nouveau modèle d'entreprise de la Banque islamique de développement met les marchés au service du développement, se sert de la science, la technologie et l'innovation pour aider les pays membres à créer des chaînes de valeur compétitives et répondre à leurs besoins en développement socioéconomique. À cet égard, nous mettons l'accent sur les interventions axées sur les chaînes de valeur mondiales propres à produire un impact sensible, créer l'emploi, et favoriser la croissance économique. Les stratégies de partenariat avec le Gabon, les Maldives, le Maroc et la Turquie constituent notre point de départ. L'innovation dans la finance islamique, la création de nouveaux partenariats, la mobilisation de ressources non-conventionnelles et la préservation de la note de crédit AAA sont la clé de voute de notre modèle d'entreprise.

L'année 2019 a été particulièrement difficile et 2020 semble suivre la même tendance. Les pays membres se sont colletés en 2019 avec une croissance économique mondiale atone, due à la fois au ralentissement synchronisé de l'activité économique, à l'augmentation des tensions commerciales, aux effets néfastes des changements climatiques, aux inégalités de plus en plus profondes, ainsi qu'à la fragilité, aux conflits et à la violence accrus.

La maladie à coronavirus qui se déclara vers la fin de 2019 peut nous pousser au bord d'un précipice économique en 2020. L'ampleur de son impact à l'échelle mondiale nécessite des efforts concertés à tous les niveaux. Nous sommes très préoccupés par les pertes en vies humaines, les perturbations socioéconomiques, et la pression exercée sur les systèmes de santé dans nos pays membres. Nous demeurons pleinement déterminés à aider les pays membres dans leurs efforts à court, moyen et long terme de lutte contre cette pandémie imprévue.

Face à une croissance précaire et au risque de détérioration, nous devons protéger les résultats de développement durement obtenus et accroître le soutien aux pays membres en ces temps difficiles. Les pays membres sont appelés à adopter des politiques de résilience tournées vers l'avenir afin de stimuler la productivité et de favoriser le développement durable inclusif.



En 2019, le changement s'est concrétisé ; nous avons tenu nos promesses et répondu aux besoins de développement des pays membres. Les initiatives scientifiques, technologiques et innovantes, le renforcement de la résilience, l'autonomisation des femmes, la toute première émission de soukous verts d'un milliard d'euros pour financer des projets respectueux de l'environnement, et l'affectation de 35% des ressources au financement des mesures de lutte contre les changements climatiques sont autant de résultats notoires. L'efficacité et l'efficacité institutionnelles ont été renforcées grâce aux dix-huit politiques sectorielles, thématiques et fiduciaires nouvellement adoptées et qui désormais guideront les interventions de la banque. La politique sur la science, la technologie et l'innovation, la politique de lutte contre les changements climatiques, la politique reverse linkage et la politique sur l'autonomisation des femmes sont des exemples de politiques clés. Nos efforts collectifs sont subsumés sous le thème « Ouvrir de nouveaux horizons au développement durable ».

Avec l'Arabie saoudite à la tête du G20 en 2020, nous sommes plus que jamais prêts à contribuer à façonner le paysage du développement mondial et à apporter de nouvelles idées et des solutions innovantes aux défis de plus en plus pressants.

Pour ce faire, nous resterons proactifs, agiles et à l'avant-garde du développement. Anticiper et relever les défis actuels et à venir de manière innovante définiront notre rôle de développement et notre soutien aux pays membres.

Nous ne nous contenterons pas d'un premier succès. Nous continuerons notre œuvre de transformation pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de la banque, et poursuivrons notre quête d'un avenir meilleur aussi bien pour les pays membres que pour les communautés musulmanes dans d'autres pays.



Dr Bandar M. H. Hajjar
Président de la Banque islamique de développement et du Conseil des Directeurs exécutifs

CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS¹



Dr Bandar M. H. Hajjar
PRÉSIDENT DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT ET PRÉSIDENT DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS



Hon. Bülent AKSU
PAYS : TURQUIE
PAYS REPRÉSENTÉ : TURQUIE



Hon. Ahmad Jefri Abd Rahman
PAYS : BRUNEI DARUSSALAM
PAYS REPRÉSENTÉS : INDONÉSIE, MALAISIE, BRUNEI DARUSSALAM, SURINAME ET GUYANA



Hon. Ismail Ali Manik
PAYS : MALDIVES
PAYS REPRÉSENTÉS : AFGHANISTAN, PAKISTAN, BANGLADESH ET MALDIVES



Hon. Faouzia Zaaboul
PAYS : MAROC
PAYS REPRÉSENTÉS : ALGÉRIE, MAROC, MAURITANIE ET TUNISIE



Hon. Dr. Hamad Bin Suleiman Al Bazai
PAYS : ARABIE SAOUDITE
PAYS REPRÉSENTÉ : ARABIE SAOUDITE



Hon. Dr. Abdalnasr Abouzkeh
PAYS : LIBYE
PAYS REPRÉSENTÉ : LIBYE



Hon. Abbas Memar Nejad
PAYS : IRAN
PAYS REPRÉSENTÉ : IRAN



Hon. Ali Hamdan Ahmed
PAYS : EMIRATS ARABES UNIS
PAYS REPRÉSENTÉ : EMIRATS ARABES UNIS



Hon. Sami Mohamed Hameed
PAYS : BAHRÉIN
PAYS REPRÉSENTÉS : YÉMEN, SOUDAN, OMAN ET BAHRÉIN



Hon. Abdoulie Jallow
PAYS : GAMBIE
PAYS REPRÉSENTÉS : SÉNÉGAL, BURKINA-FASO, NIGER, MALI, GAMBIE ET TOGO



Hon. Zeina Toukan
PAYS : JORDANIE
PAYS REPRÉSENTÉS : JORDANIE, SYRIE, YÉMEN, IRAK, PALESTINE, LIBAN



Hon. Dr. Diao Balde
PAYS : GUINÉE
PAYS REPRÉSENTÉS : BÉNIN, GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, SIERRA LEONE, CAMEROUN, CÔTE-D'IVOIRE



Hon. Mohammed Gambo Shuaibu
PAYS : NIGERIA
PAYS REPRÉSENTÉ : NIGERIA



Hon. Bader Ahmed Al Qayed
PAYS : QATAR
PAYS REPRÉSENTÉ : QATAR



Hon. Dr. Shehabeldin Marzban
PAYS : ÉGYPTÉ
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉGYPTÉ



Hon. Abdulghaffar Al Awadhi
PAYS : KOWEÏT
PAYS REPRÉSENTÉ : KOWEÏT



Hon. Bakhodir Alikhanov
PAYS : OUZBÉKISTAN
PAYS REPRÉSENTÉS : AZERBAÏDJAN, ALBANIE, OUZBÉKISTAN, TURKMÉNISTAN, TADJIKISTAN, KAZAKHSTAN, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE



Hon. Fredrick Twesiime
PAYS : OUGANDA
PAYS REPRÉSENTÉS : OUGANDA, TCHAD, GABON, DJIBOUTI, COMORES, MOZAMBIQUE, SOMALIE

¹ Membres de la 15^e session du Conseil des Directeurs exécutifs de la BID.

« La banque est l'une des institutions multilatérales de prêt bénéficiant de la meilleure note de crédit intrinsèque. Elle est qualifiée de *banque multilatérale de développement à pondération de risque zéro*. »



RÉSULTATS DES INITIATIVES ET PROGRAMMES DE LA BID

PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRÉSIDENT ET NOUVEAU MODÈLE D'ENTREPRISE

En 2019, la banque a consolidé le Programme quinquennal du Président, un nouveau modèle d'entreprise qui vise à stimuler et développer les activités économiques par une production à valeur ajoutée, mettant à profit les chaînes de valeur mondiales. L'objectif du programme est de relier les pays membres aux marchés mondiaux et d'attirer des investisseurs à fort impact pour mobiliser des ressources financières et non-financières devant multiplier les avantages économiques et de développement de manière à mettre les marchés au service du développement. C'est pourquoi des programmes axés sur les chaînes de valeur mondiales sont lancés dans quatre pays membres, alors que sept autres sont prévus pour 2020.

VISIBILITÉ

La visibilité de la banque est renforcée par des interventions médiatiques et des contenus publiés sur son site web et les réseaux sociaux, avec l'appui des tiers. Il en est résulté une augmentation remarquable de l'audience de la banque à travers le monde. Ces efforts ont permis de rehausser le profil de la banque parmi ses pairs. Ils ont contribué au renforcement des partenariats et aidé à créer de nouveaux moyens de soutien aux pays membres dans la réalisation du développement durable.

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

La banque a adopté une stratégie pour la science, la technologie et l'innovation (STI) et un cadre stratégique devant lui permettre de s'adapter à un écosystème STI robuste, lequel est nécessaire à la croissance économique et au développement durable. La banque a tissé des partenariats avec des acteurs mondiaux dans la science, la technologie et l'innovation. Les initiatives STI de la banque, telles que le fonds Transform, le sommet des acteurs de transformation, les plateformes Engage et Innovate continuent de repousser les frontières de la science, la technologie et l'innovation pour permettre aux pays membres de réaliser le développement durable.

NUMÉRISATION

Lancée en 2018, la numérisation des fonctions de la banque a enregistré des progrès significatifs en 2019. En effet, l'infrastructure et les processus nécessaires ont été achevés pour permettre à la banque de devenir une organisation à recours minimal au papier et certains de ses services ont même déclaré qu'elles se passeront complètement du papier. La solution eMemo a été introduite et son utilisation est en cours de généralisation. Des solutions numériques

sont utilisées par plus de 1000 employés de la banque et des centres régionaux. Elles ont considérablement amélioré la capacité de réaction et la transparence. Les quarante-neuf services de la banque utilisent actuellement la plateforme en ligne JIRA, ce qui a permis d'améliorer la coordination et l'efficacité.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2019

- Le Groupe de la Banque islamique de développement a approuvé un montant total de 5,6 milliards DI, soit 7,8 milliards USD, au titre de 310 opérations de développement pour les pays membres et les communautés musulmanes des pays non-membres. Ces approbations représentent une augmentation de 11,4% par rapport au 5 milliards DI (7 milliards USD) approuvé en 2018. Elles reflètent l'engagement continu du groupe à appuyer les pays membres malgré les défis que présente le paysage du développement mondial, notamment en matière de financement du développement international.
- La répartition des approbations de 2019 sur les membres affiliés au groupe indique que la Société internationale islamique de financement du commerce a approuvé un total record de 5,75 milliards USD, soit 73,8% du total des approbations du groupe. Viennent ensuite les approbations au titre des ressources ordinaires en capital de la banque, 1,63 milliard USD, qui ont représenté 20,9% du total des approbations du groupe. Les approbations de la Société islamique pour le développement du secteur privé, 140,5 millions USD, ont représenté 1,8% du total des approbations du groupe, tandis que celles des fonds spéciaux (fonds de la SID, APIF, STI, assistance spéciales, fonds fiduciaires du FSID et Fonds waqf) ont représenté 3,5% du total des approbations du groupe.
- S'agissant de la répartition sur les pays membres organisés en régions, 42,9% des approbations du groupe, soit 3,35 milliards USD, ont été consacrés aux pays membres de la région MENA et Europe. Elles sont suivies de celles de la région Afrique et Amérique latine avec 30,5%, soit 2,38 milliards USD, et de celles de la région Asie, 24,6%, soit 1,91 milliard USD). Les 2,03% restants sont partis aux communautés musulmanes de pays non-membres et aux projets régionaux.
- Les approbations au titre des ressources ordinaires en capital de la banque se sont élevées à 1,63 milliard USD, soit une augmentation de 28,6% par rapport aux 1,27 milliard USD approuvé en 2018. Cette augmentation significative reflète l'engagement supplémentaire à accompagner les pays membres par des projets qui leurs permettront de réaliser le

« Ce niveau d'approbations reflète l'engagement continu du Groupe de la BID à appuyer les pays membres malgré les défis que présente le paysage du développement mondial, notamment en matière de financement du développement international. »

développement durable. En termes de répartition sectorielle des approbations de la banque, 29,5% (482,10 millions USD), ont été consacrés à la santé et aux autres services sociaux. Elles sont suivies de celles du secteur du transport avec 25,8% (420,72 millions USD), de celles du secteur de l'énergie avec 16,8% (274,19 millions USD), et de celles du secteur agricole avec 10,4% (169,27 millions USD).

- Grâce aux partenariats, 2,94 milliards USD ont été mobilisés en cofinancement avec des partenaires de développement pour évaluer 1,04 milliard USD approuvé par la banque. Le levier important des partenariats est au cœur du nouveau modèle d'entreprise de la banque, qui consiste à tirer parti des partenariats pour la mobilisation des ressources afin de soutenir le développement durable dans les pays membres.
- La Société islamique pour le développement du secteur privé a approuvé 140,50 millions USD pour diverses opérations relevant du secteur privé. La société a par ailleurs intensifié ses efforts en 2019 pour décaisser les approbations des exercices précédents, ce qui a donné lieu à un total de décaissements de 205,80 millions USD, soit un ratio décaissement/approbation de 146,5%.
- La Société internationale islamique de financement du commerce a approuvé 5,75 milliards USD et décaissé 5 milliards USD au titre de ses activités de financement du commerce au cours de l'année. Face aux besoins croissants, la société s'est appuyée sur ses partenariats et mobilisé 3,50 milliards USD en faveur de 36 opérations syndiquées dans quinze pays membres. Les approbations de la société ont représenté 73,8% du total des approbations du Groupe de la BID en 2019, soit une augmentation de 17,2% par rapport aux 4,91 milliards USD approuvés en 2018. Cette augmentation est louable compte tenu des défis commerciaux mondiaux et témoigne du rôle clé joué par la société dans la promotion du commerce dans les pays membres.
- Le Fonds de solidarité islamique pour le développement a approuvé 39,60 millions USD pour divers projets et programmes de réduction de la pauvreté dans des secteurs favorables aux pauvres, tels que l'approvisionnement en eau, les soins de santé, l'éducation et le développement rural.
- Les affaires assurées de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation se sont élevées en 2019 à 10,86 milliards USD et ses nouveaux engagements à 4,77 milliards USD. La société a ainsi maintenu la forte performance de l'année précédente. Elle a enregistré d'une baisse marginale des nouveaux engagements et une augmentation de 20,1% de la valeur des affaires assurées.
- Sur les 2,5 millions USD consacrés au programme reverse linkage, 2,06 millions USD ont été décaissés au titre de deux interventions, à savoir 1 million USD dans les secteurs de la santé et de l'agriculture et 1,06 million USD dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie. Par ailleurs, la banque a ouvert la voie à une collaboration avec le secteur privé au moyen du programme reverse linkage, ce qui a permis d'obtenir une contribution financière de 45 millions USD à utiliser en faveur des pays membres.
- Une enveloppe d'un million USD a été approuvée pour des projets d'intervention d'urgence destinés à sauver les

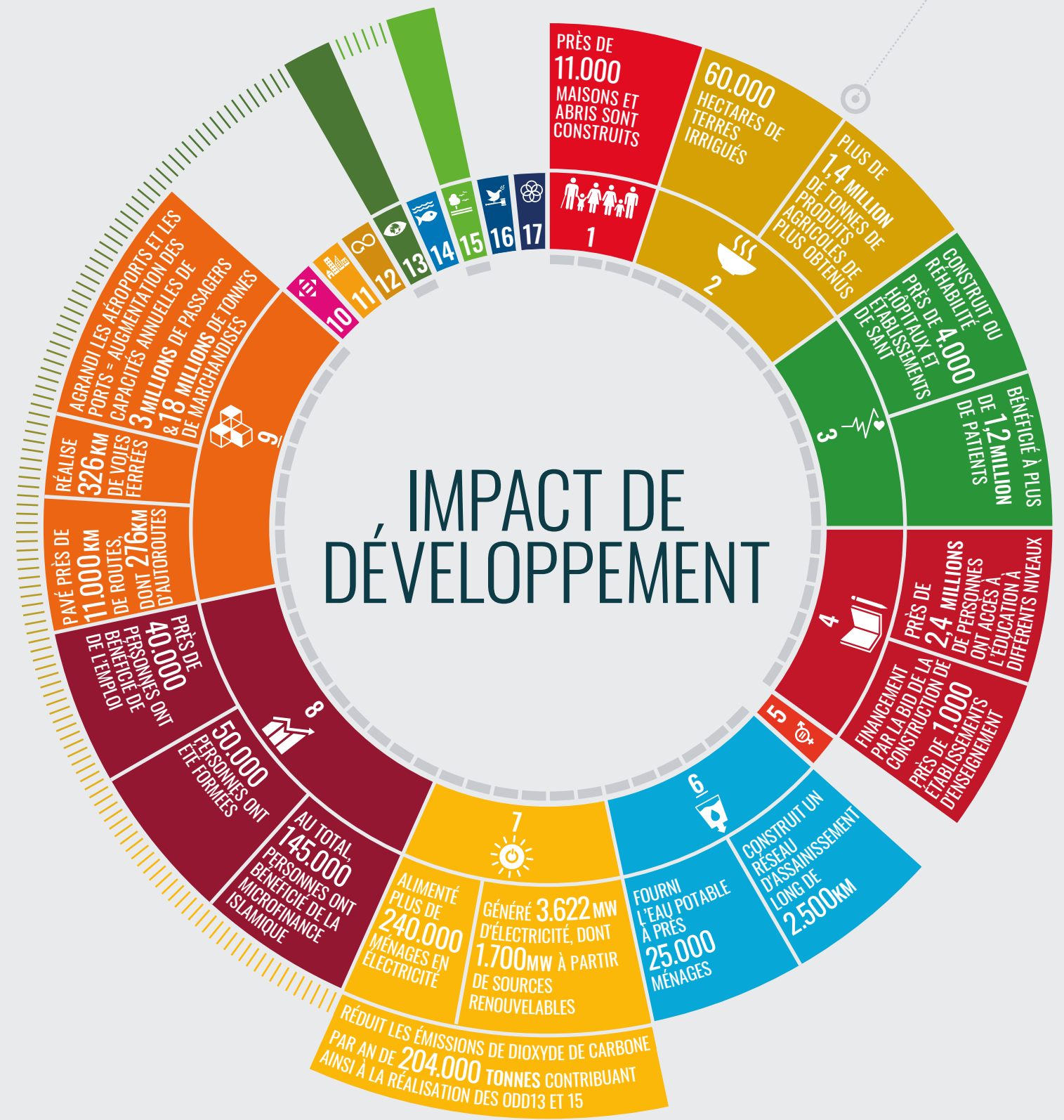
populations locales touchées par diverses catastrophes naturelles en Iran, Sierra Leone, au Mozambique et Mali. De plus, la banque a approuvé et pris en charge trois opérations d'un montant total de 420.383 USD pour le Tchad, le Yémen et la Somalie dans le cadre du programme de la banque relatif aux organisations non-gouvernementales qui vise à renforcer la résilience des communautés difficiles à atteindre à travers le développement des compétences des agriculteurs locaux et le renforcement des capacités des organisations non-gouvernementales locales.

- La banque a approuvé 10 projets d'assistance technique, d'une valeur de 2,10 millions USD, pour appuyer des activités visant à améliorer les services financiers islamiques, notamment du côté du renforcement des capacités. Elle approuvé au titre de 11 campagnes de sensibilisation à la finance islamique, le montant de 262.100 USD.
- Le Fonds d'investissement des biens awqaf a approuvé à partir de ses ressources et de la ligne de financement de la banque 38,53 millions USD pour cofinancer sept projets avec d'autres partenaires, pour un total de 77,8 millions USD, dans sept pays membres et non membres.
- Un montant total d'un million USD a été approuvé au titre de six subventions à des organisations non-gouvernementales pour la promotion de l'éducation des filles au Pakistan, Burkina-Faso, Sénégal et Togo, le soutien de l'entrepreneuriat, de la microfinance, ainsi que l'inclusion financière des femmes et des jeunes en Azerbaïdjan, Indonésie et au Tadjikistan.
- L'Institut islamique de recherche et de formation a publié 19 ouvrages, dispensé 16 cours et ateliers de formation, lancé l'initiative Smart Economy, le Rapport national de Djibouti sur la finance islamique et le programme de certification des spécialistes en awqaf.
- La banque a conservé sa note de crédit la plus élevée, AAA, assortie d'une perspective « stable », attribuée par les trois grandes agences internationales de notation (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings). La note traduit une bonne santé financière, une forte capitalisation, un soutien fort de ses actionnaires, une performance satisfaisante des actifs opérationnels, un portefeuille diversifié, et un niveau de liquidité stable. La banque est également l'une des institutions multilatérales de prêt bénéficiant de la meilleure note de crédit intrinsèque. Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la banque d'institution multilatérale de développement à « pondération de risque zéro ».
- La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation maintient la note de crédit Aa3 depuis 2008, avec une perspective stable, octroyée par Moody's. Cette note de solidité financière d'assurance traduit la solidité des éléments de base de la société et le soutien que lui apportent ses actionnaires.
- Fitch Ratings a confirmé en 2019 la note de crédit AA-, assortie d'une perspective stable de la Société islamique pour le développement du secteur privé. De son côté, Standard & Poor's a baissé la note de crédit de la société à A, avec une perspective négative, tandis que Moody's l'a baissée à A2, avec une perspective stable, note reconduite vers la fin de l'exercice.

- La Société internationale islamique de financement du commerce a conservé en 2019 sa note A1, avec une perspective stable, attribuée par Moody's. La note tient compte du coussin important des fonds propres, des pratiques prudentes d'investissement de la trésorerie, des politiques adéquates de gestion de la liquidité et des crédits, de la forte situation de liquidité de la société, et du soutien fort que lui apportent les pays membres.
- Dans le cadre du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise de la banque, cinq stratégies de partenariat avec les pays membres axées sur les chaînes de valeur mondiales ont été lancées. Aussi une nouvelle politique de coopération et d'intégration régionales, assortie d'une stratégie de mise en œuvre, a-t-elle été adoptée en accord avec le Programme quinquennal du Président et la Stratégie décennale.
- Dans le cadre des mesures visant à améliorer les processus internes d'acquisition des connaissances, les groupes de pratiques ont été relancés, une plateforme de transfert et de partage efficaces des connaissances et une plateforme de rapports électroniques de fin de mission établies, et une plateforme d'apprentissage en ligne sur les principales activités de la banque a été également lancée. De surcroît, la bibliothèque de la banque a été transformée en une bibliothèque en ligne moderne, offrant des plateformes numériques qui facilitent l'apprentissage participatif.
- Onze projets relevant de cinq secteurs dans onze pays membres et vingt-trois opérations d'assistance spéciale financées par la banque au Royaume-Uni, ont été évaluées. En outre, vingt-quatre rapports d'achèvement de projets préparés en 2018 ont été examinés et validés en 2019.

La banque a redoublé d'efforts en vue de renforcer les capacités des ressources humaines par des recrutements tant pour le siège que pour les centres régionaux. Au total, 121 offres d'emploi ont été émises en 2019 dont 100 acceptées. Actuellement, la banque islamique de développement, l'Institut islamique de recherche et de formation et le Fonds de solidarité islamique pour le développement comptent 918 employés dont 802 sont sous des contrats à durée indéterminée et 116 sous des contrats à durée déterminée. De l'effectif total, 612 employés sont des cadres, 88 occupent des postes de direction, et 218 des postes d'assistant. En termes de répartition selon le lieu de travail, 737 employés sont au siège, tandis que 181 aux centres régionaux et au centre d'excellence de Malaisie.

Les services informatiques ont été améliorés pour répondre aux besoins qui ne cessent d'évoluer. Des solutions intégrées de Microsoft Outlook (Office 365) ont été adoptées pour permettre la communication et la collaboration interne et externe, de partout et à tout moment, en utilisant n'importe quel appareil dans un environnement sécurisé. Dans le cadre de l'automatisation des processus de travail, des solutions informatiques ont été adoptées pour des activités plus efficaces. Plusieurs tableaux de suivi ont été conçus pour assurer la transparence et aider dans la prise de décision. Les services administratifs ont été améliorés pour répondre aux besoins du nouveau modèle d'entreprise et du Programme quinquennal du Président. Des ajustements ont été apportés pour faciliter l'accès des centres régionaux aux services et procédures administratifs requis.



NOTRE PRÉSENCE

ACTUELLEMENT, LA BANQUE COMPTE

57 PAYS MEMBRES

LES INTERVENTIONS DE LA BID COUVRENT LE MONDE ENTIER, MAIS PARTICULIÈREMENT TROIS RÉGIONS :

- AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE
- ASIE
- MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

EN 2019

LA RÉGION ASIE A ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DE

5,2%

LES PAYS MEMBRES DE LA RÉGION AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE ONT AFFICHÉ UN TAUX DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE

3,4%

LES ÉCONOMIES DES PAYS MEMBRES DE LA RÉGION MENA ET EUROPE ONT DÉCÉLÉRÉ, POUR S'ÉTABLIR À

0,5%

AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

- | | |
|------------------|-----------------|
| 1 Bénin | 13 Mali |
| 2 Burkina-Faso | 14 Mozambique |
| 3 Cameroun | 15 Niger |
| 4 Tchad | 16 Nigeria |
| 5 Comores | 17 Sénégal |
| 6 Côte-d'Ivoire | 18 Sierra Leone |
| 7 Djibouti | 19 Somalie |
| 8 Gabon | 20 Suriname |
| 9 Gambie | 21 Togo |
| 10 Guinée | 22 Ouganda |
| 11 Guinée-Bissau | |
| 12 Guyana | |

ASIE

- | |
|------------------------|
| 23 Bangladesh |
| 24 Brunei |
| 25 Indonésie |
| 26 Kazakhstan |
| 27 République kirghize |
| 28 Malaisie |
| 29 Maldives |
| 30 Tadjikistan |
| 31 Turkménistan |
| 32 Ouzbékistan |

MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

- | | | |
|------------------|---------------------|------------|
| 33 Afghanistan** | 43 Liban | 53 Syrie |
| 34 Albanie** | 44 Libye | 54 Tunisie |
| 35 Algérie | 45 Mauritanie | 55 Turquie |
| 36 Azerbaïdjan** | 46 Maroc | 56 E.A.U. |
| 37 Bahreïn | 47 Oman | 57 Yémen |
| 38 Egypte | 48 Pakistan** | |
| 39 Iran | 49 Palestine | |
| 40 Irak | 50 Qatar | |
| 41 Jordanie | 51 Arabie saoudite* | |
| 42 Koweït | 52 Soudan | |

* L'Arabie saoudite est le pays du siège de la BID. Cependant, le royaume est inclus dans les groupes régionaux, afin de garantir que tous les pays membres sont couverts.

** Ces pays membres sont situés dans d'autres régions. Néanmoins, ils sont regroupés dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour faciliter la coordination et la gestion des opérations

N.B. Les appellations utilisées au titre des cartographies et la présentation des supports qui s'y rapportent, n'impliquent de la part de la BID aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

NOUS SOMMES UNE INSTITUTION VÉRITABLEMENT MONDIALE, SISE À DJEDDAH, ARABIE SAOUDITE. NOUS AVONS DES CENTRES RÉGIONAUX AU BANGLADESH, EN EGYPTE, INDONÉSIE, AU KAZAKHSTAN, MAROC, NIGERIA, SÉNÉGAL, SURINAME, EN TURQUIE, OUGANDA ET AUX EMIRATS ARABES UNIS, AINSI QU'UN CENTRE D'EXCELLENCE EN MALAISE.

LES INTERVENTIONS DE LA BID COUVRENT

1 PERSONNE SUR 5

DE LA POPULATION MONDIALE. LA BID APPUIE

1,78 MILLIARD

DE PERSONNES DANS SES PRINCIPALES RÉGIONS

2019 EN CHIFFRES

TOTAL DES APPROBATIONS NETTES
(2019)

5,6 MRD DI
7,8 MRD USD

LES 5 PLUS GRANDS BÉNÉFICIAIRES
DES FINANCEMENTS DU GROUPE DE
LA BID EN 2019

PAKISTAN

1,36 MRD USD

BANGLADESH

1,01 MRD USD

ÉGYPTE

0,88 MRD USD

BURKINA-FASO

0,41 MRD USD

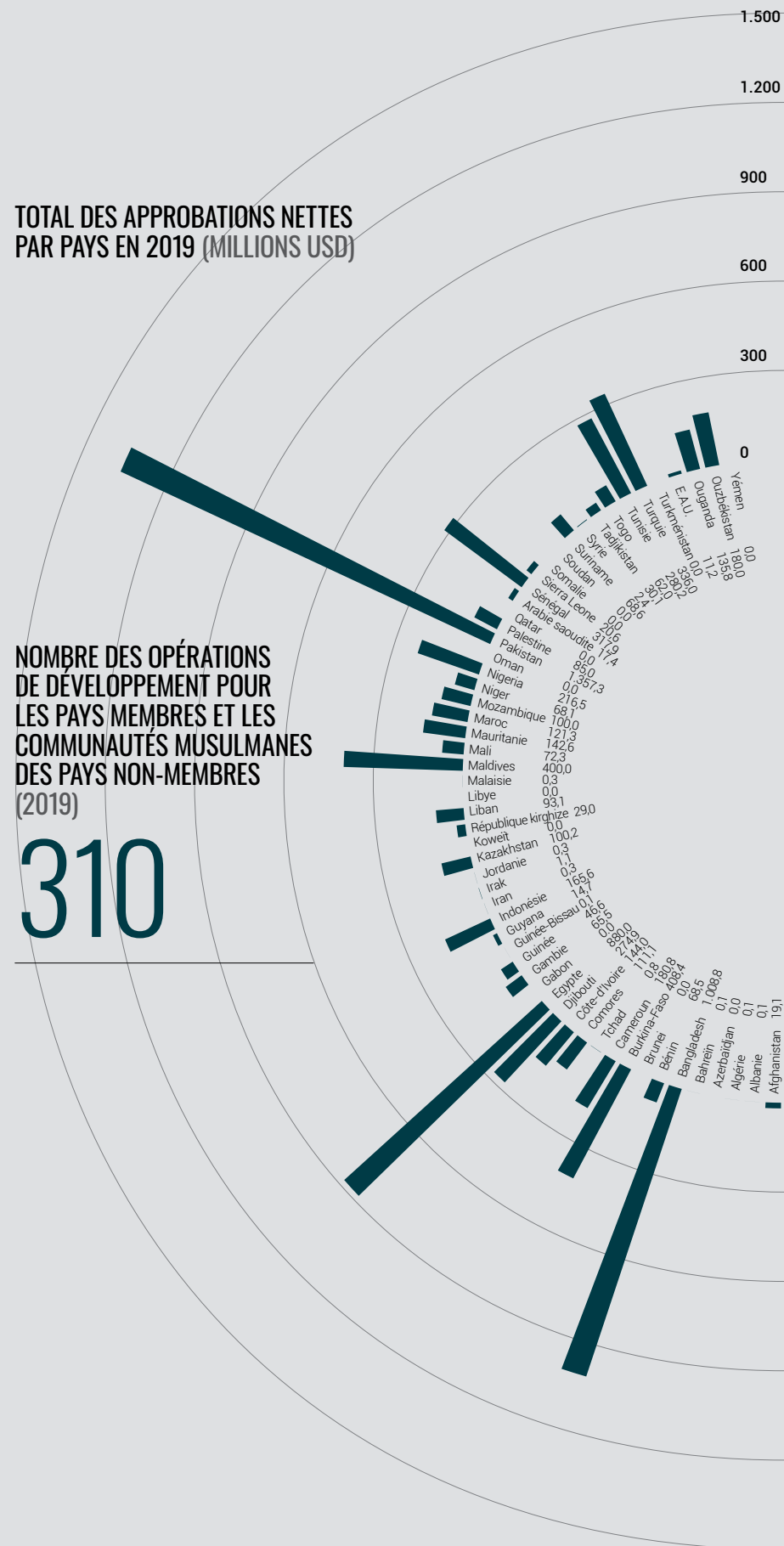
MALDIVES

0,40 MRD USD

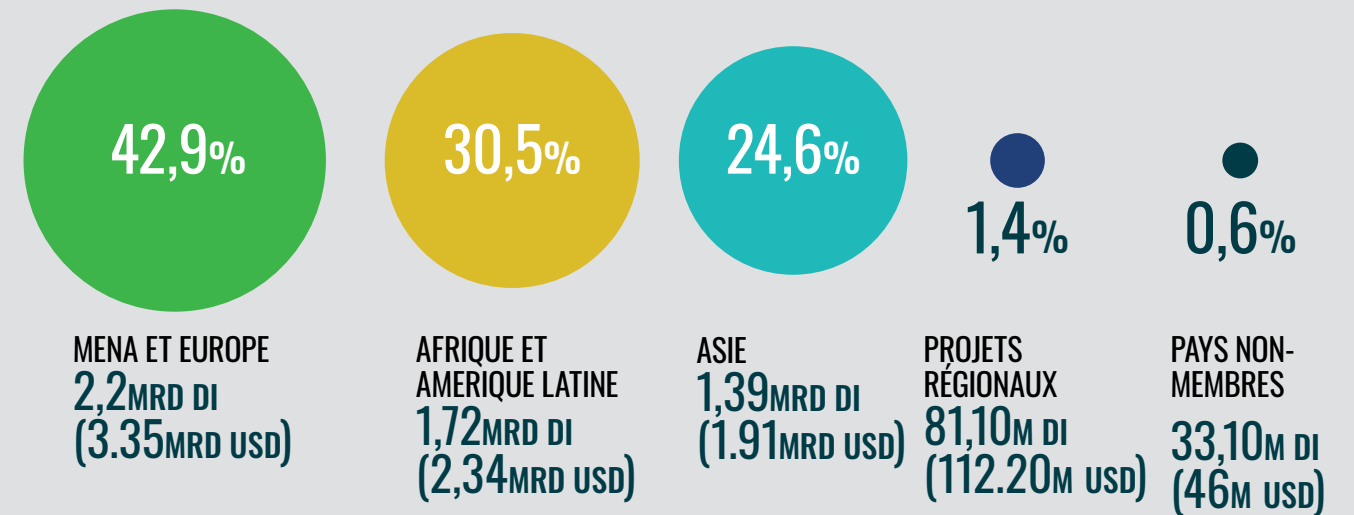
TOTAL DES APPROBATIONS NETTES
PAR PAYS EN 2019 (MILLIONS USD)

NOMBRE DES OPÉRATIONS
DE DÉVELOPPEMENT POUR
LES PAYS MEMBRES ET LES
COMMUNAUTÉS MUSULMANES
DES PAYS NON-MEMBRES
(2019)

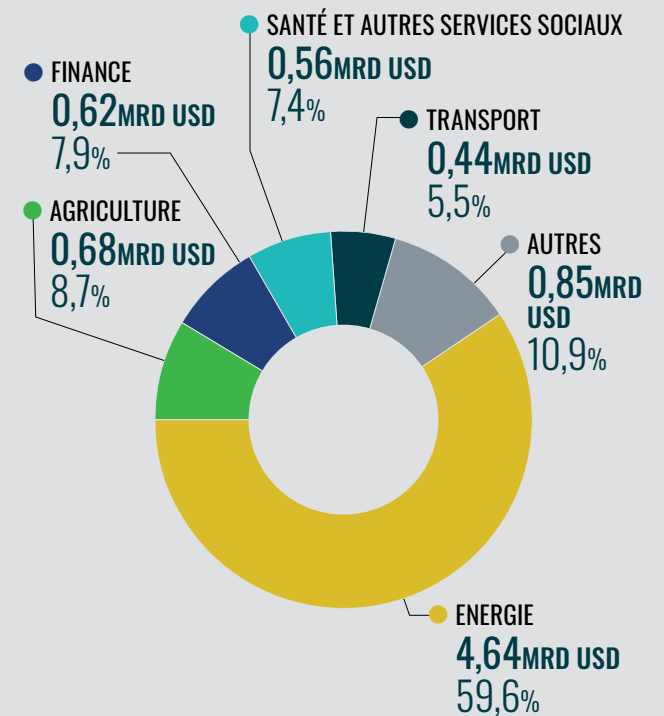
310



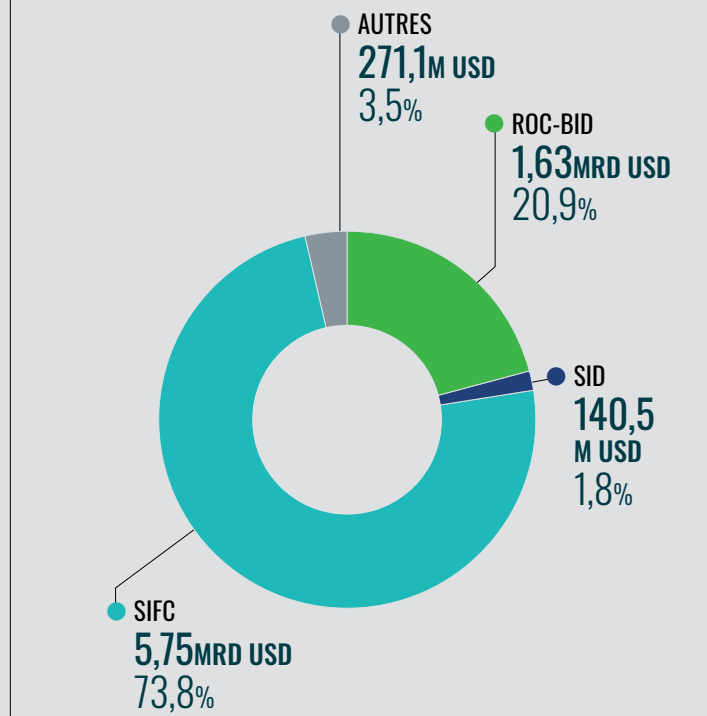
RÉPARTITION RÉGIONALE DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE EN 2019



RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID EN 2019



RÉPARTITION PAR ENTITÉ EN 2019



LES APPROBATIONS ROC-BID ÉTAIENT DE

1,63 MRD USD

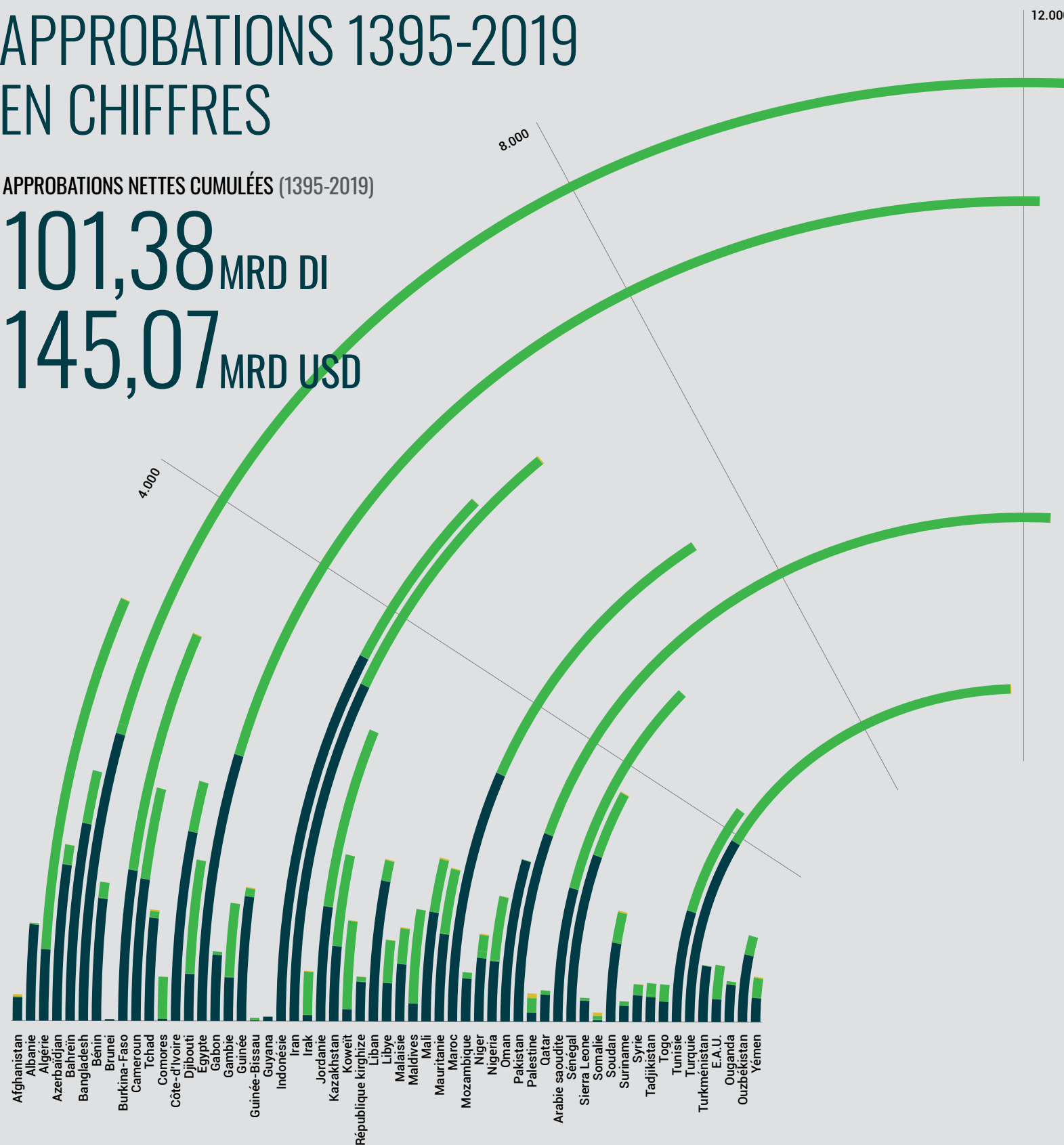
SOIT UNE AUGMENTATION DE 28,6%
PAR RAPPORT AU 1,27 MILLIARD USD
APPROUVE EN 2018

« L'augmentation significative dans les ROC-BID reflète l'engagement supplémentaire à accompagner les pays membres par des projets qui leur permettront de réaliser le développement durable. »

APPROBATIONS 1395-2019 EN CHIFFRES

APPROBATIONS NETTES CUMULÉES (1395-2019)

101,38 MRD DI
145,07 MRD USD



- Afghanistan
- Albanie
- Algérie
- Azerbaïdjan
- Bahreïn
- Bangladesh
- Bénin
- Brunei
- Burkina-Faso
- Cameroun
- Comores
- Côte-d'Ivoire
- Djibouti
- Egypte
- Gabon
- Gambie
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guyana
- Indonésie
- Iran
- Irak
- Jordanie
- Kazakhstan
- Koweït
- Liban
- Libye
- Malaisie
- Maldives
- Mali
- Mauritanie
- Maroc
- Mozambique
- Niger
- Nigeria
- Oman
- Pakistan
- Palestine
- Qatar
- Arabie saoudite
- Sénégal
- Sierra Leone
- Somalie
- Soudan
- Suriname
- Syrie
- Tadjikistan
- Togo
- Tunisie
- Turquie
- Turkménistan
- E.A.U.
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Yémen

LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID ONT PROGRESSÉ DE PLUS DE

10%

EN 2019, L'INSTITUTION AYANT ENTAMÉ LA MISE EN ŒUVRE DE SA STRATÉGIE ET DE SON NOUVEAU MODÈLE D'ENTREPRISE.

SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS USITÉ (1395-2019)

FINANCEMENT DU COMMERCE

58,93 MRD DI
83,44 MRD USD

FINANCEMENT DE PROJETS

39,85 MRD DI
57,88 MRD USD

OPÉRATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

1,42 MRD DI
2,08 MRD USD

OPÉRATIONS D'ASSISTANCE SPÉCIALE

1,18 MRD DI
1,68 MRD USD

EN NOMBRE D'OPÉRATIONS (1395-2019)

10.482



FINANCEMENT DE PROJETS
2.791

OPÉRATIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE
2.010

FINANCEMENT DU COMMERCE
3.845

OPÉRATIONS D'ASSISTANCE SPÉCIALE
1.836

24.000
millions USD



1 APERCU DES ACTIVITES MENEES PAR LE GROUPE DE LA BID EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID se compose de la Banque islamique de développement (BID) intervenant essentiellement dans le financement du développement ; de l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), chargé de la diffusion des connaissances et du renforcement des capacités dans le domaine de l'économie et de la finance islamiques ; de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), l'entité s'occupant du secteur privé ; de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), spécialisée dans la fourniture de services d'assurance ; ainsi que de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC), œuvrant dans le domaine du financement du commerce.

Le présent chapitre consiste en un résumé des activités entreprises par le Groupe de la BID dans le domaine du développement, d'abord en termes cumulés, puis pour chacun des membres affiliés au Groupe de la BID. L'activité de base en matière de développement concerne l'exécution de projets, ce qui explique pourquoi ce chapitre met l'accent sur les approbations au titre des projets. Toutefois, d'autres aspects des activités de développement font également l'objet du chapitre, notamment les questions relatives à la diffusion des connaissances et aux partenariats stratégiques. Par ailleurs, les avancées obtenues en ce qui concerne les initiatives majeures de la BID sont mises en relief. Dans un premier temps, il est procédé à un examen de la conjoncture économique mondiale, sous l'angle des défis auxquels sont confrontés les pays membres en matière de développement, puis à une analyse des grands enjeux économiques sur le plan mondial, avant d'aborder la question des approbations et les autres activités en matière de développement.

SIX PAYS MEMBRES ONT ENREGISTRÉ UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ÉLEVÉE EN 2019

BANGLADESH 7,8%	BÉNIN 6,6%
CÔTE-D'IVOIRE 7,5%	GAMBIE 6,5%
MAURITANIE 6,6%	MALDIVES 6,5%

« Dans un contexte de décélération de l'économie mondiale, les économies des pays membres de la région Asie et de la région Afrique et Amérique latine ont fait preuve d'une relative résilience face aux turbulences de l'économie mondiale en 2019. »

1.1 EVOLUTIONS RÉCENTES ET PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les incertitudes ayant caractérisé l'économie mondiale, notamment les tensions commerciales, de 2018 se sont poursuivies en 2019, même si elles se sont atténuées vers la fin de l'année. Ces facteurs ont contribué à l'affaiblissement du commerce et de l'investissement. Ajoutée au resserrement des conditions financières en raison du niveau élevé de la dette mondiale, cette situation a conduit au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, qui s'est situé à 2,9% en 2019 contre 3,3% l'exercice précédent. Les autres facteurs ayant contribué au ralentissement de l'économie mondiale sont liés à la baisse de croissance des grandes économies émergentes, l'Inde et la Chine, la réduction du capital et de l'investissement au niveau mondial, l'affaiblissement du commerce mondial, et le resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale. La maladie à coronavirus qui se déclara soudainement à la fin de 2019, s'est propagée rapidement et transformée en pandémie mondiale. Elle fera subir à l'économie mondiale un sérieux revers et aggravera l'incertitude qui entoure déjà 2020 et devrait s'étaler même au-delà. L'on craint que la pandémie ne pousse l'économie mondiale à une récession vu l'affaiblissement de l'activité économique à l'échelle mondiale en raison du confinement dans de nombreuses parties du monde.

Suivant la tendance mondiale, les économies des pays membres de la BID ont connu un ralentissement de croissance, enregistrant un taux moyen de 2,2% en 2019, contre 3% l'année précédente, soit une baisse de 0,8%. S'agissant des trois principaux groupes régionaux, les économies des pays membres de la région Asie ont enregistré un taux de croissance de 5,2% en 2019, marquant un léger ralentissement par rapport à 2018 (5,3%). Les pays membres de la région Afrique et Amérique latine ont affiché, quant à eux, un taux de croissance économique de 3,4%, légèrement en baisse par rapport au niveau atteint en 2018 (3,2%). La croissance a nettement décéléré dans les pays membres de la région MENA et Europe, étant passée de 1,8% en 2018 à 0,5% en 2019. Dans un contexte de décélération de l'économie mondiale, les économies des pays membres de la région Asie et de la région Afrique et Amérique latine ont fait preuve d'une relative résilience face aux turbulences de l'économie mondiale en 2019. Toutefois, la décélération a été plus marquée dans les pays membres de la région MENA et Europe qu'au niveau mondial. Six pays membres ont enregistré des taux de croissance élevés en 2019 : Bangladesh (7,8%), Côte d'Ivoire (7,5%), Mauritanie (6,6%), Bénin (6,6%), Gambie (6,5%) et Maldives (6,5%).

1.2 CONSOLIDATION DE L'ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT (APPROBATIONS CUMULÉES)

Conformément à sa mission qui consiste à apporter une assistance destinée à permettre aux pays membres de réaliser le développement durable, le Groupe de la BID a enregistré, de sa création jusqu'en 2019, un total de 101,38 milliards DI au titre des approbations nettes cumulées, soit l'équivalent de 145,07 milliards USD, en faveur de divers projets et programmes de développement dans les pays membres et les communautés musulmanes de pays non-membres. Le montant total des

approbations nettes du Groupe de la BID a progressé de plus de 10% en 2019, l'institution ayant entamé la mise en œuvre de sa stratégie et de son nouveau modèle d'entreprise.

Sur le montant total des approbations cumulées, les ressources ordinaires en capital de la BID – principal guichet de financement – représentent 52,72 milliards USD (36,34%). La Société internationale islamique de financement du commerce vient en deuxième position avec 48,69 milliards USD (33,56%). La Société islamique pour le développement du secteur privé représente un montant de 5,39 milliards USD (3,7%), tandis que les autres fonds spécialisés représentent 38,27 milliards USD, soit 26,38% du montant total des approbations cumulées. En outre, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation a assuré un volume d'affaires se chiffrant à 63,65 milliards USD, avec de nouveaux engagements à hauteur de 46,30 milliards USD. La tendance des approbations du Groupe de la BID est présentée en milliards DI dans le graphique 1.1.

Le secteur de l'énergie est le premier bénéficiaire des approbations nettes du Groupe de la BID, avec 40,1% des approbations cumulées, soit 58,1 milliards USD. Il est suivi du secteur de l'industrie et des mines, avec 16,6% (24,09 milliards USD) et de l'agriculture, avec 11,1% (16,07 milliards USD). Viennent ensuite le secteur du transport, avec 8,4% (12,21 milliards USD), celui de l'eau, de l'assainissement et des services urbains, qui affiche 5,2% (7,50 milliards USD), le solde étant réparti entre les autres secteurs.

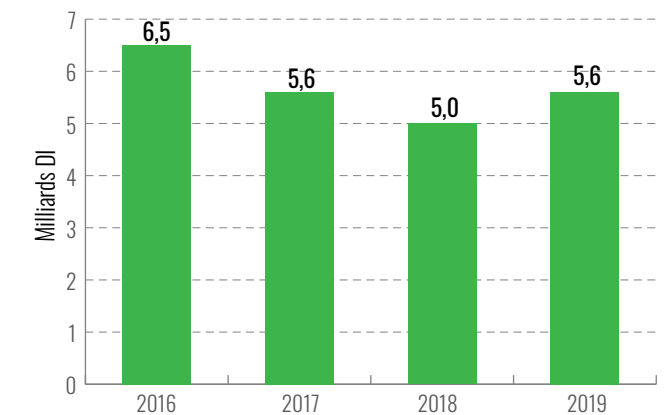
Du point de vue de la répartition par région, 56,38% des approbations cumulées, se chiffrant à 81,8 milliards USD, ont été consacrés aux pays membres de la région MENA et Europe, contre 23,9% (34,66 milliards USD) à la région Asie et 15,8% (22,96 milliards USD) aux pays membres de la région Afrique et Amérique latine. Les 3,9% restants concernent les communautés musulmanes de pays non-membres, ainsi que des projets régionaux.

Parmi les pays membres, le Bangladesh est le principal bénéficiaire des approbations nettes cumulées du Groupe de la BID, avec un montant total d'approbations cumulées de 21,43 milliards USD (14,8%), suivi du Pakistan avec 12,43 milliards (8,6%). Viennent ensuite l'Égypte, qui a reçu 12,16 milliards USD (8,4%), la Turquie, avec 11,7 milliards (8,1%), puis le Maroc, qui a bénéficié d'un montant de 7,11 milliards USD (4,9%).

En 2019, le Groupe de la BID a approuvé un montant total de 5,64 milliards DI, soit 7,8 milliards USD, en faveur de diverses opérations dans les pays membres, dans le cadre du soutien qu'il continue de leur apporter pour leur permettre de réaliser leur développement durable. En termes de répartition régionale (graphique 1.2), 42,9% des approbations du Groupe de la BID étaient destinés aux pays membres du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Europe, 30,5% à ceux de l'Afrique et de l'Amérique latine et 25,5 aux pays membres en Asie. Le reste des approbations concernait des projets régionaux (1,4%) et des pays non-membres (0,6%).

S'agissant des approbations selon les membres affiliés au Groupe de la BID, la SIFC arrive en première position, avec 5,75 milliards USD (73,8%). Elle avait approuvé un montant de 4,91 milliards USD l'exercice précédent, d'où une hausse de 17,2% du montant de ses approbations. Cette augmentation du financement du commerce est à saluer, compte tenu des

GRAPHIQUE 1.1 TENDANCE DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE



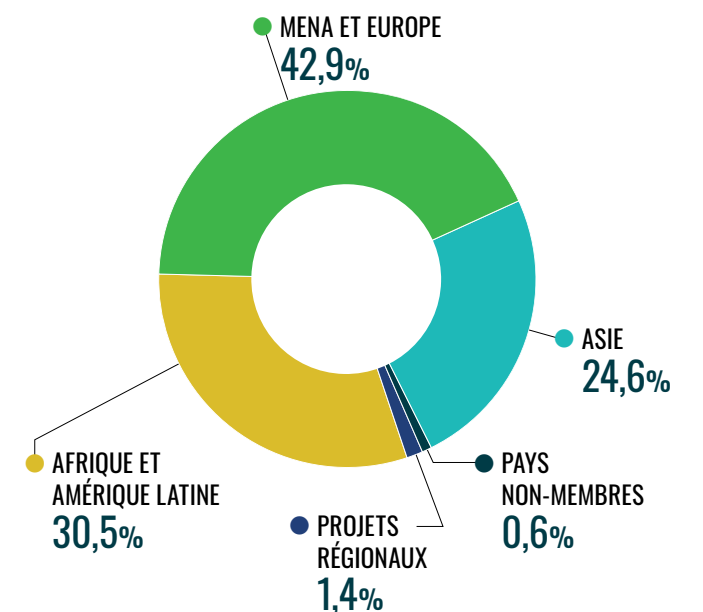
EN 2019, LE GROUPE DE LA BID A APPROUVÉ UN MONTANT TOTAL DE

5,64 MILLIARDS DI,
SOIT

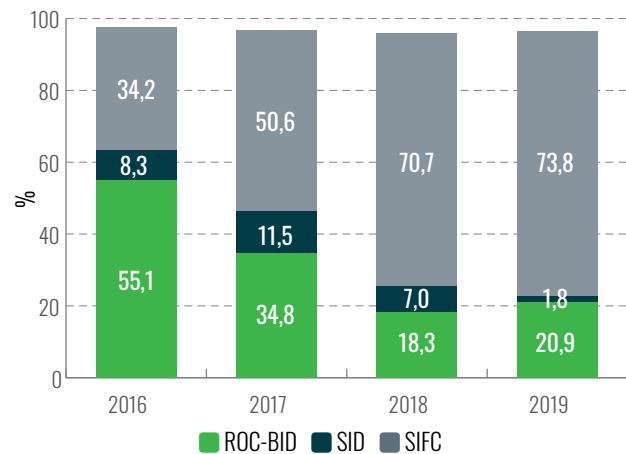
7,8 MILLIARDS USD,

EN FAVEUR DE DIVERSES OPÉRATIONS DANS LES PAYS MEMBRES, DANS LE CADRE DU SOUTIEN QU'IL CONTINUE DE LEUR APPORTER POUR LEUR PERMETTRE DE RÉALISER LEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE.

GRAPHIQUE 1.2 RÉPARTITION RÉGIONALE DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE EN 2019



GRAPHIQUE 1.3 TENDANCE DE LA PART DES MEMBRES AFFILIÉS DANS LES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID

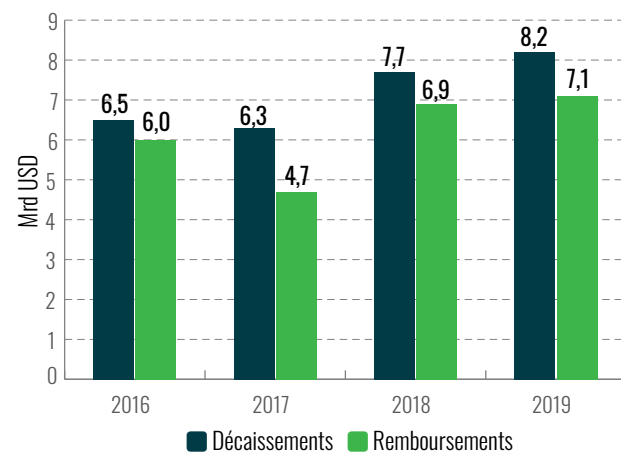


nombreux défis liés au commerce mondial et illustre le rôle clé joué par la SIFC afin de stimuler les échanges commerciaux des pays membres, contribuant ainsi à ouvrir la voie à la réalisation du développement durable. Les approbations liées aux ROC de la BID ont représenté 20,9% du total des approbations du Groupe de la BID en 2019, se chiffrant à 1,63 milliard USD.

Pour sa part, la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) a approuvé en 2019 un montant de 140,5 millions USD, représentant 1,8% du total des approbations du Groupe de la BID, tandis qu'il a été enregistré 3,48% au titre d'approbations concernant les fonds spéciaux : Fonds de la SID, FIBA, Fonds STI, Opérations d'assistance spéciale, fonds fiduciaires du FSID et Fonds waqf. En outre la SIACE a assuré des affaires d'une valeur totale de 10,86 milliards USD, avec de nouveaux engagements à hauteur de 4,77 milliards USD en 2019. Elle a maintenu la forte performance de l'exercice précédent, avec une baisse marginale des nouveaux engagements, mais une augmentation de 20,1% de la valeur des affaires assurées. Selon la tendance observée en ce qui concerne les approbations selon les membres affiliés au Groupe de la BID (graphique 1.3) au titre des trois dernières années, la SIFC enregistre la part la plus importante des approbations nettes du Groupe de la BID. Depuis 2017, des améliorations notables ont été enregistrées en ce qui concerne l'efficacité de la mise en œuvre des projets, ce qui est illustré par le niveau plus élevé des décaissements et des remboursements (graphique 1.4).

Du point de vue de la répartition sectorielle des approbations nettes du Groupe, le secteur de l'énergie, avec 59,6% (4,64 milliards USD), enregistre la part la plus importante. Il est suivi de l'agriculture qui affiche 8,7% du total (0,68 milliard USD). Cette part importante du secteur de l'énergie s'explique par le pourcentage élevé des approbations de la SIFC, compte tenu du fait que les activités de financement du commerce sont axées principalement sur le secteur de l'énergie. De plus, l'énergie est un élément clé du développement socioéconomique et les pays membres sont confrontés à d'importants défis dans ce secteur. Partant, le montant important des approbations en faveur de ce secteur pourrait contribuer à lever les obstacles et ouvrir la voie au développement économique durable.

GRAPHIQUE 1.4 TENDANCE DES DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID



1.3 PROGRÈS DANS LES INITIATIVES ET PROGRAMMES DE LA BID

1.3.1 PROGRAMME QUINQUENNAL DU PRÉSIDENT ET NOUVEAU MODÈLE D'ENTREPRISE DE LA BID

En 2019, des efforts ont été déployés afin de consolider le Programme quinquennal du Président, qui avait été conçu dans l'objectif de donner une nouvelle orientation stratégique au mécanisme d'intervention de la banque, pour permettre aux pays membres de répondre de manière plus appropriée à la dynamique de changement en matière de développement. Dans cette perspective, la banque a élaboré un nouveau modèle d'entreprise visant à stimuler et accroître les activités économiques, à travers une production à valeur ajoutée s'appuyant sur les chaînes de valeur globale. Cette approche est l'option la plus viable à privilégier pour réaliser une croissance économique durable, pouvant servir de rampe de lancement au développement durable. Il s'agit essentiellement de s'appuyer sur les interventions liées aux projets pour offrir aux pays membres un accès aux marchés mondiaux et obtenir d'investisseurs de choix des ressources financières et non-financières afin de multiplier les avantages de la manière qui puisse « mettre les marchés au service du développement ».

Le partenariat est d'importance cruciale pour la réussite du nouveau modèle d'entreprise, ce qui explique les efforts déployés afin de renforcer les activités dans ce domaine, en faisant en sorte de multiplier les actions menées avec les partenaires du moment, tout en recherchant de nouveaux partenaires partageant le même objectif et le même engagement vis-à-vis d'une meilleure efficacité du développement. Le principe opérationnel de base concerne l'intégration des activités de la chaîne de valeur pour l'exécution de projets et de programmes de développement en faveur des pays membres, en tirant parti du rôle catalyseur de la banque. Le but est également d'opérer une transition, de manière à pouvoir passer du statut de pourvoyeur de ressources au bilan à celui de promoteur du développement, de créateur de marchés et de facilitateur d'investissements, avec la participation efficace du secteur privé.

A la suite de la quatrième révolution industrielle, l'industrialisation, épine dorsale d'une croissance économique rapide, est devenue encore plus impérative pour les pays membres, le recours aux chaînes de valeur mondiales pouvant donner à ces derniers l'impulsion requise. L'élément moteur de l'industrialisation est la fabrication, source sûre de la demande sur les matières premières, de création d'emplois et de progrès technologique. Pour les stratégies d'industrialisation axées sur les chaînes de valeur, il convient d'identifier les industries critiques pour lesquelles les pays disposent d'avantages comparatifs et stratégiques. De ce fait, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau modèle d'entreprise prévu dans le Programme quinquennal du Président, cinq industries de base ont été identifiées, à savoir l'alimentation et l'agro-industrie ; le textile, l'habillement, le cuir et la chaussure ; le pétrole et les produits chimiques ; la construction ; et la finance islamique. Lors de la 44^e réunion annuelle de la BID, le Conseil des gouverneurs a approuvé les cinq industries sélectionnées. Celles-ci sont communes aux 57 pays membres, avec des degrés d'avantage comparatif différents. Elles sont liées à l'adaptation aux nouveaux défis de la quatrième révolution industrielle. Les investissements dans ces industries des pays membres sont de nature à créer une situation « gagnant-gagnant » pour les entreprises et pour les pays membres.

L'objectif du nouveau modèle d'entreprise est de répondre aux besoins essentiels des pays membres en matière de développement par la mise en œuvre plus efficace et plus efficiente des projets et partant, un meilleur impact en termes de développement. Les pays membres ont manifesté un grand intérêt pour le nouveau modèle d'entreprise fondé sur l'approche des chaînes de valeur mondiales. Des avancées sont enregistrées à ce titre, à mesure que le dialogue stratégique axé sur les chaînes de valeur mondiales avance avec quatre pays (Gabon, Maldives, Maroc et Turquie), sept autres (Arabie saoudite, Guinée, Indonésie, Malaisie, Niger, Nigeria, Sénégal) devant entamer le dialogue en 2020, tandis que dix pays sont prévus pour 2021. Le large soutien des pays membres est une indication que la banque devient plus proactive dans ses efforts visant à élargir les frontières du développement. En réponse à la demande pressante du Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) pour que tout soit mis en œuvre afin de développer les compétences et les connaissances requises pour le nouveau modèle d'entreprise au sein de la banque et dans les pays membres, le président a procédé au lancement officiel de la Communauté de pratique en matière de chaînes de valeur mondiales en novembre 2019, avec le soutien remarquable de 260 employés.

« Le large soutien des pays membres est une indication que la banque devient plus proactive dans ses efforts visant à élargir les frontières du développement. »

1.3.2 PROMOTION D'UNE MARQUE MONDIALE POUR LE GROUPE DE LA BID

La communication efficace est l'une des éléments clés du Programme quinquennal du Président. En 2019, plusieurs initiatives et activités ont été engagées afin de s'appuyer sur les réalisations de 2018 pour promouvoir l'image de marque de la banque au plan mondial. Tout a été mis en œuvre afin d'assurer une large couverture de la participation de la BID à des événements de haut niveau organisés dans le monde. Grâce à la couverture par les médias mondiaux et sociaux, les efforts déployés par la BID attirent une audience mondiale de plus en plus croissante. Le message clé dans toutes les communications vers l'extérieur à travers la presse, le site web, les médias sociaux et le recours à l'appui des tiers, était taillé de sorte à pouvoir :

- améliorer l'image de la BID sur la scène internationale, à travers des événements et des initiatives phares ;
- présenter l'impact réel des projets de la BID, en réalisant un gros plan sur les populations qui en ont bénéficié ; et
- élargir l'empreinte numérique de la BID afin d'accroître la couverture médiatique internationale.

Afin de renforcer ses ressources, la banque a pris des mesures destinées à élargir sa base de données en films, images et publications, ainsi qu'à constituer une équipe de communication solide.

Tous ces efforts ont permis d'accroître la visibilité de la BID dans les médias régionaux et internationaux et les plateformes sociales. Elle a pu attirer un nouveau public à l'échelle mondiale, grâce à la bonne organisation d'événements de grande envergure, notamment la réunion annuelle au Maroc, le Sommet du partenariat public-privé en Afrique du Nord, le Sommet sur les soukous en Europe (Royaume-Uni et Luxembourg), le Sommet des acteurs de transformation en Afrique de l'Ouest, en prélude aux tournées des acteurs de transformation sur quatre continents. La banque a également su identifier des opportunités stratégiques de communication, notamment lors du Forum économique mondial de Davos, de la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies, des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que du Forum de Paris sur la Paix. Plus spécifiquement, ces activités ont contribué à rehausser l'image de la BID parmi les banques multilatérales de développement, à mieux la faire connaître au plan mondial, ainsi qu'à promouvoir les priorités stratégiques du Président de la BID, telles qu'énoncées dans son programme quinquennal, mettant l'accent sur les chaînes de valeur mondiales, la science, la technologie et l'innovation, les partenariats public-privé, et la finance islamique. En outre, les activités en matière de communication ont permis à la banque de créer de nouveaux partenariats avec les entreprises, les gouvernements et les organisations non-gouvernementales.



DEPUIS LE LANCEMENT DU MÉCANISME EN 2010, LE GROUPE A ÉLABORÉ UN TOTAL DE **27 SPPM**, SUR LESQUELLES 18 ONT ÉTÉ RÉALISÉES, 4 SONT EN COURS DE RÉALISATION ET 5 EN PRÉPARATION SUR LA BASE DE LA NOUVELLE APPROCHE AXÉE SUR LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

EN 2019, 4 STRATÉGIES AXÉES SUR LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES ONT ÉTÉ LANCÉES À L'INTENTION DE LA TURQUIE, DU MAROC, DES MALDIVES ET DU GABON.



1.3.3 COOPÉRATION STRATÉGIQUE AVEC LES PAYS MEMBRES

La Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) est le principal instrument sur lequel se fonde la collaboration à moyen terme entre le Groupe de la BID et ses pays membres. Elle guide la sélection et l'exécution des projets. Depuis le lancement du mécanisme en 2010, le groupe a élaboré un total de vingt-sept stratégies, sur lesquelles dix-huit ont été réalisées, quatre sont en cours de réalisation et cinq en préparation sur la base de la nouvelle approche axée sur les chaînes de valeur mondiales. Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, un nouveau modèle d'entreprise a été conçu pour renforcer la compétitivité par des investissements dans des industries stratégiques dans l'objectif de créer des chaînes d'approvisionnement locales et d'intégrer les chaînes de valeur mondiales. Il a fallu dans ce cadre opérer des ajustements pour aboutir à la mise en place de stratégies axées sur les chaînes de valeur mondiales. En 2019, quatre stratégies axées sur les chaînes de valeur mondiales ont été lancées à l'intention de la Turquie (deuxième SPPM), du Maroc (deuxième SPPM), des Maldives et du Gabon.

La coopération et l'intégration régionales sont un des piliers stratégiques de promotion du développement socioéconomique des pays membres. Elles constituent une plateforme permettant de relier les pays membres afin qu'ils puissent coopérer entre eux et avec le reste du monde. En 2019, une nouvelle politique de coopération et d'intégration régionales et une nouvelle stratégie opérationnelle ont été approuvées, conformément au Programme quinquennal du Président et à la Stratégie décennale. La politique vise à permettre à la BID de devenir une plateforme privilégiée qui relie les pays membres, les organisations de coopération régionale et les communautés concernées, pour qu'ils puissent coopérer entre eux. Elle est également destinée à renforcer les liens de coopération économique entre les pays membres pour accroître le volume des échanges et des investissements avec l'économie mondiale.

En 2019, la BID a poursuivi ses initiatives concernant le Système d'information géographique des Réseaux régionaux d'infrastructures. La cartographie du système permet à la BID et à ses institutions partenaires de bénéficier d'un instrument moderne et solide pour l'analyse, la diffusion et la visualisation des données/informations relatives à l'infrastructure des transports, aux opérations de transit international, ainsi qu'aux flux commerciaux de la région. Cette initiative a déjà permis d'assurer la cartographie de l'ensemble des pays eurasiens, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. En 2019, la cartographie du groupe de pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été entièrement réalisée, avec la collaboration de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale. La BID est actuellement en consultation avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique afin que soient entrepris les travaux de cartographie du reste de l'Afrique en 2020.

En 2019, la BID a apporté un soutien au Sénégal pour l'élaboration d'une étude nationale sur les exportations de produits verts, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement. Le but visé est de stimuler la production et l'exportation de produits verts, d'accroître la valeur ajoutée, et de créer des emplois, tout en assurant un impact

environnemental positif. Parmi les résultats attendus figurent notamment l'identification des secteurs d'exportation de produits verts dans lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif, la création d'un environnement favorable au développement des secteurs verts et des exportations vertes, la mise en œuvre, au niveau national, de mesures destinées à accroître la production et la commercialisation de produits verts, ainsi que le renforcement des activités de production de la chaîne de valeur.

Le Programme d'assistance technique de la BID pour l'intégration régionale et mondiale dans le domaine du commerce a été créé en 1997, dérivant du programme antérieur de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Il a pour vocation d'aider les pays à mettre à niveau leurs capacités humaines et institutionnelles pour pouvoir s'adapter au nouveau système commercial multilatéral. Le but visé est de mieux sensibiliser les pays membres de la BID aux accords de l'OMC et à leurs modalités d'application, afin de leur faciliter le processus d'adhésion à cette organisation. Le programme offre également un cadre permettant aux responsables compétents des pays concernés d'échanger leurs vues sur diverses questions liées au commerce multilatéral. Ces dernières années, le programme a été essentiellement orienté vers l'appui aux pays membres pour leur adhésion à l'OMC, le renforcement de leurs capacités de négociation et diverses autres questions liées aux négociations dans le cadre du Programme de travail de Doha.

La BID a mis en œuvre son programme d'intégration commerciale-OMC en étroite collaboration avec des institutions de l'Organisation de coopérations islamique (OCI), des organisations nationales, des organisations internationales, telles que l'OMC et la CNUCED, des organisations économiques régionales et d'autres organisations.

D'autre part, à travers le Programme d'assistance technique pour la promotion des investissements, la banque a poursuivi son appui aux agences de promotion des investissements des pays membres. En 2019, elle a facilité la participation de quarante-huit responsables de vingt-cinq pays membres, à quatre programmes de renforcement des capacités en matière de promotion des investissements, ainsi qu'à d'autres activités de haut niveau. Ces activités ont été organisées avec des partenaires régionaux et internationaux de renom, notamment la CNUCED, l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement, l'OCI, l'Organisation pour la Coopération économique (D-8), ainsi que la Rencontre annuelle sur l'Investissement. Ces activités ont porté sur plusieurs thèmes liés à la promotion de l'investissement et l'élaboration de politiques d'investissement.

EN 2019, LA BANQUE A FACILITÉ LA PARTICIPATION DE

48 RESPONSABLES

DE 25 PAYS MEMBRES, À 4 PROGRAMMES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS, AINSI QU'À D'AUTRES ACTIVITÉS DE HAUT NIVEAU.

1.3.4 STI AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La science, la technologie et l'innovation (STI) peuvent stimuler la croissance économique et servir de tremplin à la réalisation du développement durable. C'est pourquoi la BID s'emploie à mettre au point des politiques, stratégies et programmes propres à promouvoir un solide écosystème des STI afin de réaliser la croissance économique et le développement durable des pays membres. Dans ce contexte, une nouvelle politique STI a été élaborée et approuvée par le Conseil des Directeurs exécutifs. Elle vise à intégrer les STI dans les opérations de la banque et fournir un appui stratégique aux pays membres pour leur permettre de renforcer leurs écosystèmes STI nationaux, par le renforcement des capacités, l'appui au développement des politiques STI et la collaboration internationale.

Afin de tirer profit des meilleurs exemples de réussite, les partenariats et initiatives ci-dessous ont été établis pour ouvrir de nouvelles pistes susceptibles de favoriser le développement durable dans les pays membres.

Partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture. L'objectif de cette collaboration est de créer des synergies afin de soutenir les efforts des pays membres en matière des STI et de leur permettre de disposer de systèmes inclusifs dans ce domaine. Ce partenariat a commencé à porter ses fruits, sous la forme d'une élaboration du profil STI de la BID, « GO-SPIN, qui a également contribué à l'élaboration de la politique de la BID en matière des STI. En outre, au titre de ce partenariat, un appui est actuellement apporté aux écosystèmes STI de deux pays membres, à savoir le Mozambique et l'Ouzbékistan. Le projet consiste à étudier le paysage STI actuel des deux pays en vue de la mise au point d'un profil STI détaillé pour identifier les domaines stratégiques d'investissement et dégager des recommandations stratégiques pour l'amélioration de l'écosystème actuel. Le projet dans ces deux pays servira d'expérience pilote pour la mise en place d'un cadre susceptible de servir de modèle à reproduire dans d'autres pays membres.

Partenariat avec Barefoot College. Il concerne la mise en œuvre de projets destinés à améliorer les conditions de vie des plus pauvres dans les zones rurales, notamment ceux vivant dans des villages éloignés et difficiles d'accès, sans électricité. Des projets sont actuellement en cours d'exécution dans neuf pays membres, à savoir l'Afghanistan, le Burkina-Faso, le Cameroun, l'Indonésie, la Jordanie, le Mali, le Sénégal, la Somalie et la Syrie. L'objectif est d'assurer aux communautés l'éclairage domestique à partir d'une source propre et à faible coût, en recourant à l'énergie solaire, un modèle qui a fait ses preuves pour le développement autonome des communautés, avec une participation active des femmes vivant en milieu rural.

Partenariat avec Whitaker Peace and Development Initiative. L'objectif de ce partenariat est d'aider les pays membres à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) par des initiatives propres à promouvoir la paix, l'inclusion sociale et la réconciliation, et à doter les communautés affectées par les conflits en Ouganda d'outils pouvant leur assurer l'obtention d'emplois. Près de 168 jeunes se verront ainsi autonomisés, en tant que partenaires et leaders, dans le cadre des activités

de promotion de la paix et du développement durable, dans les districts les plus vulnérables de la sous-région de Karamoja, au nord de l'Ouganda, grâce au programme phare de l'initiative appelé Youth Peacemaker Network.

Partenariat lié aux Initiatives d'investissement maritime. L'objectif est de tirer le meilleur parti des nouvelles opportunités offertes par les océans et qui, selon les estimations, pourraient apporter une contribution potentielle de 2,5 trillions USD à l'économie mondiale. Certaines de ces initiatives sont présentées ci-après :

- **La Politique d'investissement dans l'économie bleue, (IIM pour la BID)** qui est destinée à guider les activités d'investissement de la BID dans l'économie bleue.
- **Le protocole d'accord avec la République du Sénégal** signé en décembre 2019 au Sénégal, en marge du sommet des acteurs de transformation. Il vise la mise en place d'une large gamme d'activités destinées à créer un environnement favorable à l'évolution des initiatives d'investissement maritime, et à consentir des investissements maritimes propres à propulser l'économie bleue.
- **Les projets pilotes au titre des initiatives d'investissement maritime pour les pays membres.** Un de ces projets a été finalisé en vue de sa mise en œuvre au Maroc et au Mozambique, tandis que l'autre, concernant la Somalie et le Pakistan est à ses premiers balbutiements. Au Maroc, le projet vise à développer l'industrie de l'aquaculture pour stimuler le secteur des produits de la mer et contribuer ainsi à la diversification de l'économie. De même, au Mozambique, le projet investit dans la ferme piscicole de Chicoa, une exploitation spécialisée dans la production de tilapia, située au nord-ouest du Mozambique, pour la transformer en une exploitation modèle du secteur de l'aquaculture au Mozambique.

FONDS TRANSFORM

Le Fonds BID-STI a été créé en 2017 avec un capital initial de 500 millions USD, pour encourager les pays membres à adopter les STI pour la réalisation du développement durable, et pour veiller à l'intégration des STI dans les opérations de la BID. Après la réussite de l'édition 2018 du concours de l'innovation, un appel à propositions a été lancé en avril 2019, pour la seconde édition. Il a été reçu dans ce cadre 5.055 dossiers provenant de 173 pays, sur lesquels 1.417 venant de 91 pays ont été retenus pour la phase finale. Cela représente, en termes d'audience et de visibilité, une augmentation de 73% et, en nombre de dossiers de candidature, une amélioration de 16% par rapport à l'édition 2018 durant laquelle il avait été reçu 4.361 candidatures venant de 100 pays. Du point de vue du ratio hommes/femmes, il a été enregistré une hausse, puisque 58% des dossiers reçus en 2019 provenaient de femmes scientifiques et d'institutions dirigées par des femmes, contre 41% en 2018.

A la suite d'un processus de sélection rigoureux et complet qui a donné lieu à une évaluation par des examinateurs spécialisés dans les ODD sur la base de critères établis, le Conseil consultatif scientifique a validé 34 propositions. Le Conseil d'administration a retenu 34 propositions au titre de la seconde édition du concours. Les lauréats sont éligibles au financement à partir du budget opérationnel du fonds, 4,5 millions USD

desquels 3,6 millions sont affectés aux subventions et 0,9 million USD aux prises de participations.

Le portefeuille gagnant comprend trois propositions de prise de participations (start-up et petites entreprises) et 31 subventions (nouvelles idées avec preuves de concept et renforcement des capacités institutionnelles dans les STI). Les propositions proviennent de vingt pays dans le monde.

La ventilation des propositions retenues sous l'angle des ODD révèle que quinze propositions sont liées à l'ODD3 (Bonne Santé et Bien-être), sept à l'ODD9 (Industrie, Innovation et Infrastructures), cinq à l'ODD4 (Éducation de qualité), quatre à l'ODD6 (Eau propre et Assainissement), deux à l'ODD2 (Faim « zéro ») et une à l'ODD7 (Énergie propres et d'un coût abordable).

FORUM MULTI-PARTIES PRENANTES

En décembre 2019, la République du Sénégal a abrité le deuxième sommet des acteurs de transformation sous le patronage de S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et de S.E. Dr Bandar Hajjar, Président du Groupe de la BID. Le sommet a fait suite à une semaine de formation sur mesure organisée à l'intention des lauréats du Fonds Transform par un groupe de professionnels spécialisés et couvert une large gamme de sujets concernant la gestion de projet, l'investissement, la gestion financière et la communication.

Sous le thème « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables », le sommet de Dakar a réuni des investisseurs, des entrepreneurs, des innovateurs et des dirigeants pour examiner le rôle à jouer par la science, la technologie et l'innovation dans la réalisation de l'ODD11 : Villes et communautés durables.

TOURNÉE DES ACTEURS DE TRANSFORMATION

En 2019, sept tournées des acteurs de transformation se sont déroulées au Bangladesh, en Bosnie, en Égypte, au Kazakhstan, au Niger, en Ouzbékistan et au Pakistan. L'objectif visé dans ce cadre est d'accélérer le lancement d'initiatives axées sur les STI dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes de pays non-membres. Dans le cadre de ces tournées, des propositions innovantes ont été examinées et 22 d'entre elles ont été retenues, chacun de leurs auteurs bénéficiant d'un prix de 3.000 USD pour mettre ses idées en pratique. Les lauréats ont proposé des concepts soutenant les ODD. Ils ont été invités à assister au sommet des acteurs de transformation du Sénégal, pour leur offrir une occasion d'établir des contacts et de collaborer avec d'autres innovateurs, investisseurs et scientifiques.

PLATEFORME ENGAGE

Il s'agit d'une plateforme en ligne, qui est au centre de toutes les initiatives STI. Elle permettra de faire bénéficier aux pays en développement, notamment les innovateurs, les petites et moyennes entreprises, le secteur privé, les organisations non-gouvernementales, les sociétés et les gouvernements, de services d'encadrement et d'un accès aux ressources financières et aux conseils d'experts, pour être en mesure de développer leurs idées selon les normes internationales.

La plateforme offre des informations actualisées sur les tendances mondiales en matière des STI, pour permettre aux acteurs d'en apprécier l'impact et les réalisations. Par ailleurs, elle facilite des rencontres entre les innovateurs et les investisseurs, en plus d'offrir des possibilités d'apprentissage en ligne, servant de centre d'information sur la propriété intellectuelle. Les activités menées par la BID en matière des STI, notamment le Concours de l'innovation, le Prix STI et les tournées des acteurs de transformation, sont organisées à partir de cette plateforme. En 2019, près de 55.000 nouveaux utilisateurs ont visité cette plateforme, soit une hausse de 73,6% par rapport à 2018, tandis que la consultation des pages a augmenté de 13%.

PLATEFORME DE FINANCEMENT PARTICIPATIF (ISDB INNOVATE)

Elle cible des donateurs du monde entier pour la mobilisation de ressources complémentaires devant permettre la mise en œuvre de projets de développement, en appui aux activités menées par la BID dans les pays membres. Les dons sont directement affectés à des projets de développement. La plateforme Innovate de la BID est actuellement accessible dans neuf pays membres, où elle présente une vingtaine de projets. Tous les projets primés dans le cadre du concours des acteurs de transformation seront postés sur la plateforme, au titre du soutien que continue de leur apporter la BID. En 2019, la plateforme de financement participatif a enregistré plus de 700.000 vues et plus de 7.950.000 messages sur les médias sociaux du monde entier. L'on dénombre un total de 1003 donateurs sur la plateforme, les dix premiers pays, en termes de mobilisation de fonds, étant le Bangladesh, l'Algérie, la Turquie, la Guinée, l'Indonésie, le Maroc, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, la Tunisie et la Libye.

PROJET DE NUMÉRISATION

L'une des initiatives importantes en matière des STI concerne la numérisation des fonctions de la BID, qui a été entamée en 2018 et a enregistré des avancées notables en 2019. Les 49 services sont tous présents sur les plateformes JIRA qui leurs permettent de coordonner leurs activités. En 2019, tout a été finalisé, du point de vue de l'infrastructure et des processus, pour réduire au minimum l'utilisation du papier au sein de l'organisation, certains services déclarant vouloir se passer du papier. Une solution eMemo a été mise en place et fait l'objet d'application. Des solutions de numérisation ont été déployées auprès de plus d'un million d'utilisateurs au sein de la BID, ainsi que dans les centres régionaux, contribuant à améliorer notablement le temps de réponse et la transparence, avec pour résultat :

- **un gain d'efficacité** par la réduction des délais de traitement des dossiers, de 38 jours à 3 jours ;
- **une meilleure efficacité** permettant aux différents services d'assurer le suivi de l'ensemble du processus d'exécution de leurs projets, ainsi que l'utilisation du budget ;
- **des économies de coûts** grâce à la réduction de l'utilisation du papier et de l'encre d'imprimante, du temps consacré aux réunions, à la préparation des documents, ainsi qu'au meilleur suivi du temps et de la gestion de projet.

Du fait de la numérisation, les formulaires de demande sont désormais électroniques, avec un traitement rapide des accords de niveau de service. Par ailleurs, une plus grande efficacité est assurée dans le fonctionnement du cabinet du président, grâce à des processus numériques tels que les eMemo et la signature électronique assurant une meilleure fonctionnalité au sein d'une équipe virtuelle. De plus, la numérisation a permis de simplifier le traitement des factures et des activités qui s'y rapportent. Il a également été noté une amélioration des rapports actualisés sur les activités internes et externes du président et des membres de direction du Groupe, outre la mise en place du portail électroniques d'informations du président, qui constitue une avancée majeure en termes de réunions sans papier.

1.3.5 RÉDUCTION DE L'ÉCART DE DÉVELOPPEMENT GRÂCE À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET AU MÉCANISME REVERSE LINKAGE

La BID fait preuve d'un engagement ferme pour la promotion et le renforcement des échanges de connaissances, d'expertise et de ressources, par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Le Programme de coopération technique (PCT), créé en 1983, est le programme phare de la BID dans ce domaine. Il s'agit d'un mécanisme tripartite mettant en relation un donateur technique, un bénéficiaire et la BID en tant que facilitateur du transfert d'expertise, de savoir-faire et de ressources vers les pays membres pour les aider à relever leurs défis de développement. Ces dernières années, la banque a ajouté reverse linkage au PCT, en tant que mécanisme de coopération technique à long-terme.

En 2019, un montant de 850.000 USD a été alloué au programme, sous forme de subventions, pour fournir un financement aux pays membres au titre d'interventions de courte durée en matière de coopération technique, comme (i) l'organisation de séminaires et de conférences, (ii) l'organisation de formations en cours d'emploi et de visites d'études, et (iii) le recrutement d'experts. Au total, 35 opérations ont été approuvées au cours de l'année pour 42 pays membres. La priorité a été accordée aux pays membres les moins avancés ainsi qu'aux ateliers et stages régionaux. En 2019, ces interventions ont permis de répondre aux besoins immédiats en matière de renforcement des capacités des pays membres et contribué à la mise à niveau des compétences de plus de 275 experts de secteurs divers, tels que l'agriculture, la lutte contre les changements climatiques, la santé, l'eau, l'enseignement technique et professionnel, ainsi que l'administration et la gouvernance. Grâce à ces projets, la banque a pu renforcer son partenariat avec les centres de ressources des pays membres et avec des institutions régionales et internationales.

Les activités reverse linkage se poursuivent pour mettre les pays membres en relation et permettre le partage d'expertise, de technologies et de ressources. En 2019, une subvention de 2,5 millions USD affectée aux interventions reverse linkage a été utilisée à 96%. Deux des interventions dans ce cadre ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la banque axées sur les secteurs de la santé et de l'agriculture, pour un montant d'un million USD. Les bénéficiaires de ces projets seront l'Indonésie

et la Sierra Leone. Par ailleurs, trois projets reverse linkage autonomes, 1,06 million USD, ont été engagés à ce titre, au bénéfice du Tchad, de la Mauritanie et de la Gambie, dans les domaines de la gestion des eaux, de l'agriculture et de l'énergie, respectivement. Plus de 830.000 enfants, femmes et hommes en bénéficieront.

Grâce aux interventions reverse linkage, huit pays ont pu être mis en relation, pour s'aider les uns les autres afin de surmonter leurs défis en matière de développement. Dans le cadre de ces projets, le Maroc, la Palestine et le Soudan sont les fournisseurs d'expertise. Ce système contribue à renforcer la coopération entre les pays membres. Par ailleurs, la banque a pu mobiliser un montant supplémentaire de 13 millions USD auprès de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et du Maroc, sous forme de cofinancement en faveur des projets reverse linkage.

La banque a entamé une nouvelle démarche de collaboration avec le secteur privé, en s'appuyant sur le mécanisme reverse linkage, ce qui a conduit à la mise en place de dispositifs de financement dotés de ressources financières d'un montant de 45 millions USD destinés aux pays membres. Elle a également signé un accord avec une société privée du secteur de l'énergie en Malaisie, Serba Dinamik Group Berhad, pour la mise en place d'un fonds de 30 millions USD au titre du mécanisme reverse linkage, pour la fourniture de ressources financières et techniques aux pays membres de la BID, en vue de leur permettre de créer des centres de formation professionnelle dans le domaine du pétrole et du gaz et de stimuler ainsi l'emploi. En outre, la banque a signé un accord avec Warisan Quantum Management, une société malaisienne de gestion de capital-investissement opérant selon les préceptes de la charia, pour l'affectation d'un montant de 15 millions USD à un fonds dédié au reverse linkage, afin d'apporter un soutien aux petites et moyennes entreprises malaisiennes souhaitant participer à l'initiative et intéressées par les opportunités d'affaires offertes par les projets mis en place à ce titre.

Dans le contexte du Programme de développement à l'horizon 2030 et à un moment où les partenaires de développement réfléchissent au moyen d'associer étroitement le secteur privé à la réalisation des ODD, ces nouveaux partenariats illustrent les efforts de la banque visant à trouver des moyens innovants dans le cadre du mécanisme reverse linkage pour tisser des partenariats axés sur les résultats et mobiliser des ressources techniques et financières permettant d'atteindre les objectifs de développement dans les pays membres. Il convient de souligner que la nouvelle approche est en parfait accord avec le Programme quinquennal du Président qui se propose de mettre les marchés au service du développement.

Par ailleurs, la banque a poursuivi ses efforts visant à profiter au mieux des opportunités offertes au niveau mondial pour renforcer ses activités en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, comme illustré ci-dessous :

Participation à la Seconde Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la Coopération Sud-Sud et triangulaire. La banque a apporté son soutien aux pays membres afin de leur permettre de participer à cette rencontre, également connue sous le nom de Plan d'action de Buenos Aires (BAPA+40), tenue du 20 au 22 mars 2019 à Buenos Aires, en Argentine.



EN 2019
2,5 MILLIONS USD
EN SUBVENTIONS ONT ÉTÉ AFFECTÉS AUX INTERVENTIONS REVERSE LINKAGE ET UTILISÉS À 96%.

45 MILLIONS USD
ONT ÉTÉ MOBILISÉS DU SECTEUR PRIVÉ POUR LES INTERVENTIONS REVERSE LINKAGE

ENCADRÉ 1.1 DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE EN GAMBIE PAR L'ÉNERGIE SOLAIRE

Ce projet a été mis au point dans le cadre du mécanisme reverse linkage de la banque, afin de mettre à profit l'expérience et l'expertise technique de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) en tant que partenaire technique, d'accroître l'électrification rurale, et d'aider la Gambie à réaliser l'objectif de l'accès pour tous à l'électricité, objectif énoncé dans son Plan national de développement (2018-2021) et sa Feuille de route du secteur de l'électricité. Ledit plan et la feuille de route prévoient, à l'horizon 2025, une réduction à moins de 60% de la production d'énergie à partir du fioul lourd (100% en 2017) et l'amélioration de l'accès des zones rurales, actuellement de 6% seulement.

L'objectif est d'améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales par l'alimentation en électricité fiable et peu coûteuse des villages, en recourant à des sources renouvelables permettant de réduire la consommation de combustibles fossiles et les émissions de dioxyde de carbone. Les modalités de mise en œuvre comprennent (i) la mise en application de l'accord de coopération entre la BID et le ministère de l'Économie et des Finances du Maroc et l'Agence marocaine pour la coopération internationale et (ii) l'activation de la feuille de route liée à la facilité BID/ONEE pour le développement de l'électrification rurale en Afrique.



Programme de renforcement des capacités des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire. La banque préparera, en partenariat avec l'organisation Centre Sud, une étude sur la dynamique des mécanismes institutionnels nationaux existants, intitulée « Développement des écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et triangulaire en vue de réaliser du Programme de développement à l'horizon 2030 ». L'étude a été lancée en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue en septembre 2019.

Elargissement du réseau des acteurs de développement et des partenaires par le mécanisme reverse linkage. Ces efforts s'inscrivent dans le droit fil du nouveau modèle d'entreprise destiné à transformer la BID en une « banque de développement et d'acteurs de développement ». En 2019, la banque a établi des liens de coopération avec les agences de coopération technique de douze pays membres. En outre, elle a coorganisé, pour la première fois depuis la Seconde Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la Coopération Sud-Sud (BAPA+40), le 11e Forum de haut niveau des directeurs généraux de la coopération au développement, qui a enregistré la participation d'une centaine de représentants d'agences de coopération au développement.

1.4 ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU GROUPE DE LA BID EN 2019

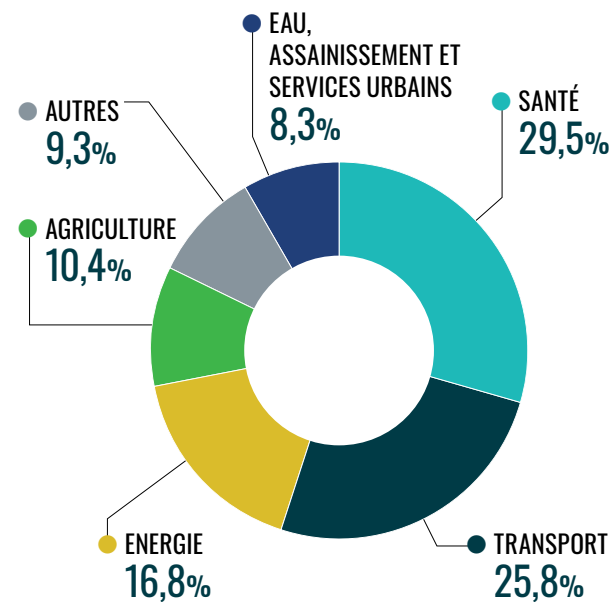
1.4.1 PRINCIPALES OPÉRATIONS AXÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2019, les approbations au titre des ROC de la BID, principale source de financement du développement du Groupe, se sont chiffrées à 1,63 milliard USD, soit 20,9% du total des approbations du groupe et une augmentation de 28,58% par rapport au montant approuvé l'exercice précédent (1,27 milliard USD). Cette hausse importante du montant des approbations au titre des ROC traduit l'engagement de la BID à assurer le financement du développement en 2019, l'année précédente ayant été consacrée en majeure partie aux activités de restructuration et de réorientation stratégique pour une meilleure efficacité des actions de développement destinées à permettre aux pays membres de s'adapter aux nouvelles tendances en matière de réalisation du développement durable.

Du point de vue de la répartition par secteur des approbations au titre des ROC de la BID en 2019 (graphique 1.5), l'on note que la santé et les autres services sociaux, avec 482,10 millions USD, ont reçu la part la plus importante, représentant 29,53% du total. Viennent ensuite le transport, avec 25,77% du total (420,72 millions USD), l'énergie, qui représente 16,80% (274,19 millions USD) et l'agriculture, avec 10,37% (169,27 millions USD).

Du point de vue de la répartition par région des approbations au titre des ROC de la BID en 2019 (graphique 1.6), l'on note que 49,9% des approbations (814,3 millions USD) ont concerné des pays membres de la région Afrique et Amérique latine, 30,3% (494,5 millions USD) sont partis aux pays de la région Moyen Orient, Afrique du Nord et Europe, et 19,5% (318,7 millions USD) ont bénéficié aux pays de la région Asie. A cela s'ajoute les approbations destinées aux projets régionaux et aux communautés musulmanes de pays non-membres, représentant 0,3% du total (5 millions USD).

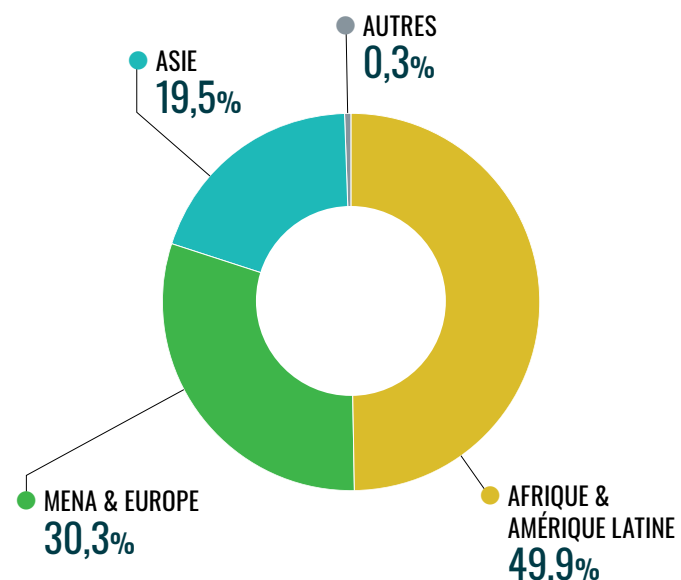
GRAPHIQUE 1.5 RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES AU TITRE DES ROC-BID EN 2019



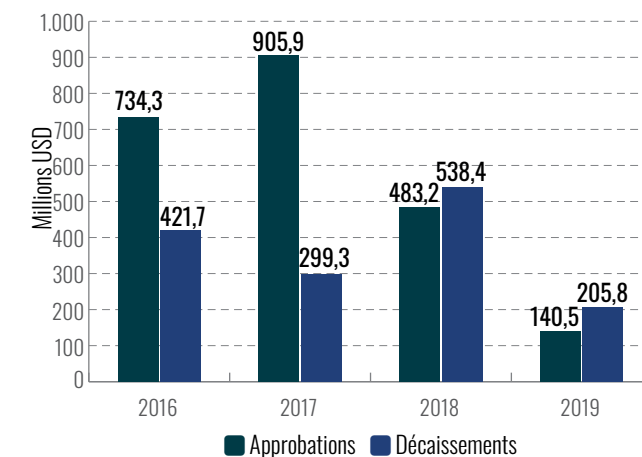
EN 2019, LES APPROBATIONS AU TITRE DES ROC-BID, PRINCIPALE SOURCE DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU GROUPE, SE SONT CHIFFRÉES À

1,63 MRD USD,
SOIT 20,9% DU TOTAL DES APPROBATIONS DU GROUPE ET UNE AUGMENTATION DE 28,6% PAR RAPPORT AU MONTANT APPROUVÉ L'EXERCICE PRÉCÉDENT (1,27 MILLIARD USD).

GRAPHIQUE 1.6 RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS NETTES AU TITRE DES ROC-BID EN 2019



GRAPHIQUE 1.7 TENDANCE DES APPROBATIONS NETTES ET DES DÉCAISSEMENTS DE LA SID



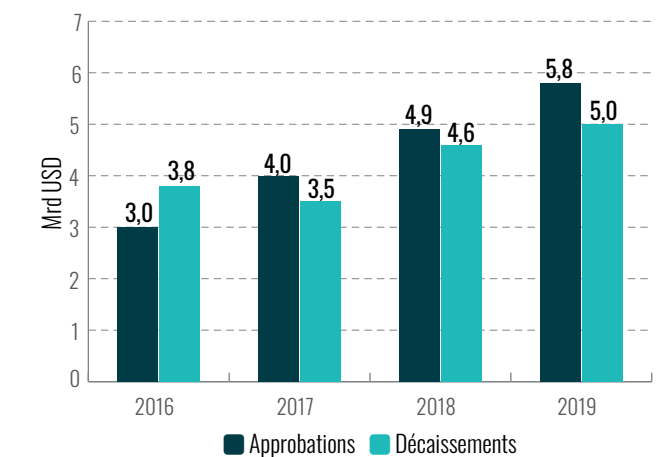
1.4.2 SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

En raison de la période de transition en 2019, la Société islamique pour le développement du secteur privé a observé un ralentissement dans la mise en œuvre de son modèle d'entreprise ambitieux et axé sur la croissance. Elle a approuvé des opérations d'une valeur de 140,50 millions USD. Ce montant porte à 5,40 milliards USD le total de ses approbations depuis son entrée en activité. En revanche, la société a pu accroître le montant de ses décaissements, pour les porter à 205,8 millions USD en 2019 (y compris les décaissements au titre des approbations des exercices précédents). Ce montant élevé enregistré en 2019 lui a permis de réaliser un ratio décaissement/approbation de 146,5%.

Avec l'ouverture de nouvelles voies pour ses opérations dans les pays membres, la SID a approuvé un montant de 63,4 millions USD au titre des lignes de financement, tandis que les décaissements en faveur des institutions financières se sont chiffrés à 78 millions USD en 2019. En ce qui concerne le secteur réel, des financements à hauteur de 65 millions USD ont été approuvés, avec des décaissements de 101 millions USD (y compris ceux liés aux approbations des exercices précédents). Ces derniers ont visé principalement des secteurs à fort impact, tels que l'énergie, l'industrie et les soins de santé. En outre, la gestion d'actifs a continué de figurer parmi les outils importants utilisés par la société pour l'accomplissement de sa mission en matière de développement, le montant total des actifs sous gestion se chiffrant à plus de 350 millions USD.

Du point de vue de la répartition par région, 35% des approbations de la SID ont été consacrés à l'Afrique subsaharienne, 33% à l'Asie, 16% pour l'Europe et l'Asie centrale, la région Moyen Orient et Afrique du Nord ayant également enregistré 16%. Un ralentissement a été observé en ce qui concerne la performance de la SID en matière d'approbations et de décaissements en 2019, surtout si l'on fait une comparaison avec les exercices précédents (graphique 1.7). Cette situation est principalement due à la réorganisation menée en interne dans l'objectif d'une amélioration de la performance pour faire face aux nouveaux défis en matière de développement et leurs impacts sur les pays membres.

GRAPHIQUE 1.8 TENDANCE DES APPROBATIONS NETTES ET DES DÉCAISSEMENTS DE LA SIFC



1.4.3 DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE POUR L'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE

La Société internationale islamique de financement du commerce est entrée en activité en 2008. Sa mission est de promouvoir les échanges intra-OCI et d'apporter un soutien aux activités de développement du commerce des pays membres en finançant les importations et les exportations et en facilitant les échanges. Depuis sa création, la société s'emploie à financer les secteurs public et privé, en recourant au mode de financement mourabaha. Les activités de financement de la société couvrent un grand éventail de secteurs parmi lesquels figurent en bonne place l'énergie (pétrole brut et produits pétroliers raffinés), l'agriculture (engrais, coton, arachide, café, blé, etc.), la finance, ainsi que les secteurs manufacturier et textile.

Depuis sa création, la société ne cesse d'enregistrer une forte croissance de ses opérations, avec des approbations cumulées de 48,7 milliards USD à la clôture de l'exercice 2019. Le montant total des approbations en 2019 s'élève à 5,8 milliards USD, contre 4,9 milliards USD en 2018, soit une hausse de 17,2%. La croissance des approbations est liée à l'augmentation de la demande de financement des pays membres en raison de la hausse des prix du pétrole et des efforts déployés par la société pour diversifier son portefeuille, en ciblant de nouveaux pays membres et clients, avec l'octroi de lignes de financement aux banques. En outre, les financements de la société en faveur des secteurs de l'agriculture, notamment le coton et l'arachide, et de l'énergie en Afrique ont continué d'augmenter et font désormais partie de sa stratégie de croissance. Les décaissements ont augmenté de 9,2% en 2019, pour atteindre 5 milliards USD, contre 4,58 milliards USD en 2018. Cela est conforme à la tendance récente à la hausse des approbations et des décaissements (graphique 1.8).

Compte tenu du niveau élevé des approbations totales de 2019, la société devait mobiliser des ressources auprès de ses partenaires afin de pouvoir financer ce niveau d'engagements en matière de financement du commerce. Elle est ainsi parvenue à mobiliser, auprès de partenaires existants et nouveaux, un total de 3,5 milliards USD par le biais de 36 opérations de syndication, en faveur de 15 pays membres. Ce

niveau de fonds mobilisés représente 71,4% du financement total du commerce accordé par la société à ses clients en 2019.

En termes de notation, l'agence Moody's Investor Service a attribué pour la première fois à la SIFC la note d'émetteur à long terme A1, avec une perspective stable. C'est là une performance remarquable, qui permettra à la société d'avoir un meilleur accès à l'emprunt sur les marchés extérieurs à des taux attractifs. En même temps, cela facilitera la mobilisation de ressources auprès des institutions financières. Moody's a également attribué pour la première à la société la note d'émetteur à court terme P-1. Ce jalon historique illustre la solidité de l'assise financière de la société, son endettement modéré, la prudence dans ses placements de trésorerie, ainsi que ses politiques adéquates de gestion des fonds liquides.

Par ailleurs, la société entreprend des activités de développement du commerce dans ses pays membres, conformément à sa mission qui explique son slogan : « faire avancer le commerce, améliorer les vies ». A cette fin, des programmes de commerce sont mis en œuvre par le biais d'interventions modèles dénommées programmes phares, de solutions commerciales intégrées et d'interventions ciblées.

1.4.4 ASSURANCE DES CRÉDITS ET DES RISQUES-PAYS

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) est l'organe du Groupe de la BID chargé d'œuvrer à l'expansion du commerce et d'encourager l'investissement étranger dans les pays membres, en recourant à des instruments de rehaussement de crédit et d'assurance du risque politique, lesquels instruments sont conformes aux principes de la charia. La société est notée Aa3 par Moody's, avec une perspective stable. Ses actionnaires sont la BID et 47 pays des 57 pays membres de la BID.

La SIACE offre des solutions d'atténuation du risque aux exportateurs et aux entités entreprenant des investissements étrangers dans les pays membres. Sur la base d'une sélection et en fonction de l'impact en termes de développement pour les pays membres importateurs, des solutions permettant d'atténuer le risque de non-paiement sont offertes aux exportateurs de pays non-membres pour la fourniture de produits de base essentiels et de biens d'équipement.

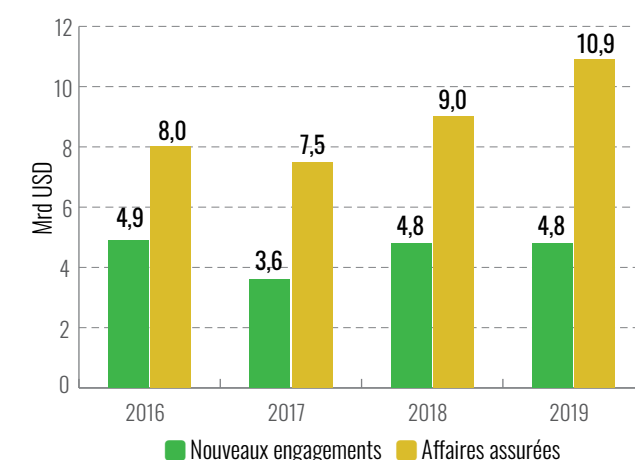
Les activités d'intermédiation menées par la société depuis sa création ont contribué à faciliter la participation de financiers et d'investisseurs internationaux à plusieurs projets d'infrastructure ayant un impact important sur le développement des pays membres. Il est important de souligner que ces projets n'auraient probablement pas vu le jour sans l'intervention de la société, compte tenu de la perception de risques élevés liés à la situation politique et d'autres tendances.

Conformément à l'objectif du Groupe de la BID d'attirer les investissements du secteur privé et d'accroître les capacités de la société à soutenir des projets de développement importants dans les pays membres, la société cède une part importante des risques assurés au marché mondial et aux partenaires multilatéraux de réassurance. Le soutien apporté à des entreprises par la société, depuis sa création, se chiffre à 50,69 milliards USD en termes

TABLEAU 1.1 RÉSUMÉ DES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE LA SIACE EN 2019

Indicateurs d'affaires (millions USD)	2019	2018	Variation en%
Nouveaux engagements	4,765	4,837	-1,5%
Affaires assurées, total	10,864	9,030	20%
Risques, total	3,735	4,665	-20%

GRAPHIQUE 1.9 TENDANCE DES AFFAIRES ASSURÉES ET DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



d'assurance des crédits à l'exportation et 12,96 milliards USD pour l'assurance des investissements étrangers.

Le montant des approbations en assurance de la société, depuis sa création, s'élève à 46,29 milliards USD et celui des affaires assurées à 63,65 milliards USD. Depuis la création, le ratio de sinistres (sinistres payés par rapport aux primes acquises), principal indicateur de performance des opérations d'assurance du crédit, s'est établi à 0,15% en 2019 et le ratio cumulé à 23%, un chiffre inférieur à la moyenne du secteur.

Les dix premiers pays bénéficiaires des services de la société, depuis son entrée en activité, sont l'Arabie saoudite (19,37%), les E.A.U (13,68%), la Turquie (12,88%), Bahrein (7,01%), l'Algérie (6,52), l'Égypte (6,30%), la Jordanie (5,19%), le Pakistan, (5,05%), le Bangladesh (3,04%) et la Côte d'Ivoire (2,15%). Les affaires assurées par la société ont augmenté de 20%, étant passé de 9,03 milliards USD en 2018 à 10,86 milliards USD en 2019. Quant aux nouveaux engagements, ils ont enregistré une baisse marginale de 1,5% (4,84 milliards USD en 2018, contre 4,77 milliards USD en 2019).

1.4.5 DIFFUSION DES CONNAISSANCES EN ÉCONOMIE ET FINANCE ISLAMIQUES

Avec la prise de conscience du rôle pouvant être joué par la finance islamique pour la réalisation des ODD, la BID considère qu'elle occupe une position privilégiée devant lui permettre de tracer de nouvelles pistes menant à la réalisation des ODD. L'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF) a vu le jour en 1981, en tant que membre affilié au Groupe de la BID, ayant pour mission principale d'aider l'institution à développer et diffuser les connaissances sur l'économie et la



finance islamiques, pour servir de socle au développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes de pays non-membres.

En 2019, l'IIRF a enregistré d'importantes réalisations, notamment :

- Lancement de l'initiative Smart Economy, dans l'objectif d'élaborer des solutions innovantes fondées sur la connaissance devant relever les défis de développement auxquels sont confrontés les pays membres de la BID. Dans ce cadre, un laboratoire de l'économie intelligente a été ouvert au centre régional de la BID à Jakarta, en Indonésie. Ce laboratoire commencera à fonctionner en 2020 et apportera un soutien à des produits brevetables issus de la recherche et des idées innovantes conduisant à la création de start-up pouvant contribuer au développement durable des pays membres de la BID.
- Dépôt de dossiers pour l'obtention de deux brevets en matière de fintech concernant un « système intelligent de gestion du crédit » et un modèle de « bon intelligent ». Il s'agit de solutions innovantes qui, une fois finalisées et mises en service, auront une grande utilité pour la finance islamique et pour les économies des pays membres de la BID.
- Mise en place d'un programme de certification de spécialistes en awqaf pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles des pays membres de la BID. Ce programme sera dispensé en partenariat avec des institutions spécialisées ; il est sanctionné par une certification professionnelle internationale accréditée par les plus grandes universités au monde.
- Démarrage du projet de développement d'une plateforme électronique pour la protection et la vérification des

biens awqaf. Appelée Ishhad, la plateforme utilisera des technologies financières modernes pour assurer la vérification des archives awqaf pour que les objectifs puissent être atteints dans ce domaine et que la conservation soit assurée à travers les générations.

- Organisation de seize stages et ateliers de formation portant sur divers aspects de l'économie, banque et finance islamiques. L'on peut citer à ce titre un nouveau cours en ligne sur le financement islamique du commerce, élaboré en partenariat avec la SIFC et l'Académie de la Chambre internationale de commerce. Ce cours est disponible sur la plateforme en ligne innovante de l'académie.
- Lancement de dix-neuf publications sur l'économie, la banque et la finance islamiques, comprenant des monographies, des actes de colloques, un rapport phare, des journaux spécialisés, ainsi que des articles de recherche.
- Lancement du Rapport national sur la finance islamique à Djibouti, le dernier de la série des rapports nationaux de l'IIRF sur la finance islamique. La préparation du rapport sur l'Arabie saoudite de la 4e édition du rapport sur la finance islamique sociale a atteint un stade avancé. Il est prévu que les deux rapports soient lancés en 2020.
- Soutien au développement de l'économie et de la finance islamiques, par la fourniture de centaines d'exemplaires de publications.
- Organisation du 14e Forum mondial de la BID sur la finance islamique, en marge de la 44e réunion annuelle du Groupe de la BID tenue en avril 2019, à Marrakech, Maroc. Ledit forum a été organisé sous le thème « Développement d'économies intelligentes pour le développement durable ».

1.4.6 CRÉATION DE LIENS DE SOLIDARITÉ POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Face à la situation préoccupante de la pauvreté dans les pays membres, le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) a été créé en tant que fonds spécial au sein du Groupe de la BID, par une décision du Sommet extraordinaire de l'Organisation de Coopération islamique, tenu en décembre 2005 à La Mecque, en Arabie saoudite. Il a été procédé à son lancement officiel en marge de la 32^e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BID, tenue les 29 et 30 mai 2007 à Dakar, Sénégal. Le fonds est dédié au financement de projets et de programmes de réduction de la pauvreté dans les pays membres, l'accent étant mis sur les projets propres à promouvoir la croissance favorable aux pauvres et le développement humain (santé et éducation) afin de renforcer les capacités productives des plus concernés en vue d'une réduction de la pauvreté.

Depuis sa création, le FSID a approuvé un montant total de 722,4 millions USD, y compris 39,6 millions USD en 2019, pour divers projets et programmes de réduction de la pauvreté dans les secteurs pertinents, à savoir l'approvisionnement en eau, la santé, l'éducation et le développement rural. En application d'une décision du Conseil d'administration du fonds, 30% du capital libéré doivent être affectés à des projets ayant un impact important sur la réduction de la pauvreté par le biais de « waqfs de développement ». Dans ce cadre, le fonds a versé une contribution de 52 millions USD sur les 500 millions USD destinés au Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien.

Mû par la volonté d'atteindre une meilleure efficacité, le FSID a adopté une nouvelle approche qui, au moyen de partenariats, met moins l'accent sur la taille et le nombre de projets et s'intéresse plus à l'impact. Parmi les exemples pouvant être cités dans ce cadre figure celui du Programme de scolarisation et de maintien à l'école d'enfants non-scolarisés, en partenariat avec Education Above All, une organisation internationale de la société civile œuvrant à assurer l'accès à l'éducation aux enfants non-scolarisés. Un programme de soutien à 2,4 millions d'enfants non-scolarisés dans les pays membres participants a été approuvé en 2019. Il commencera par le Mali, avant de s'étendre au Burkina-Faso, à la Côte d'Ivoire, au Niger, au Nigeria et au Pakistan.

Parmi les autres programmes à impact élevé figure également l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable qui est un partenariat mondial réunissant trente-deux acteurs, avec pour objectif de réaliser 1,5 millions d'opérations de la cataracte et 10 millions de consultations, outre la distribution de lunettes et bien d'autres services de renforcement de capacités. Des progrès importants ont été obtenus à ce titre, avec la réalisation de 15.000 opérations de la cataracte et de 60.000 consultations ophtalmologiques dans six pays membres depuis le démarrage des activités vers la fin 2018. Par ailleurs, des programmes de renforcement des capacités ont été organisés en Turquie et en Tunisie au profit de jeunes ophtalmologues africains provenant de treize pays membres. Le coût total de l'alliance est de 250 millions USD. Compte tenu du succès du programme, le fonds envisage d'en élargir la couverture et d'améliorer la mobilisation de ressources par des moyens non-conventionnels, notamment le financement participatif.



La mobilisation de ressources est essentielle pour la mise en œuvre de projets de réduction de la pauvreté dans les pays membres. A ce titre, le FSID a adopté une nouvelle approche axée sur le partenariat avec le secteur privé. C'est dans ce cadre qu'ont été créés les fonds waqf ihsan d'investissement, outil innovant de mobilisation de ressources par lequel le FSID compte collaborer avec des donateurs utilisant le concept et les principes du waqf islamique. A ce titre, le premier fonds waqf ihsan d'investissement a été approuvé en faveur d'Al-Quds, avec un capital cible de 100 millions USD, auquel le FSID compte contribuer à hauteur de 20 millions USD. En outre, le FSID s'emploie à mettre en place un autre fonds waqf ihsan d'investissement avec Investcorp du Bahreïn, à hauteur de 250 millions USD. La création de plusieurs fonds similaires est prévue, en collaboration avec d'autres pays membres. Un autre instrument innovant de mobilisation de ressources mis au point par le FSID, est lié aux soukook en espèces waqf, pour lequel un partenariat avec des institutions financières qualifiées est envisagé. Son objectif est de mobiliser des ressources destinées à la réduction de la pauvreté. Il est prévu l'émission de soukook en espèces waqf d'un milliard USD, avec une première émission de 100 millions USD par des organisations malaisiennes.

1.4.7 FINANCE ISLAMIQUE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément à son mandat, la BID entreprend, depuis sa création, diverses activités visant à appuyer le développement du secteur des services financiers islamiques. Au cours des quarante dernières années, le Groupe de la BID a apporté son soutien au développement du secteur à travers différentes initiatives, notamment (i) les prises de participations dans des institutions financières islamiques ; (ii) l'assistance technique pour le renforcement des capacités ; (iii) la création d'institutions spécialisées en infrastructure islamique ; (iv) le développement de fonds/produits financiers islamiques ; et (v) la participation à l'élaboration d'un cadre décennal pour le développement du secteur.

Les projets d'assistance technique et les autres initiatives menées dans ce cadre ont eu un impact significatif sur le développement de la finance islamique en général et sur les bénéficiaires. Sur les 85 projets d'assistance technique approuvés depuis le début, pour un montant total de 15,5 millions USD, 36 ont été menés à bien et les autres se trouvent à différents stades d'exécution. Les projets réalisés ont permis d'élargir l'offre de la finance islamique à de nouveaux pays et institutions. De plus, le soutien apporté par la BID a contribué au renforcement des institutions spécialisées en infrastructure pour soutenir le développement de ce secteur dynamique. En 2019, dix projets d'assistance technique ont été approuvés, pour un montant de 2,1 millions USD (Tableau 1.2).

Par ailleurs, dans le cadre des efforts de sensibilisation, onze événements ont été organisés en 2019, pour un montant de 262.100 USD. Au titre du soutien apporté aux institutions spécialisées dans l'infrastructure islamique, la BID a approuvé des requêtes provenant de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (OCAIFI), de l'Université Al-Madinah, de l'Université Bayero, Etat de Kano, au Nigeria, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres bénéficiaires.

Parallèlement aux activités d'assistance technique et de sensibilisation, des services de conseil en finance islamique sont fournis en nature et, dans la mesure du possible, selon un modèle de recouvrement des coûts. En 2019, des services de conseil ont été fournis à des institutions financières islamiques, au titre du renforcement de leurs capacités, en vue d'offrir de nouveaux produits financiers et dans l'objectif de promouvoir le développement du secteur de la finance islamique. Parmi les bénéficiaires figurent le Conseil des services financiers islamiques et l'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques qui ont obtenu un appui pour l'élaboration et le lancement de nouvelles normes en matière d'économie et de finance islamiques. En 2019, huit nouvelles normes ont été approuvées, neuf autres, déjà en vigueur, ont été modifiées, et onze nouvelles normes ont été lancées. En outre, cinq documents de travail ont été approuvés. D'autre part, un soutien technique et financier a été fourni dans le cadre de la 7^e Conférence waqf permettant d'obtenir un éclairage sur les activités liées aux awqaf, du 2^e Sommet de la BID sur les soukook en Europe qui s'est tenu au Luxembourg, et de la 14^e Conférence OCAIFI-Banque mondiale tenue au Bahreïn.

TABLEAU 1.2 PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE APPROUVÉS AU TITRE DU SOUTIEN AUX SERVICES FINANCIERS ISLAMIQES EN 2019

#	Bénéficiaires	Portée	000 USD
1	Ouzbékistan	Création d'un environnement juridique, réglementaire et de supervision favorable aux awqaf	270
2	Régional	Cadre d'évaluation de la finance islamique au plan national	-
3	Russie	Traduction en russe des normes du Conseil des services financiers islamiques	180
4	Régional	Loi modèle sur les soukook	275
5	E.A.U.	Département économique des E.A.U.	200
6	Tunisie	Mise en œuvre de programmes de renforcement de capacités en faveur de Zitouna Tamkeen	200
7	Indonésie	Mécanismes de zakat en faveur du Conseil national de zakat	265
8	Somalie	Cadre réglementaire de la finance islamique	275
9	Pakistan	Opérationnalisation de l'EXIM Bank	280
10	Sénégal	Opérationnalisation de la Haute autorité du Waqf	150
Montant total approuvé			2.095

ENCADRÉ 1.2 PROGRAMME D'APPUI À L'EMPLOI DES JEUNES INCUBATEUR POUR L'ENGRASSEMENT DES BOVINS EN FAVEUR DES PAUVRES EN EGYPTE

Le Programme d'appui à l'emploi des jeunes a permis de créer un incubateur pour les jeunes de milieux pauvres, dont 80% de femmes. Un protocole d'accord a été signé à ce titre entre Ard El Khair et l'Agence de développement des micros, petites et moyennes entreprises qui est le maître d'œuvre du projet. L'objectif est de définir les rôles et responsabilités en ce qui concerne la sélection et la mise en service de l'incubateur. En moyenne, 150 jeunes ont été sélectionnés sur 2.000 candidats pour chacun des trois cycles organisés. Les jeunes bénéficieront d'une formation allant de 6 à 9 mois sur l'engraissement des bovins. Chaque jeune bénéficiera d'un prêt mourabaha de 500.000 EGP (30.900 USD) assorti d'une marge de 5% par an, pour l'acquisition de 30 ruminants en provenance du Brésil qui seront acheminés directement vers Ard El Khair pour l'achat. Les veaux seront étiquetés et chaque bénéficiaire s'occupera du veau qui lui a été attribué. Ces jeunes travailleront trois heures par jour, quatre jours de la semaine, et feront l'objet d'un suivi durant la période d'incubation. Ard El Khair suivra leurs progrès et ceux des bêtes qui seront vendues ensuite sur le marché (hôtels, marchands de gros et détaillants). Durant la période d'incubation, chacun des bénéficiaires gagnera près de 1.500 USD, en plus de l'expertise technique et de la certification qu'il recevra. Cette initiative a permis à ce jour à 450 jeunes de sortir de la pauvreté. Au regard de ce succès enregistré durant la phase pilote, il est prévu de reproduire le modèle dans d'autres parties du pays.



LA BID ENREGISTRE DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT GRÂCE AUX PROJETS DANS LE DOMAINE DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE. L'ON DÉNOMBRE À CE TITRE UN TOTAL DE 56 PROJETS ACTIFS, POUR UN MONTANT TOTAL D'APPROBATIONS DE

466.72 MILLIONS USD

La participation de la BID aux institutions financières islamiques (IFI) se veut le moyen de soutenir les banques islamiques afin de favoriser le développement des IFI. A l'heure actuelle, la banque détient des participations dans 34 institutions dans 22 pays de différentes régions du monde, pour un montant décaissé de 297,5 millions DI (411,3 millions USD) et une valeur estimée à 386,3 millions DI (534 millions USD). Au total, 18 banques islamiques figurent parmi les 34 IFI, représentant près de 53% du portefeuille de participations dans les IFI. Les nouveaux investissements dans les IFI devraient être axés principalement sur la finance inclusive, à savoir la microfinance et les banques islamiques où ce secteur n'est pas encore très développé. Outre le fait de contribuer à la promotion du secteur de la finance islamique, ce portefeuille a également permis de réaliser des dividendes de 109,4 millions DI (151,25 millions USD). Pour un dollar investi dans ce cadre par la BID, 140 dollars ont pu être générés en actifs financiers.

Il convient de noter, par ailleurs, que la BID enregistre des résultats encourageants en termes de développement grâce aux projets dans le domaine de la microfinance islamique. L'on dénombre à ce titre un total de 56 projets actifs, pour un montant total d'approbations de 466,72 millions USD. Le portefeuille comprend 17 projets autonomes (333,14 millions USD) et 39 projets agricoles comportant un volet microfinance (133,14 millions USD). L'importance de l'impact que peuvent avoir les projets de microfinance islamique est illustrée par des projets récemment achevés, l'un concernant l'emploi des jeunes en Egypte (encadré 1.2) et l'autre relatif à l'amélioration des revenus et de l'emploi en milieu rural en Ouganda. Le premier projet a permis de créer 20.257 emplois à ce jour. Quant au second, il a donné lieu à l'octroi de financements à 458.956 personnes vivant en zone rurale, ainsi qu'à la création d'emplois pour 1.182.782 personnes dans tout le pays. Afin de mieux faire connaître la microfinance islamique, des activités de sensibilisation ont été entreprises. Par exemple, un atelier a été organisé sous le thème « Financement de la chaîne de valeur au cœur de la microfinance islamique : comment procéder et comment mesurer l'impact ? ». En outre, il a été procédé au lancement d'un rapport et d'une boîte à outils concernant le rôle pouvant être rempli par la microfinance islamique pour l'inclusion financière des femmes.

1.4.8 PROJETS AWQAF AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Si les principes de la finance islamique qui constitue un nouvel horizon pour la réalisation du développement durable, continuent d'évoluer, les projets awqaf quant à eux se sont révélés très efficaces pour l'obtention de résultats tangibles en termes de développement. La BID investit depuis des années dans des biens awqaf, à travers le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) qui permet de financer des projets awqaf souverains et non-souverains. En 2019, avec une ligne de financement de la BID et en collaboration avec d'autres partenaires, le FIBA a approuvé le financement de sept projets pour un total de 77,8 millions USD, dans quatre pays membres et non-membres. Le fonds y a contribué à hauteur de 38,53 millions USD.

Depuis la création du FIBA, 57 projets ont été approuvés dans 19 pays du monde entier, pour une valeur totale de 459,1 milliards USD. Le total des actifs du fonds sont estimés à 94,85 millions USD, affichant une augmentation de 0,74 millions USD par rapport à 2018 (94,11 millions USD). Le fonds enregistre également des résultats financiers satisfaisants, avec un revenu net de 3,10 millions USD réalisé au titre de l'exercice.

En matière de sensibilisation et de partenariat, le FIBA a intensifié ses activités en 2019, à travers sa collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation, le Groupe de coordination arabe, Direct Aid Society du Koweït, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Fonds d'investissement de la Palestine (PIF), la Fondation Bill et Melinda Gates, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement. Tous ces efforts ont permis de mobiliser un montant additionnel de 5 millions USD provenant de Direct Aid Society.

LES ACTIVITÉS DU FIBA AU TITRE DES PARTENARIATS ONT ÉTÉ INTENSIFIÉES EN 2019





2 FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES

Ce chapitre porte sur les activités menées par la Banque islamique de développement (BID) en 2019 en vue de favoriser le développement durable des pays membres. Il s'agit des réalisations obtenues au cours de l'année, notamment les approbations au titre des projets de développement.

LES INTERVENTIONS DE LA BANQUE AU TITRE DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ ONT CONNU UNE HAUSSE, AVEC UN TOTAL DE

4,25 MRD USD

DEPUIS 2004

UN CADRE POUR LES PARTENARIATS EST EN COURS D'ÉLABORATION POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS MEMBRES. LES DEUX PRINCIPALES CATÉGORIES SONT

LES PARTENAIRES FINANCIERS OFFICIELS

ET

LES PARTENAIRES FINANCIERS COMMERCIAUX

EN 2019, LA BANQUE A OCTROYÉ

1.201

BOURSES D'ÉTUDES DANS DES UNIVERSITÉS RÉPUTÉES DU MONDE ENTIER. IL S'AGIT D'APPUYER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ADAPTÉS AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES ET DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DU MONDE ENTIER

AU TOTAL, LE NOMBRE DES BOURSES ACCORDÉES SUR TROIS DÉCENNIES EST DE

17.107

LE PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES DE LA BID A PRODUIT

87

MÉDECINS, INGÉNIEURS ET SCIENTIFIQUES:

60

EN PREMIER CYCLE

17

EN MAÎTRISE

10

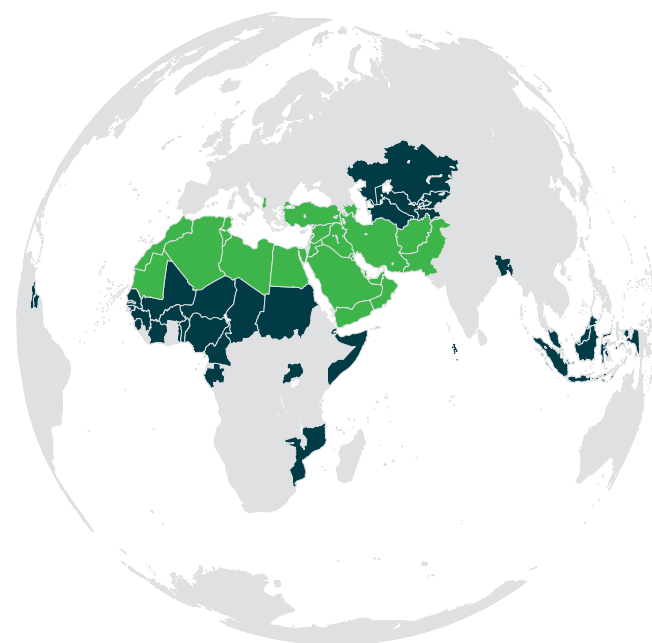
EN DOCTORAT

2.1 APPROBATIONS ET RÉALISATIONS DE LA BID EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT EN 2019

Mue par son engagement à accompagner les pays membres dans la réalisation du développement durable, la BID a approuvé, en 2019, 1,63 milliard USD à partir de ses ressources ordinaires en capital (ROC) pour divers projets de développement. Du total des approbations, 49,9% (814,3 millions USD) ont été accordées aux pays membres des régions Afrique et Amérique latine, 30,3% (494,5 millions USD) aux pays membres des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe (MENA) et 19,5% (318,7 millions USD) aux pays membres des régions Asie, tandis que 0,3% (5 millions USD) des approbations ont été accordées à des projets régionaux et aux communautés musulmanes de pays non-membres.

Les approbations au titre des projets et les résultats de développement obtenus en 2019 dans ces régions sont présentés dans les sections suivantes.

2.1.1 RÉGION MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE



APPROBATIONS EN 2019

Appui à la diversification du marché des exportations en Turquie. Accordé à Türk Eximbank, le projet dont le montant est de 100 millions USD est destiné à accroître les exportations à valeur ajoutée du pays. Il permettra de renforcer la productivité, les capacités d'exportation et la croissance des entreprises bénéficiaires et leur participation dans les chaînes de valeur mondiales. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la réalisation des ODD8 (Travail décent et Croissance économique) et 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure).

Amélioration des chemins de fer urbains en Turquie. La BID et la municipalité de Kayseri contribuent respectivement avec 33,01 et 9,92 millions USD au projet de métro léger de Kayseri et Gaziray qui s'élève à 43 millions USD. L'objectif du projet est d'améliorer la capacité et l'efficacité du réseau ferré, de renforcer la connectivité dans les zones urbaines, de contribuer à la satisfaction de la demande de plus de 30 millions de passagers d'ici 2030, d'appuyer les efforts de lutte contre les changements climatiques par la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et de mettre en place un système de transport public urbain multimodal équilibré. Le projet s'inscrit donc dans le droit fil de la réalisation des ODD11 (Villes et communautés durables) et 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

Renforcement du rôle du Parlement jordanien dans la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030. Il s'agit d'une assistance technique destinée à renforcer les capacités de l'Assemblée des députés à légiférer efficacement et en toute transparence, à adopter les budgets, et à assurer le suivi effectif de la réalisation des ODD. Le coût total du projet est de 217.000 USD dont une contribution de la BID sous forme de subvention d'assistance technique d'un montant de 131.000 USD. Le projet devrait contribuer à la réalisation de l'ODD16 (Paix, Justice et Institutions efficaces).

Amélioration de la gestion des eaux usées et des services sanitaires au Liban par le projet du bassin versant Al-Ghadir. Le coût total du projet est de 183,1 millions USD auquel la BID contribuera à hauteur de 87,5 millions USD. Le projet a pour but d'améliorer la gestion des eaux usées et des services sanitaires pour les populations de la région du bassin versant Al-Ghadir (Grand Beyrouth), par la modernisation de la station de traitement des eaux usées, la construction de nouveaux réseaux de drainage des eaux usées, et le raccordement des réseaux existants à la station. Le projet contribuera à la réalisation de l'ODD6 (Eau propre et Assainissement).

Accès durable et fiable à l'eau potable en Irak. Une subvention d'assistance technique destinée à la remise en état de la station de traitement des eaux de Yathrib afin d'assurer l'eau potable à la région Ishaqi, en Irak. Cette initiative contribuera à assurer à 35.000 personnes un approvisionnement durable et fiable en eau potable, pour un coût total de 1,39 millions USD constitués par une subvention d'assistance technique de la BID d'un montant de 200.000 USD, 1,05 million USD du FSID et 140.000 USD du gouvernement irakien. Le projet contribuera à la réalisation de l'ODD6 (Eau propre et Assainissement).

Appui à l'éradication de la poliomyélite au Pakistan. Un montant de 100 millions USD a été consacré à la phase III du Programme d'éradication de la poliomyélite au Pakistan dont l'objectif est d'arrêter la transmission du poliovirus sauvage au Pakistan et de maintenir la situation d'absence de la poliomyélite pendant trois ans. Il s'agit d'un programme de vaccination de masse, ciblant tous les enfants de moins de cinq ans, accompagnée d'une campagne de sensibilisation et de mobilisation, ainsi que des activités de haute surveillance. La BID apportera une contribution de 100 millions USD dont 10 millions sous forme de subvention du Fonds Lives & Livelihoods et 90 millions USD des ROC. Le projet est un partenariat avec la

Fondation Bill et Melinda Gates et repose sur un mécanisme de financement innovant « à triple avantages ». Enfin, il contribuera à la réalisation de l'ODD3 (Bonne santé et Bien-être).

Accès à l'électricité fiable et d'un coût abordable au Pakistan et en Afghanistan par le projet d'électricité Asie centrale – Asie du Sud (Casa-1000). Le projet est monté sous forme d'un partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, USAID et la Banque européenne d'investissement. Le coût du projet est de 1,2 milliards USD auquel la BID contribuera avec 35 millions USD. Le projet donnera au Pakistan accès à 1000 MW d'énergie hydroélectrique économique, installée au Tadjikistan et en République kirghize, qui passera par l'Afghanistan à travers une ligne de haute tension à courant continu. Le projet s'inscrit dans la poursuite de l'ODD7 (Energie propre et d'un coût abordable).

Appui à la mise sur pied d'une centrale électrique au Pakistan. Le projet de la centrale électrique Jamshoro est l'objet d'une étroite collaboration entre la Banque asiatique de développement, le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe.

Renforcement de la productivité agricole au Pakistan. Une subvention d'assistance technique pour l'amélioration de la productivité grâce au recours à des systèmes d'irrigation efficaces et l'introduction, à titre pilote, de techniques innovantes de gestion des exploitations agricoles et d'utilisation efficace des ressources en eau. Le coût total du projet est estimé à 378.000 USD auquel la BID contribue avec 280.000 USD. Le projet concourt à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté) et 2 (Faim « zéro »).

Amélioration de l'accès aux soins de santé en Afghanistan. Le projet consiste à créer un centre de cardiologie et quatre centres de soins de santé complets dans les zones reculées du pays. Le coût total du projet est 300.000 USD qui seront apportés par la BID sous forme d'une subvention d'assistance technique. L'objectif du projet est d'augmenter le nombre de centres de santé dans quatre provinces où il est urgent de soigner les populations marginalisées des zones éloignées, bénéficiant peu de soins de santé primaires essentiels. Le projet contribuera à la réalisation de l'ODD3 (Bonne santé et Bien-être).

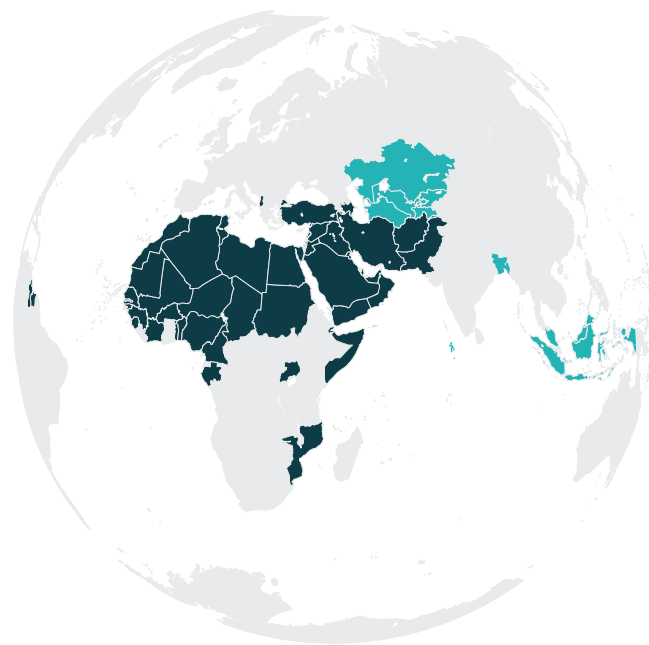


Appui à la transformation de l'agriculture en Mauritanie. Le projet vise à construire des systèmes d'irrigation durables, fournir des infrastructures rurales adéquates, et renforcer la capacité technique de l'organisme d'exécution. Il se veut le moyen d'accroître la productivité des petits exploitants agricoles et la commercialisation de leurs produits par une approche axée sur la chaîne de valeur. Il s'agira notamment d'accroître la productivité et la commercialisation agricoles grâce à un meilleur accès aux intrants de production et aux marchés. Le coût total du projet est 58,34 millions USD et la contribution de la BID s'élève à 37,28 millions USD. Ce projet contribuera à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim « zéro »), 5 (Égalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 17 (Partenariat pour la réalisation des objectifs).

Appui au développement social inclusif dans la région Est du Maroc. Le projet vise à élargir l'accès des populations rurales pauvres de la région Est du Maroc à des services de santé et d'éducation de qualité. Les principaux objectifs visés sont l'augmentation de l'accès à des services de santé de qualité de 70 à 100% et du nombre d'enfants achevant des études primaires équitables et de qualité de 52 à 100%. Le coût total du projet est de 75 millions USD et la contribution de la BID s'élève à 67,51 millions USD. Le projet devrait contribuer à la réalisation des ODD3 (Bonne santé et Bien-être) et 4 (Éducation de qualité).

Appui au développement humain au Maroc. Le projet contribue à la phase III de l'Initiative nationale pour le développement humain. Il vise à améliorer les conditions sociales des populations ciblées par le développement du capital humain, la promotion de la condition des générations futures, et le soutien aux personnes en situation de vulnérabilité. La BID fournit au titre du projet une subvention d'assistance technique de 1,08 million DI (1,5 million USD) pour aider le gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre une approche globale visant à améliorer l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes. L'objectif est d'améliorer l'employabilité de 200 jeunes, de créer 80 petites et moyennes entreprises qui tireront parti des chaînes de valeur dans trois secteurs sélectionnés, avec des dispositions pour renforcer les capacités des parties prenantes. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté) et 10 (Inégalités réduites).

2.1.2. RÉGION ASIE



APPROBATIONS EN 2019

Contribution au développement d'un système d'agriculture intégrée en Indonésie. Le projet est un partenariat avec le Fonds international pour le développement de l'agriculture. Il vise à améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles dans sept provinces du pays grâce à une approche intégrée qui développe chaque aspect de la chaîne de valeur des produits de base propres aux endroits de culture. L'intervention de la BID est constituée de l'association d'un financement à partir des ROC et du Fonds Lives & Livelihoods de 66 millions USD avec un prêt du FSID de 4 millions USD et une subvention reverse linkage de 0,5 million USD. La part du Fonds international pour le développement de l'agriculture au financement est de 50 millions USD. Environ 250.000 personnes devraient bénéficier directement du projet, dont 30.000 ménages de petits exploitants comptant au moins 15.000 femmes et 10.000 jeunes des communautés bénéficiaires. Le projet contribuera à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim « zéro »), 5 (Égalité entre les sexes) et 10 (Inégalités réduites).

Amélioration de la gestion de zakat pour une réduction effective de la pauvreté en Indonésie. C'est une subvention d'assistance technique de 0,52 million USD pour intégrer la zakat dans le développement de proximité et aider l'organe national de collecte de zakat (BAZNAS) à se doter d'une plateforme électronique permettant de réunir et d'utiliser de manière transparente et responsable les fonds de zakat. Le projet devrait accroître de 25% les fonds sociaux islamiques injectés dans les programmes communautaires de réduction de la pauvreté, et apporter un montant supplémentaire de 0,4 million USD à mobiliser grâce aux contributions de zakat pour le financement de projets, ce qui permettra de réaliser les ODD1 (Pas de pauvreté), 4 (Éducation de qualité) et 10 (Inégalités réduites).

Soutien à l'éducation de base à tous au Tadjikistan. Il s'agit d'une collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) afin d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'éducation de la République du Tadjikistan. Le coût total du projet s'élève à 46 millions USD, avec une contribution de la BID/FSID de 30 millions USD et une subvention du GPE de 10 millions USD, tandis que le pays y contribue à hauteur de 6 millions USD. L'objectif est d'améliorer l'accès à un enseignement adapté aux besoins des élèves en construisant 68 écoles de 752 salles de classe pour 18.000 élèves et 5 bâtiments administratifs de l'éducation dans 18 districts/villes de la région de Khatlon et de Douchanbé. Il s'agit également de mettre en place des réformes de l'évaluation des programmes et de l'apprentissage, de former les enseignants, les mentors et les professionnels, d'élaborer et d'imprimer 250.000 nouveaux ensembles de supports de formation, et de dresser l'inventaire des activités d'éducation fondées sur les compétences. Le projet contribuera à la réalisation des ODD4 (Éducation de qualité) et 5 (Égalité entre les sexes).



Amélioration des moyens de subsistance en milieu rural en République kirghize. C'est un projet d'irrigation rurale visant à accroître la productivité agricole à Issyk-Kul et Naryn, en République kirghize. D'un montant de 20 millions USD, le projet vise à améliorer les moyens d'existence de la population rurale par le développement d'une agriculture durable et la gestion des ressources en eau, assortie de mesures d'adaptation aux changements climatiques. Il augmentera les rendements économiques dans la chaîne de valeur des populations rurales grâce à l'expansion des capacités post-récolte et au renforcement de l'intégration et des liens avec le marché. Les bénéficiaires cibles comprennent environ 13.200 petits exploitants agricoles. Le projet contribuera à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim « zéro »), 6 (Eau propre et Assainissement), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure), 10 (Inégalités réduites), et 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

Autonomisation des femmes au Tadjikistan par l'amélioration du travail de soins en milieu rural. Une subvention d'assistance technique de 135.000 USD, visant à fournir des ressources efficaces du point de vue temps aux femmes de la région de Khatlon au Tadjikistan. Le projet vise à améliorer les normes sociales afin d'augmenter le temps dont disposent les femmes pour s'engager dans des activités productives. Il comprend (i) la fourniture de cuisinières et l'installation de robinets d'eau dans deux villages ; (ii) l'élaboration de supports de sensibilisation et l'organisation de campagnes de sensibilisation pour modifier les perceptions concernant le travail de soins tant au niveau de la communauté locale que du gouvernement ; (iii) le développement de la capacité locale à générer des données sur le travail de soins grâce à une méthodologie d'analyse rapide des soins, et (iv) la fourniture d'un soutien à la gestion du projet et l'élaboration d'une stratégie de suivi et d'évaluation pour générer des connaissances et tirer des enseignements du projet. Le projet s'inscrit dans le droit fil des ODD1 (Pas de pauvreté) et 5 (Égalité entre les sexes).

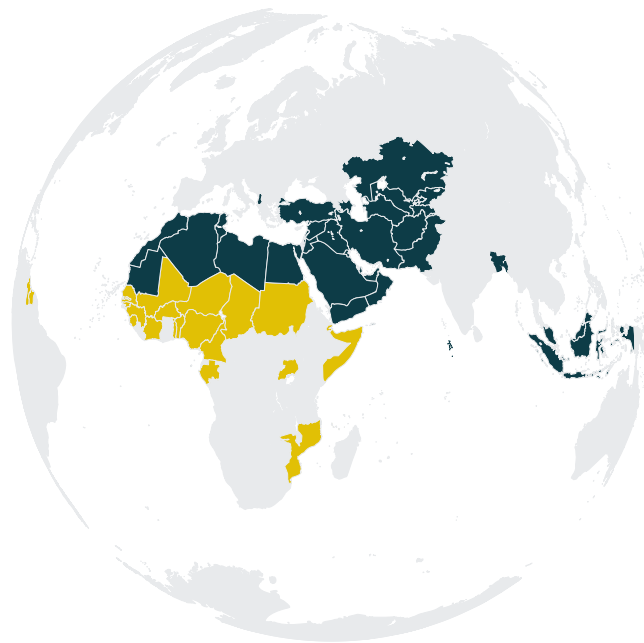
RÉALISATIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Autonomisation des femmes au Bangladesh et les droits humains grâce à une subvention d'assistance technique. Le Programme d'autonomisation des femmes par la formation sur les compétences nécessaires pour assurer leurs moyens d'existence et le respect de leurs droits humains a donné lieu à des résultats importants en 2019. En effet, 400 femmes démunies de zones rurales ont bénéficié d'une formation en confection de vêtements de mode et en informatique. Au terme de leur formation, la plupart de ces femmes ont déjà, soit commencé à travailler à leur compte, soit trouvé de nouveaux emplois. Outre ces formations, quelques 11.000 personnes ont été formées sur les questions de droits humains afin de mener la sensibilisation sur les droits des femmes en vue d'éliminer les violences faites aux femmes. Le projet permettra de réaliser les ODD1 (Pas de pauvreté), 5 (Égalité entre les sexes) et 10 (Inégalités réduites).

Renforcement de l'environnement d'apprentissage des madrasas au Bangladesh. Projet de construction de 93 madrasas dans différents districts du pays, essentiellement dans les zones reculées, avec pour cible les segments des plus démunis de la population. Chacun des bâtiments est pourvu d'une rampe d'appui pour les élèves handicapés-physiques, de trois salles de classe, d'une cage d'escalier et d'un bloc de toilettes doté d'une alimentation interne en électricité et en eau, mais aussi d'ordinateurs de bureau, d'un ordinateur portable et d'un projecteur multimédia. Chacune de ces madrasas dispose d'une capacité d'accueil de 150 élèves, soit un total de 14.000 bénéficiaires du projet dans son ensemble. Le projet contribue à la réalisation des ODD4 (Éducation de qualité), 5 (Égalité entre les sexes), les filles ayant les mêmes chances que les garçons d'aller à l'école, et 6 (Eau propre et Assainissement), chaque établissement avec son propre puits et son dispositif d'assainissement.

Construction d'écoles et de cliniques en milieu rural au Bangladesh. Dans le cadre du Programme Fael Khair, des résultats notoires ont été enregistrés en 2019. En effet, en août 2019, le gouvernement du Bangladesh a pris livraison des 19 écoles-abris en cas de cyclones portant le nombre total des établissements à 172, en attendant les 14 autres centres approuvés par la BID qui sont en construction ou dont la construction est programmée. Par ailleurs, 2 cliniques flottantes ont été construites et équipées, tandis que 3 autres sont en construction au titre du projet d'acquisition et d'exploitation de cliniques mobiles dans les zones rurales. Le projet contribuera à la réalisation des ODD3 (Bonne santé et Bien-être) et 4 (Éducation de qualité).

2.1.3 RÉGION AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE



RÉGION AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

Accès à l'électricité fiable et d'un coût abordable au Surinam. Un projet de production, transport et distribution d'électricité cofinancé par Caribbean Development Bank, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et le Fonds de l'OPEP pour le développement international. La contribution de la BID au projet s'élève à 41,32 millions USD. L'objectif du projet est d'assurer une alimentation électrique fiable et d'un coût abordable aux populations du Surinam, ce qui améliorera leurs conditions de vie. Le projet contribuera à la réalisation de l'ODD7 (Énergie propre et d'un coût abordable).

Assistance pour la préparation d'une étude de faisabilité et d'une étude technique détaillée au Surinam. Un prêt d'assistance technique de 2,20 millions USD, qui devrait faciliter la construction d'un hôpital dans l'enceinte de l'actuel hôpital (AZP), en vue de dispenser des soins de santé à un large segment de la population du Surinam. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la réalisation de l'ODD3 (Bonne santé et bien-être).

Accès à l'électricité au Guyane. Projet de centrales hydroélectriques de Moco Moco, Kumu et Ikuribisi d'un montant de 14,63 millions USD. La production supplémentaire d'électricité par ces centrales favorisera les activités économiques qui renforceront les moyens d'existence. Le projet contribue à la réalisation de l'ODD7 (Énergie propre et d'un coût abordable).

Aide à l'élimination du paludisme au Nigeria. Il s'agit du cofinancement du projet d'élimination du paludisme au Nigeria, lequel projet s'inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre le paludisme (2014-2020). Le projet comprend l'acquisition et la distribution de produits antipaludéens, tels que les moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée, les tests de diagnostic rapide et des médicaments antipaludéens. Un autre volet, le renforcement des capacités et la mobilisation sociale, permettra d'assurer la disponibilité de ressources humaines suffisantes pour une mise en œuvre efficace et durable du projet. L'objectif que le projet s'est fixé est de réduire le fardeau du paludisme aux niveaux pré-élimination et sa mortalité à zéro dans 13 États du Nigeria. Il s'agit en outre de faire baisser le fardeau global du paludisme dans le pays de son niveau actuel de 27% à moins de 15%. Le projet s'inscrit dans le droit fil de la réalisation de l'ODD3 (Bonne santé et Bien-être).

Infrastructures routières pour le développement des activités économiques au Nigeria. Projet de reconstruction de la rocade Abakaliki à Ebonyi au Nigeria d'un montant de 80 millions USD. Il a pour objet la réhabilitation des infrastructures routières qui, à son tour, profitera aux activités commerciales, l'accès à des routes de qualité assurant la fluidité de la circulation des biens et services et du transport des personnes. Le développement des activités économiques qui procèdera de l'accès à de bonnes routes favorisera le développement socioéconomique à Ebonyi, voire de la région. Le projet contribuera à la réalisation des ODD9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 15 (Vie terrestre).

Soutien au secteur des logements sociaux au Bénin. C'est un projet de 68,5 millions USD à trois objectifs stratégiques, à savoir la construction de logements dans les principales villes du Bénin, l'assistance volontaire aux bénéficiaires afin de leur permettre de payer selon leurs moyens, et l'adoption de normes professionnelles favorables à la création d'emplois par des partenariats public-privé. Le projet aidera à créer des villes à Abomey-Calavi, Porto-Novo, Seme-Kpodji, Parakou, Abomey et Bohicon, ainsi que des quartiers à Natitingou, Djougou, Kandi, Malanville, Dassa-Zoumé, Lokossa, Aplahoué, Azové, Pobé, Ouidah, Pahou, et Allada. La mise en œuvre du projet sera l'occasion d'utiliser de manière efficace des matières premières locales pour stimuler la demande, ce qui renforcera les moyens d'existence des communautés locales. Le projet est dans le droit fil de la réalisation des ODD 8 (Travail décent et Croissance économique), 10 (Inégalités réduites), 11 (Villes et Communautés durables) et 15 (Vie terrestre).

Accroissement de la productivité agricoles pour réduire la pauvreté en milieu rural au Burkina-Faso. Il s'agit d'un projet hydroagricole dans la région de Dangoumana, d'un coût total de 15 millions USD. L'objectif global est de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des ménages ruraux par l'augmentation de la production, de la productivité et de la commercialisation à Dangoumana. Les principaux volets du projet sont l'installation de l'infrastructure hydroagricole, l'aménagement des terres, et la valorisation des produits. L'accent sera mis sur l'irrigation d'environ 2000 hectares de terres agricoles, parallèlement à l'installation d'un système d'irrigation et d'une station de pompage à gérer par la communauté. Le projet créera des opportunités commerciales pour les agro-entrepreneurs grâce à un meilleur accès aux marchés. Il contribue à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim « zéro ») et 10 (Inégalités réduites).

Amélioration des infrastructures routières en Ouganda. La réhabilitation de la route Muyembe-Nakapiririt, allant du nord à l'est du pays. Le coût total du projet est de 110 millions USD. Le projet devrait réduire le temps des déplacements et les coûts d'exploitation, et améliorer le confort, la sécurité et la fiabilité. Outre la réponse qu'il apporte aux besoins en transport actuels et futurs de la région, le projet stimulera également les activités économiques grâce à l'accès amélioré aux infrastructures sociales, aux marchés et aux opportunités d'emploi et d'affaires. Il contribuera à la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 8 (Travail décent et Croissance économique) et 10 (Inégalités réduites).

Développement de l'infrastructure nécessaire à l'énergie durable au Mozambique. Projet d'une ligne de transport d'électricité de Temane, au Mozambique, d'un montant de 99,7 millions USD. Le projet mobilisera 700 millions USD d'investissements privés pour une centrale à gaz de 400 MW. Il permettra de développer l'infrastructure et de mettre à niveau la technologie pour des services énergétiques modernes et durables. Il se veut le moyen d'assurer une alimentation fiable en électricité supplémentaire pour augmenter le taux d'accès à l'énergie de 27% en 2018 à 100% à l'horizon 2030, en accord avec le Plan national de développement qui entend faire du réseau électrique du pays un réseau intégré et augmenter la capacité de transport d'électricité de 900 MW par la mobilisation de 700 millions USD d'investissements privés d'ici 2025. Le projet est dans le droit fil de la réalisation de l'ODD7 (Énergie propre et d'un coût abordable).

Amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication à Djibouti. C'est un projet régional de câble sous-marin à Djibouti. D'un montant de 38,83 millions USD, le projet est destiné à renforcer le trafic du câble sous-marin Asie du Sud-Est, Moyen-Orient et Europe de l'Ouest achevé en 2017. La banque a pris part au financement de la partie principale et des segments du Bangladesh et Djibouti. L'objectif est d'accroître considérablement l'accès aux technologies de l'information et de la communication pour permettre à tous dans les pays les moins avancés l'accès d'un coût abordable à Internet d'ici 2020. Le projet contribue à la réalisation de l'ODD9 (Industrie, Innovation et Infrastructure).

Amélioration de l'assainissement urbain en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'un projet d'une valeur de 48 millions USD visant l'amélioration durable des services d'assainissement à Abidjan et dans onze villes secondaires. Il est prévu au titre du projet de construire 14 stations de traitement de boues de vidange d'une capacité totale de 839.500 m³ par an. Le projet s'est fixé la cible de ramener le taux de mortalité infantile des moins de cinq ans de 96 par millier en 2016 à 90 par millier en 2025. De même, le taux de maladies diarrhéiques baissera, pour passer de 15,2% en 2016 à 7% en 2025. Par ailleurs, selon les estimations, quelques 363 emplois permanents et temporaires seront créés pour les jeunes et les femmes, les 27% allant à ces dernières pendant les phases d'exécution et d'exploitation, et 14 opérateurs privés établis pour la collecte et le transport de boues de vidange. Le projet est dans le droit fil de la réalisation des ODD3 (Santé et Bien-être), 5 (Égalité entre les sexes) et 6 (Eau propre et Assainissement).

Energie renouvelable pour l'électrification rurale en Gambie. C'est un projet d'énergie solaire de 10 millions USD et d'une subvention de 5 millions USD. Il vise à développer l'électrification rurale en tirant parti de l'expertise du Maroc dans le cadre d'une opération reverse linkage. Il vient appuyer l'orientation du gouvernement vers l'énergie renouvelable afin de développer une économie plus verte, en alimentant les communautés rurales par une électricité fiable et d'un coût abordable. Actuellement, les sources d'énergie utilisées sont autochtones. Il s'agit également de réduire la consommation de combustibles fossiles dans la production d'électricité et les émissions en dioxyde de carbone. Le projet contribue à la réalisation de l'ODD7 (Énergie propre et d'un coût abordable).



LES PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES, AGROPOLE SUD, SONT L'ÉMERGENCE D'UNE PRODUCTION AGRO-INDUSTRIELLE À FORTÉ VALEUR AJOUTÉE, QUI ENGENDRERA DES RENDEMENTS ÉLEVÉS DURABLES, NOTAMMENT POUR LES MANGUES ET LES NOIX DE CAJOU. LE PROJET DEVAIT PERMETTRE LA CRÉATION DE PRÈS DE

10.000

EMPLOIS DIRECTS

Aménagement d'infrastructure en Guinée. Projet de construction d'un tronçon long de 45 km entre Boké et Dabiss de la route Boké-Quebo. Le coût du projet est de 46,3 millions USD. Au titre du projet, une route revêtue de béton bitumeux avec une chaussée de 7 mètres de large et des accotements de 1,5 m seront construits pour se conformer aux normes de la CEDEAO. D'autre part, 30 km de routes d'accès seront réhabilitées, et 30 forages et des abris seront construits. Le projet a pour but, d'une part, l'amélioration du niveau de service le long des infrastructures routières en vue de faciliter l'accès aux zones rurales et la tenue, à longueur d'année, de marchés en tout temps et, d'autre part, la promotion d'une chaîne de valeur agricole de haut niveau. Enfin, le projet favorisera l'intégration nationale et régionale. Le projet est contributif à la réalisation de l'ODD9 (Industrie, Innovation et Infrastructure).

Renforcement de la production agricole au Sénégal. Il s'agit du projet Agropole Sud d'un montant de 31 millions USD. L'opération a pour ambition de créer les conditions favorables à l'investissement privé dans la transformation de produits agricoles, les intrants et les services agricoles, de renforcer les capacités des acteurs de la chaîne de valeur pour accroître durablement les rendements agricoles, et d'améliorer l'accès aux marchés, connaissances, intrants et services. Les principaux résultats attendus sont l'émergence d'une production agro-industrielle à forte valeur ajoutée qui engendrera des rendements élevés durables, notamment pour les mangues et les noix de cajou. Le projet devrait permettre la création de près de 10.000 emplois directs. Il s'inscrit dans le droit fil de la réalisation des ODD1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim « zéro »), 8 (Travail décent et Croissance économique) et 10 (Inégalités réduites).

Réduction de la mortalité maternelle, néo-natale et infantile en Sierra Leone. Projet d'une valeur de 20,5 millions USD destiné à l'amélioration de la qualité et du niveau d'utilisation des services de nutrition et de santé génésique, maternelle, néo-natale, infantile et des adolescents dans quatre districts. Il se veut également le moyen de renforcer le système de santé et des réformes nécessaires pour relever les défis de santé à venir. Le projet contribuera au développement du capital humain par le renforcement des capacités des agents de santé et créera la demande sur les services susmentionnés. Les résultats attendus sont, entre autres, la transformation de 12 centres de soins de santé primaires en services d'urgence de soins obstétricaux, la construction et l'équipement de trois hôpitaux des districts Pujehun, Moyamba et Karene, et la réhabilitation du centre de prise en charge des fistules obstétricales de l'hôpital du district de Bo. A terme, cela aboutira à une augmentation substantielle du pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant donné naissance à un enfant vivant, qui ont reçu quatre fois ou plus des soins prénataux, de 55 à 91%, et à une hausse de 46 à 78% du taux de naissances vivantes assistées par du personnel qualifié. Le projet contribue à la réalisation de l'ODD3 (Santé et Bien-être).

2.2 RENFORCEMENT DES PARTENARIATS ET MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

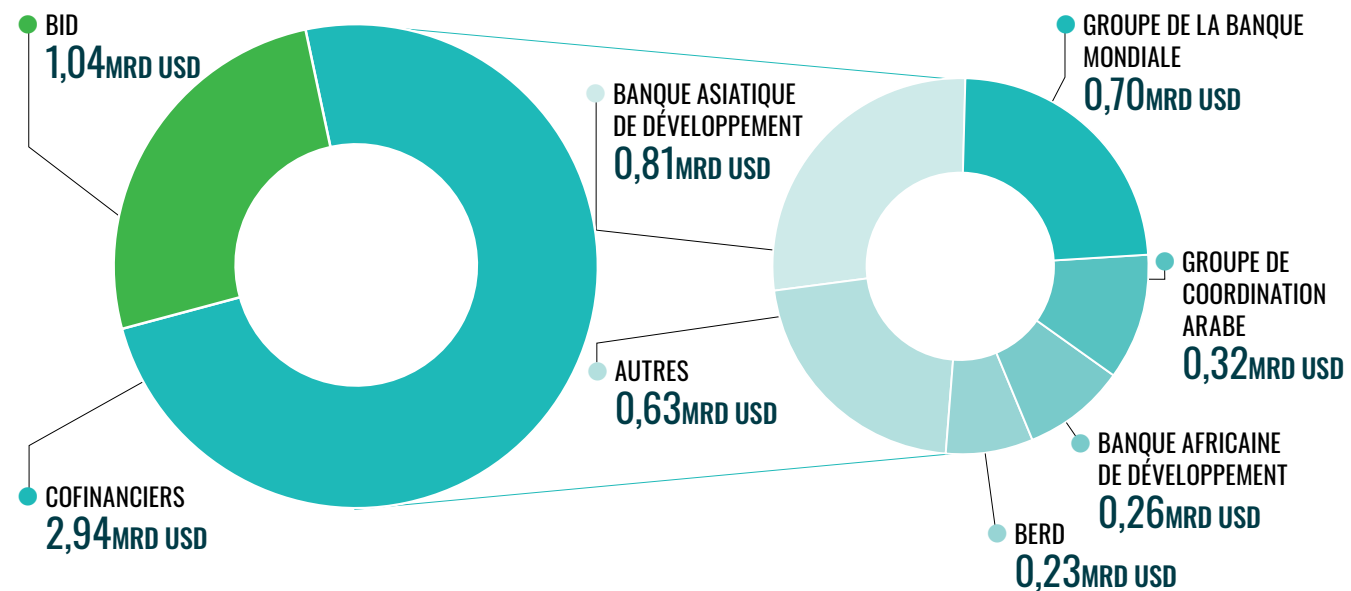
2.2.1 PARTENARIATS ET COFINANCEMENTS

Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, les partenariats pour la mobilisation de ressources se veulent le moyen de financer un plus grand nombre de projets dans les pays membres. La banque a poursuivi ses efforts de renforcement des partenariats pour le développement. A cet égard, elle consolide les partenariats existants et crée de nouveaux. Un cadre pour les partenariats est en cours d'élaboration pour donner un nouvel élan pour le développement durable des pays membres. La banque compte plusieurs catégories de partenaires avec lesquels elle collabore suivant leurs modes de fonctionnement. Les deux principales catégories sont les partenaires financiers (institutions régionales et multilatérales de financement du développement) et les partenaires financiers commerciaux (institutions financières privées, fonds d'investissement privés, fonds souverains et autres investisseurs à la recherche d'une rentabilité commerciale). Par ailleurs, la banque est en partenariat avec des organismes internationaux (système des Nations Unies, OCI, OCDE), des organisations à but non lucratif régionales et internationales, des fondations et des philanthropes.

Pour accroître ses activités de cofinancement et remplir son rôle de catalyseur, la banque a entrepris diverses actions en vue d'une collaboration plus importante et structurée avec les partenaires de développement et les bailleurs de fonds. A cet égard, elle prépare de nouveaux accords et cadres de coopération avec des partenaires officiels portant sur des cibles de cofinancement pluriannuelles de projets dans ses pays membres. Aussi s'adonne-t-elle au renforcement des dispositifs de coopération existants par des plans d'action sur plusieurs années également. La banque collabore également avec les organisations philanthropiques, les fondations et les organismes bilatéraux et multilatéraux, pour intensifier les programmes de financement assortis de conditions avantageuses conçus pour la réduction de la pauvreté, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, le développement du capital humain, le développement rural, la fragilité et la résilience.

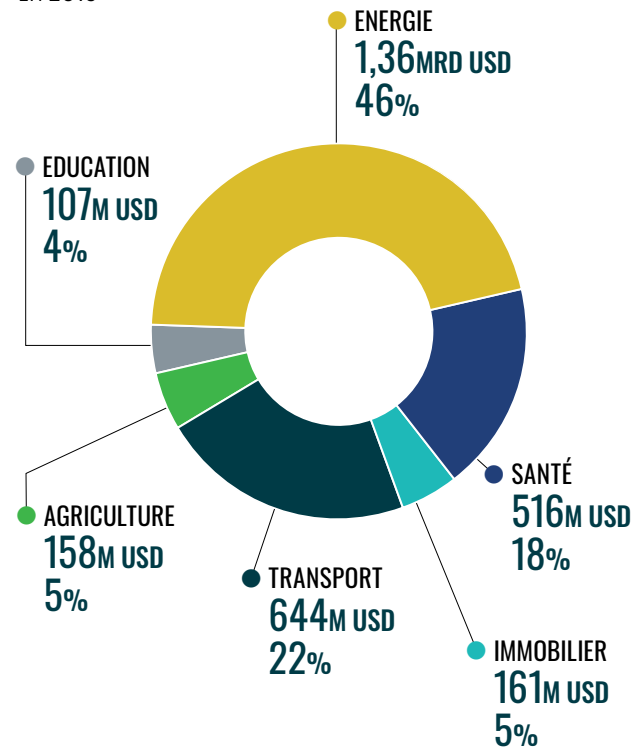
« Un cadre pour les partenariats est en cours d'élaboration pour donner un nouvel élan pour le développement durable des pays membres. »

GRAPHIQUE 2.1 PRINCIPAUX COFINANCIERS EN 2019



En 2019, 1 milliard USD d'approbations totales a attiré 2,9 milliards USD au titre du cofinancement des partenaires de développement. Les graphiques 2.1 et 2.2 illustrent respectivement les principaux cofinanciers et la répartition sectorielle du cofinancement en 2019.

GRAPHIQUE 2.2 RÉPARTITION SECTORIELLE DU COFINANCEMENT EN 2019



CI-APRÈS LES ACTIVITÉS DU PARTENARIAT MENÉES EN 2019

Le DFID (Department for International Development) du Royaume-Uni s'est engagé à contribuer à hauteur de 20 millions GBP au Fonds Lives & Livelihoods, un mécanisme de financement mixte géré par la banque.

La Fondation Al-Ghurair des Émirats Arabes Unis a contribué pour 10 millions USD au Fonds mondial philanthropique islamique pour l'enfance qui est créé par la banque et l'UNICEF et géré par la banque.

Le partenariat avec la **Banque européenne d'investissement** de 2,2 milliards USD en cofinancement combiné (1 milliards USD de chacune des institutions) sur une période de cinq ans, de 2020 à 2024, pour le financement de projets de développement dans les pays membres.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement est partenaire de la BID dans la mise en place d'une fonction de syndication opérationnelle afin de faciliter la mobilisation d'investissements privés pour des projets public-privé financés par la BID au titre de la structure de financement à deux tranches A et B. Avec l'assistance de la BERD, la BID a rejoint formellement le Forum de syndication des banques multilatérales de développement, une plateforme de coordination interagence destinée à harmoniser les pratiques et normes de syndication des banques multilatérales de développement.

Le partenariat entre la **Banque mondiale** et la BID a été révisé pour intensifier les cofinancements en mettant davantage l'accent sur la fragilité et la résilience, mais aussi les changements climatiques, en vue d'attirer plus d'investissements privés pour le renforcement du dialogue stratégique et les diagnostics-pays intégrant une approche axée sur la chaîne de valeur mondiale ainsi que des solutions fondées sur la science, la technologie et l'innovation.

Le partenariat entre **Japan Bank for International Cooperation** et la BID a pour but d'étudier des modèles de financement hors-bilan au profit des pays membres africains.

L'accord entre **Japan International Cooperation Agency** et la BID porte sur l'opérationnalisation du mécanisme de coopération entre les pays du Sud-Est asiatique pour le développement de la Palestine (CEPAD) destiné à faciliter la coopération triangulaire d'assistance à la Palestine dirigée par la BID.

Nippon Export and Investment Insurance, l'agence officielle de crédit à l'exportation du Japon, œuvre aux côtés de la BID pour la promotion et l'augmentation des investissements directs étrangers japonais vers les pays membres, notamment en Afrique.

Le Fonds de Nations Unies pour l'enfance collabore avec la banque pour le lancement du Fonds mondial islamique philanthropique pour l'enfance, un fonds fiduciaire géré par la BID visant la levée 250 millions USD de subventions sur trois ans (2020-2022).

Le Programme des Nations Unies pour le Développement et la banque ont établi un plan d'action conjoint sur la conception et l'exécution de projets, la finance islamique et l'adaptation des stratégies de partenariat avec les pays membres aux Objectifs de développement durable.

Le Fonds international pour le développement de l'agriculture et la BID ont tissé un partenariat visant la mobilisation de 500 millions USD (250 millions USD chacune) en cofinancement sur la période 2020-2024.

La Banque interaméricaine de développement et la BID ont établi un plan d'action conjoint en 2019, qui a permis d'identifier un projet d'eau et d'assainissement au Guyana. Le projet devrait être cofinancé par la BID, la Banque interaméricaine de développement et l'Union européenne en 2020.

L'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et la banque ont dispensé conjointement, jusqu'en 2019, douze formations dans la région MENA, en Asie centrale et en Afrique sur les approches et les solutions permettant d'établir et de financer des projets de transport urbain durable, en plus d'un projet en 2019 qui soutient les moyens d'existence des groupes vulnérables en Jordanie, y compris les réfugiés syriens.

L'Indonesian Hajj Funds Management Agency et la BID ont développé une relation stratégique en 2018, qui s'est traduite par la participation de l'agence en 2019 au mécanisme de financement du commerce lancé au titre d'opérations de financement du commerce dans les pays membres de la BID par la Société internationale islamique de financement du commerce, membre affilié au Groupe de la BID.

L'Agence internationale de l'énergie atomique et la banque ont signé un protocole d'accord en septembre 2019 afin de lever ensemble des fonds pour des projets aidant les pays à lutter contre les cancers qui touchent des millions de femmes chaque année. Cette initiative couvrira 17 pays qui sont à la fois membres de l'agence et de la banque.

Le Partenariat mondial pour l'éducation et la BID ont coorganisé un événement à l'occasion des réunions d'automne de la Banque mondiale en 2019. Il s'agit de stimuler l'accès des pays en développement au financement devant leur permettre

de renforcer leurs systèmes éducatifs. L'évènement a réuni les ministres des Finances des pays membres communs et les représentants des fonds souverains arabes. Un projet commun pour le Tadjikistan a permis de récolter une subvention de 10 millions USD du partenariat, en plus des contributions de la BID et du FSID et de la collectivité locale. L'UNICEF contribue au projet par l'assistance technique.

Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a aidé la banque en 2019 dans la décentralisation de ses opérations. Il lui a apporté une assistance technique dans plusieurs domaines, notamment l'élaboration d'un cadre intégré d'assurance qualité, de procédures de travail et de directives de gestion de projets. Le bureau fournira également des services de passation de marchés pour le projet de soutien à l'élimination du paludisme au Nigeria.

2.2.2 MOBILISATION DE RESSOURCES

CADRE DE GESTION DES FONDS

Dans le cadre du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise, la banque intensifie les efforts de mobilisation de ressources afin d'augmenter les ressources hors bilan pour le financement de projets à des conditions de faveur afin d'aider les pays membres à atteindre le développement durable. Un aspect essentiel de cette démarche est la création de fonds fiduciaires et d'autres formes de fonds d'affectation spéciale. La réussite de cette démarche exige que les partenaires potentiels et les autres parties prenantes aient confiance dans la capacité de la banque en matière de gestion de fonds. Il est donc nécessaire que la banque renforce ses capacités dans le domaine de la gestion des fonds extérieurs.

Pour relever ce défi, un examen des fonds fiduciaires et des fonds d'affectation spéciale existants a été effectué et les meilleures pratiques internationales ont été étudiées, ce qui a conduit à la formulation d'un cadre de gestion de fonds, reflétant les meilleures pratiques, ainsi que des dispositions de gouvernance et de fonctionnement solides et transparentes. La phase de développement du cadre de gestion de fonds a été achevée et approuvée par la direction en décembre 2019.

« Dans le cadre du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise, la banque intensifie les efforts de mobilisation de ressources afin d'augmenter les ressources hors bilan pour le financement de projets à des conditions de faveur afin d'aider les pays membres à atteindre le développement durable. »

En établissant ce cadre, la banque renforce sa collaboration avec les partenaires internationaux du développement afin de mobiliser davantage de ressources hors bilan pour financer plus de projets dans les pays membres. Ce cadre garantit que tous les fonds fiduciaires et les fonds d'affectation spéciale actuels et futurs fonctionnent sur des bases stables et avec le soutien durable des donateurs.

Les prochaines étapes, y compris une solution informatique qui assurerait la gestion et la gouvernance efficaces et efficientes des fonds, concernent la mise en œuvre du nouveau cadre dont les éléments majeurs devraient être achevés en 2021. Des ajustements y seront apportés à chaque fois qu'il est nécessaire.

OUTRE LA MISE EN PLACE DU CADRE DE GESTION DE FONDS, LES ACTIVITÉS DE MOBILISATION DE RESSOURCES SUIVANTES ONT ÉTÉ RÉALISÉES EN 2019 :

Les soukook waqf en espèces constituent un nouvel instrument destiné contribuer par 1 milliard USD aux efforts de mobilisation de ressources du FSID. Le principe consiste à canaliser le produit des émissions de soukook vers des investissements conformes à la charia et les retours nets sur ces investissements seront renoncés par les détenteurs de soukook au profit des projets de la BID. Après l'approbation en février 2019 par le Conseil des Directeurs exécutifs, la préparation des documents juridiques nécessaires au lancement du programme est en cours de finalisation. La première émission sera de 200 millions USD.

Le Fonds d'investissement waqf ihsan est un autre instrument innovant de mobilisation de ressources, axé sur le concept temporaire de waqf en espèces. Il est conçu pour lever des ressources en capital d'auprès de bienfaiteurs par l'intermédiaire d'un gestionnaire de fonds extérieur. Ces ressources seront utilisées comme waqf temporaire à terme prédéterminé. Les produits des ressources investies seront utilisés pour le financement de programmes de la banque. A terme, le capital sera ou retourné à son propriétaire ou retenu définitivement, selon la décision du bienfaiteur. Le premier fonds du genre pour l'autonomisation d'Al Qods d'un capital de 100 millions USD (20 millions USD provenant du FSID) a été créé sur approbation du Conseil des Directeurs exécutifs de la BID en septembre 2019, tandis que la signature de l'accord relatif à la création du second fonds avec Investcorp devrait intervenir en janvier 2020.

Awqaf Capital (ACAP) est une initiative visant à mobiliser, gérer et investir des ressources awqaf. L'objectif est d'établir une plateforme mondiale de donateurs waqf en espèces, d'organisations caritatives et d'investisseurs. Les contributions seront investies et gérées en vue de générer des revenus pour des causes sociales dans les pays membres et les communautés musulmanes de pays non-membres. Outre son effet de développement, la plateforme complétera les efforts de la banque dans le développement des actifs awqaf qui recèlent un énorme potentiel estimé entre 3 et 4 trillions USD au minimum. L'étude de faisabilité a été achevée en 2019 et la plateforme devrait être mise sur pied en 2020.

« Conformément au Programme quinquennal du Président, la banque a continué en 2019 à établir et à renforcer ses relations avec le secteur privé, notamment les institutions financières et d'investissement commerciales, afin de sensibiliser et de tirer parti de la croissance des opérations non-souveraines (PPP) de la banque. »

Le partenariat avec TRINE, une plateforme de financement participatif opérant à partir de la Suède, est conçu pour développement des plateformes de financement participatif conformes à la charia afin de financer des solutions d'énergie propre et durable hors réseau dans les pays membres de la banque. La proposition a été approuvée par le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID en juillet 2019 et la mise en œuvre devrait commencer en 2020. Ce projet est conforme au principe fondamental du Programme quinquennal du Président et au nouveau modèle d'entreprise de la BID, en l'occurrence l'augmentation du financement hors bilan. Outre le fait de multiplier par trois la contribution de la banque (1 million USD), le projet permet de renforcer l'effet de développement en fournissant l'énergie renouvelable aux pays membres et en facilitant le transfert vers la banque et les pays membres de connaissances précieuses à la fois sur le financement participatif et l'énergie renouvelable.

Par ailleurs, des mécanismes innovants de mobilisation de ressources ont été consolidés en 2019. Grâce à leur partenariat, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la banque ont lancé une nouvelle initiative majeure, le Fonds One WASH, pour lutter contre le choléra et d'autres maladies diarrhéiques dans 29 pays membres. Le fonds tentera de réduire de 90% les décès dus au choléra et d'améliorer la vie de cinq millions de personnes. Le fonds est conçu selon un modèle évolutif qui utilise un mécanisme de financement innovant mis en place pour attirer de nouveaux capitaux philanthropiques et privés en combinant les contributions de la finance sociale islamique avec les financements conventionnels humanitaires.

Conformément au Programme quinquennal du Président, la banque a continué en 2019 à établir et à renforcer ses relations avec le secteur privé, notamment les institutions financières et d'investissement commerciales, afin de sensibiliser et de tirer parti de la croissance des opérations non-souveraines de la banque.



LE FONDS
WASH
TENTERA DE RÉDUIRE LES
DÉCÈS DUS AU CHOLÉRA DE

90%
ET D'AMÉLIORER LA VIE DE
5 MILLIONS
DE PERSONNES



**BOURSES D'ÉTUDES DE LA BID
LA PROPORTION DES CANDIDATES
EST PASSÉE DE 28% EN 2018 À**

36%

EN 2019 POUR LES MAÎTRISES, ET À

52%

**POUR LES DOCTORATS. CETTE AUGMENTATION
DE LA PARTICIPATION DES FEMMES EST
ENCOURAGEANTE DANS LE CONTEXTE DES
EFFORTS DÉPLOYÉS POUR LA RÉALISATION DE
L'ODD5 (ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES).**

**POUR LA PREMIÈRE FOIS, DES COMMUNAUTÉS
MUSULMANES DE FINLANDE, TAIWAN,
UKRAINE ET ROYAUME-UNI ONT PU
BÉNÉFICIER DES PROGRAMMES.**

2.3 SERVICES SPÉCIAUX DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

2.3.1 SERVICES SPÉCIAUX DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

Les programmes de bourses d'études ont été remaniés dans le cadre de la nouvelle stratégie de bourses d'études visant à attirer des étudiants talentueux, hommes et femmes, et à développer les compétences nécessaires à l'autonomisation des communautés. Un accent particulier y est mis sur les sciences de durabilité afin d'appuyer la réalisation du Programme quinquennal du Président et les Objectifs de développement durable.

En 2019, un nouveau portail de bourses d'études a été lancé dans le cadre de la nouvelle stratégie pour assurer la visibilité, la transparence, la clarté, la communication rapide et facile sur les programmes et les processus d'attribution dans le monde entier. Grâce à l'amélioration de la marque et à une communication accrue par le biais du portail, la banque a reçu 187.000 demandes provenant de 192 pays du monde entier, contre 2.000 demandes provenant de 79 pays en 2018. Sur le nombre total des demandes reçues, 41% concernaient des études de premier cycle, 26% des études de maîtrise et 53% des études de doctorat. La proportion des candidates est passée de 28% en 2018 à 36% en 2019 pour les maîtrises, et à 52% pour les doctorats. Cette augmentation de la participation des femmes est encourageante dans le contexte des efforts déployés pour la réalisation de l'ODD5 (Égalité entre les sexes). Pour la première fois, des communautés musulmanes de Finlande, Taïwan, Ukraine et Royaume-Uni ont pu bénéficier des programmes.

En 2019, la banque a mis en place pour la première fois un comité de sélection international chargé de donner des conseils sur la conceptualisation et la mise en œuvre des programmes de bourses d'études. Le comité est composé d'un panel multidisciplinaire, ayant une expertise dans de vastes domaines relevant de la science, de la technologie, de l'innovation et de l'éducation en général. Il s'agit de favoriser une plus grande participation des communautés, d'assurer un processus de sélection plus transparent, et d'identifier les candidats ayant le plus grand potentiel afin de produire le plus grand effet de développement dans des domaines axés sur les **sciences de durabilité** et soutenir la réalisation du Programme quinquennal du Président et les Objectifs de développement durable.

En 2019, la banque a octroyé 1.201 bourses d'études aux étudiants et universitaires les plus qualifiés pour poursuivre des études supérieures dans les domaines les plus nécessaires et les plus avancés, avec un accent particulier sur les sciences de durabilité, dans des universités réputées du monde entier. Il s'agit d'appuyer la réalisation des Objectifs de développement durable adaptés aux besoins de développement des pays membres et des communautés musulmanes du monde entier. Au total, 17.107 bourses ont été accordées sur trois décennies. La banque a produit 87 médecins, ingénieurs et scientifiques (60 en premier cycle, 17 en maîtrise et 10 en doctorat et post-doctorat), ce qui porte à 12.715 le nombre total des diplômés de la BID depuis sa création. Ce sont des professionnels et des chercheurs en développement bien formés qui transforment

« Les programmes de bourses d'études ont été remaniés dans le cadre de la nouvelle stratégie de bourses d'études visant à attirer des étudiants talentueux, hommes et femmes, et à développer les compétences nécessaires à l'autonomisation des communautés. Un accent particulier y est mis sur les sciences de durabilité afin d'appuyer la réalisation du Programme quinquennal du Président et les ODD. »

leur pays et exercent un effet positif sur les générations futures. Ce chiffre témoigne de la réussite des programmes de bourses d'études dans le développement des compétences nécessaires pour relever les défis de développement auxquels sont confrontés les pays membres et les communautés musulmanes dans le monde entier. Actuellement, 2.354 personnes poursuivent leurs études dans des universités réputées du monde entier.

PROGRAMME DE BOURSES D'ETUDES BID-FSID

Un nouveau programme de bourses d'études financé par le Fonds de solidarité islamique pour le développement au profit des pays membres les moins avancés a été lancé en 2019 dans le but spécifique de réduire la pauvreté. Le FSID financera le programme avec 1 million USD par an sur dix ans. Au total, 75 bourses d'études seront octroyées annuellement à des étudiants financièrement démunis et académiquement méritants pour leur permettre d'accéder à l'enseignement et à la formation professionnels ainsi qu'aux études de premier cycle. Il s'agit de les autonomiser pour s'émanciper du joug de la pauvreté et de les doter des moyens leur permettant de contribuer au développement de leurs pays. Avec le même budget alloué au programme, la banque a été en mesure d'accorder 135 bourses par an, contre 75 prévues initialement. L'augmentation du nombre de bourses s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour élargir le programme par des partenariats avec les pays membres, comme la Malaisie, le Maroc et la Turquie.

PROGRAMME DE BOURSES BID-TWAS

Dans le cadre des efforts visant à apporter un soutien plus conséquent aux pays membres les moins avancés, un programme conjoint avec l'Académie mondiale des sciences (TWAS) de Trieste, en Italie, a été lancé en 2019 pour le renforcement des capacités humaines dans les domaines essentiels de la science, la technologie et l'innovation. Ci-après les résultats de cette collaboration :

1. Attribution de bourses à 20 scientifiques de pays membres parmi les moins avancés pour qu'ils entreprennent des recherches postdoctorales ;
2. Lancement d'un projet commun de recherche et de transfert de technologies sur des thématiques liées aux défis de la durabilité au titre des ODD ;
3. Soutien à neuf scientifiques réfugiés ayant fui les conflits dans les pays membres ; et
4. Organisation d'un atelier de haut niveau sur le lien entre la science, la politique et la diplomatie, le premier du genre dans le monde musulman, du 16 au 18 décembre 2019 à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite.

ELARGISSEMENT DES ACTIVITÉS PAR DES PROGRAMMES DE BOURSES D'ÉTUDES COMMUNS

Mue par la volonté de renforcer son avantage concurrentiel et son rôle de chef de file dans un cadre de développement commun et d'attirer des fonds supplémentaires pour élargir ses programmes d'autonomisation des communautés, la BID a conclu en 2019 trois accords de partage des frais avec des institutions réputées du monde de l'éducation, à savoir les universités Cambridge et Oxford du Royaume-Uni et l'Agence marocaine de coopération internationale. Ainsi, le nombre total des accords signés est porté à quatorze.

L'objectif des accords est de partager les frais, ce qui a permis de réaliser des économies de 27 millions USD et d'augmenter considérablement le nombre des bénéficiaires de bourses d'études de 380 en 2018 à 1.201 en 2019. En outre, 286 bourses d'études supplémentaires ont été octroyées grâce à la gestion efficace des fonds de la BID pour l'éducation dans les communautés musulmanes de pays non-membres, qui a permis d'améliorer le remboursement des prêts par les diplômés.

ANCIENS BOURSIERS : TRADUIRE LES RÉSULTATS EN UN IMPACT DURABLE

Une nouvelle plateforme d'anciens boursiers a été mise en place en 2019. Elle réunira les diplômés dans un réseau qui leur permettra d'échanger les idées, les exemples de réussites et les meilleures pratiques, et de se perfectionner. Plus particulièrement, la plateforme permettra de :

1. mettre davantage l'accent sur la participation des anciens boursiers par leurs expertise et talent à la promotion de l'économie axée sur la connaissance dans les pays membres et les communautés musulmanes de pays non-membres ;
2. présenter les projets et les idées des anciens boursiers et de relier leurs travaux de recherche à l'industrie et aux investisseurs grâce aux fonds Engage et Transform ; et
3. mettre à profit l'expertise des anciens boursiers dans le renforcement des capacités nécessaires à la création d'emplois dans les pays membres et les communautés musulmanes de pays non-membres.

2.3.2 ACCÈS À L'ÉDUCATION AUX ENFANTS NON-SCOLARISÉS

La BID collabore avec le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) pour optimiser l'investissement dans l'éducation, une plus grande efficacité et un meilleur résultat. La BID est sélectionnée pour le rôle d'agent de la subvention de 10 millions USD du GPE pour le Tadjikistan. Pour débloquer les fonds du GPE, la BID a approuvé un financement mixte de 30 millions USD pour le premier projet dans ce cadre. L'objectif principal de cette collaboration est de donner accès à l'éducation aux enfants non-scolarisés, le slogan étant de « Accès à l'école à tous les enfants dans les pays membres de l'OCI à l'horizon 2030 ». Pour une mise en œuvre efficace du programme, la BID a accueilli le 4 avril 2019 un forum des parties prenantes à l'occasion de la réunion annuelle 2019 tenue à Marrakech. L'évènement a débouché sur une déclaration de la BID et des partenaires de développement sur l'action commune afin de mobiliser les ressources nécessaires à la scolarisation de 28 millions d'enfants et la réalisation de l'ODD4 (Éducation de qualité) grâce à une coalition mondiale pour l'éducation.

Le Cadre commun de référence pour la langue arabe a pour but d'harmoniser et de normaliser les contenus des programmes, les pratiques pédagogiques, les méthodes d'évaluation et les procédures d'accréditation ou de certification pour l'enseignement et l'apprentissage de la langue arabe dans le monde. La réunion consultative des parties prenantes a été tenue en novembre 2019 au siège de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) à son siège en Tunisie. Il a été décidé à l'unanimité de confier à l'ALECSO la coordination et la préparation d'une proposition détaillée à soumettre à la BID qui la financera par une subvention d'assistance technique.



2.3.3 AMÉLIORATION DES SERVICES DE SANTÉ

Consciente de la nécessité de renforcer les soins de santé, la BID a adopté une nouvelle politique du secteur de la santé reposant sur six piliers principaux, à savoir

1. soins de santé aux groupes les plus vulnérables, difficiles à atteindre et démunis ;
2. soins de santé primaires à tous, tant au niveau de la communauté que des établissements, aussi bien par des canaux courants que nouveaux et innovants ;
3. programmes de financement adéquats et durables de soins de santé primaires abordables, efficaces et de qualité pour tous ;
4. intégration des efforts de développement social par des investissements à impact ;
5. finance islamique pour la santé et outils et mécanismes innovants axés sur les données pour un résultat optimal des investissements ; et
6. amélioration de la gouvernance et renforcement des capacités du secteur de la santé dans la banque et les pays membres.

INITIATIVE DE PARTENARIAT SUR LE CANCER DES FEMMES

Un partenariat entre la BID et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a abouti au lancement de l'Initiative de partenariat pour lutter contre les cancers chez les femmes le 17 septembre 2019 à Vienne, en Autriche. Cette initiative repose sur la proposition de financement conjointe AIEA-BID intitulée « Amélioration des diagnostic et traitement des cancers chez les femmes dans les pays à faibles et moyens revenus ». Une évaluation des besoins de financement des pays membres a été compilée afin d'éclairer les interventions. Le partenariat vise à améliorer la santé maternelle et génésique des femmes dans les pays visés, en renforçant les capacités pour dispenser des services efficaces, sûre et durables de lutte contre le cancer dans dix-sept pays membres (Albanie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Djibouti, Irak, Kirghizstan, Libye, Malaisie, Maroc, Niger, Ouzbékistan, Sierra Leone, Sénégal et Tadjikistan).

PROJET DE SANTÉ GÉNÉSIQUE EN SIERRA LEONE

Financé par la BID, la Banque mondiale, Global Financing Facility et le gouvernement de la Sierra Leone, le projet porte sur la santé génésique des mères et la santé des nouveau-nés et adolescents dans le pays. En Sierra Leone, le taux de mortalité maternelle est de 1.360 pour 100.000 naissances vivantes et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 120 pour 1.000 naissances vivantes. Le projet vise à donner accès à des services de soins à fort impact et efficaces. Il est doté d'une enveloppe totale de 72,48 millions USD, dont 27,50 millions USD de la BID, 1,98 millions USD du pays, 40 millions USD de la Banque mondiale et 10 millions USD du Global Financing Facility. Le financement de la Banque mondiale et de Global Financing Facility couvrira les mêmes volets du projet dans sept districts.

2.4 PROMOTION DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

La stratégie de la BID pour le partenariat public-privé (PPP) est fondée sur la participation du secteur privé au développement de l'infrastructure. Le partenariat public-privé sert à mobiliser des ressources du marché pour appuyer des investissements économiquement et financièrement viables dans l'infrastructure, et réaliser le développement inclusif et durable. Les interventions de la banque au titre du partenariat public-privé ont connu une hausse, avec un total de 4,25 milliards USD de financement direct dans vingt pays membres. Elles constituent 59 transactions dans différents secteurs, notamment les transports (aéroports et routes à péage), l'énergie (électricité, pétrochimie et raffinerie), la santé, les mines, l'industrie et le dessalement. Ces interventions comprennent quatre lignes de financement de 630 millions USD accordées à des institutions financières pour promouvoir la banque islamique et les petites et moyennes entreprises dans les pays membres. La figure 2.3 ci-après présente les répartitions sectorielle et régionale du portefeuille du partenariat public-privé.

Outre la mise en œuvre de projets, la BID offre des services de conseil techniques sur le partenariat pour renforcer les capacités des pays membres et créer l'environnement favorable aux investissements privés dans les projets d'infrastructure sociale et économique. Actuellement, la BID offre de tels services aux :

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, ARABIE SAOUDITE

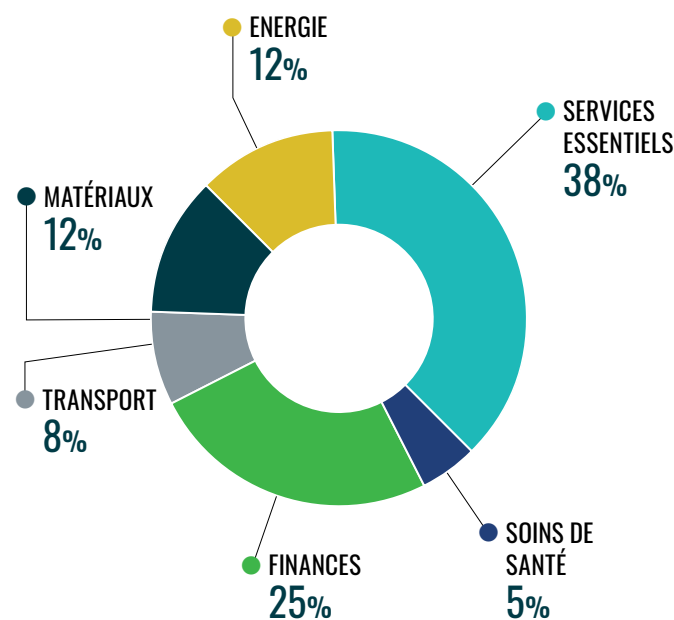
La banque aide le ministère de la Santé saoudien dans son programme de participation du secteur privé aux services de laboratoires médicaux du royaume. La première phase mettra l'accent sur Riyad et Djeddah. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une réforme plus large, actuellement en cours, pour la transformation du secteur de la santé, conformément à la Vision 2030 du royaume. Les services de conseil que fournira la BID procèdent de son expérience solide dans le financement par le partenariat public-privé du secteur de la santé. Ils ouvriront la voie à d'autres interventions similaires auprès des pays membres.

MINISTÈRE DU TRANSPORT, INDONÉSIE

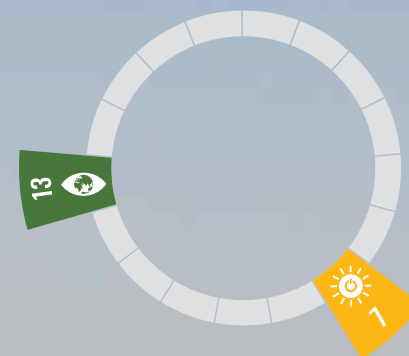
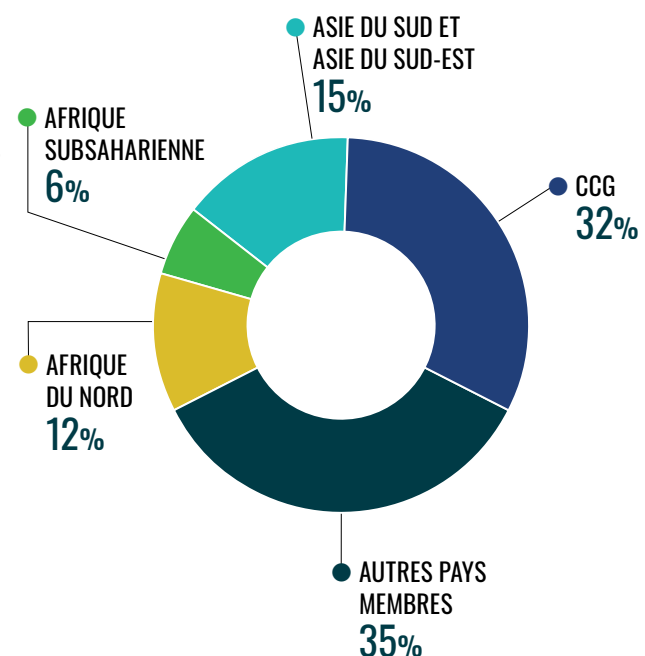
La banque apporte une assistance technique aux projets de transport en partenariat public-privé en Indonésie. L'assistance est en accord avec la stratégie de partenariat 2016-2020 avec l'Indonésie, dont l'objectif est de réduire les disparités entre régions par le développement de l'infrastructure sociale et économique. Elle appuie également les plans stratégiques du pays qui mettent l'accent sur le développement des régions frontalières afin de réduire les inégalités et de renforcer la croissance économique. Cette opération s'inscrit dans le droit fil de la Stratégie décennale de la BID, notamment les piliers de développement du secteur privé, de l'infrastructure sociale et économique, et de renforcement des capacités.

FIGURE 2.3 RÉPARTITIONS RÉGIONALE ET SECTORIELLE DU PORTEFEUILLE DU PPP

RÉPARTITION SECTORIELLE (ROC)



RÉPARTITION RÉGIONALE



ENCADRÉ 2.1 SIX PROJETS SOLAIRES DE 50 MW DE SCATEC À ASSOUAN (ÉGYPTE) - 446 MILLIONS USD

Le projet se veut le moyen d'appuyer les efforts que déploie le pays pour accroître sa capacité de production d'électricité et augmenter la part des énergies renouvelables dans son bouquet énergétique. Il prévoit la construction de six centrales solaires et fait partie du parc solaire Benban de 1,8 GW qui est un des parcs solaires les plus vastes au monde.

En avril 2017, SCATEC Solar, KLP Norfund et Africa 50 avaient signé un accord de vente d'électricité au gouvernement d'une durée de 25 ans. L'électricité sera produite par six centrales solaires d'une capacité de 300 MW, situées près d'Assouan, en Haute-Égypte. C'est le plus grand parc solaire au monde, qui utilise des modules solaires à double-face permettant de produire davantage d'énergie propre. La production annuelle, estimée à 870 GWH, est suffisante pour alimenter plus de 420.000 ménages. Par ailleurs, les centrales réduiront les émissions en dioxyde de carbone de 350.000 tonnes par an.

La BID avait approuvé un total de 80 millions USD pour six projets de centrales solaires indépendantes de 50 MW, dans le cadre du programme égyptien de tarifs d'achat d'énergie renouvelable. **Les six projets représentent 13% du programme.**

Les centrales sont branchées au réseau d'alimentation et quatre d'entre elles ont commencé à facturer l'électricité qu'elles produisent, à l'acheteur, la Société égyptienne de transport d'électricité. Le projet de SCATEC s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la BID à appuyer la réalisation de l'ODD7 (Energie propre et d'un coût abordable) dans les pays membres. Les projets de SCATEC sont en accord avec la stratégie du pays visant 26% d'électricité produite de sources renouvelables à l'horizon 2020. Ils allégeront le fardeau sur les ressources en hydrocarbures qui seront consacrées à d'autres usages et permettront de réduire les importations.

ENCADRÉ 2.2 PROJET D'HÔPITAL UNIVERSITAIRE ET DE RECHERCHE À MANISA, RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

Face aux défis d'une urbanisation rapide, la Turquie a lancé en 2003 un programme complet de transformation et de restructuration de son système de santé. L'objectif principal du programme est de mobiliser l'investissement privé pour offrir aux citoyens des services de santé complets et de qualité. L'amélioration de l'accès à des services de santé modernes constitue un élément important de la vision à long terme du pays. En appui aux efforts déployés par le pays pour améliorer l'accès à des services de soins de qualité, la BID a financé, en qualité de chef de file pour la première fois en Turquie, le projet de l'hôpital universitaire de Manisa. Près de 80% des financements ont été mobilisés d'institutions financières islamiques. La BID a approuvé une participation au projet à hauteur de 95 millions d'euros dont 35 millions d'euros du Fonds de l'OPEP pour le développement international au titre de la tranche B. La durée du financement est de dix-huit ans.

L'hôpital universitaire de Manisa a inauguré ses activités avec une capacité de 558 lits en octobre 2018, soit six mois avant le délai prévu au départ. Durant les six premiers mois de 2019, le taux d'occupation moyen était arrivé à 76%. Les patients externes et hospitalisés mensuellement dépassent respectivement 100.000 et 13.000. Près de 2.000 interventions chirurgicales ont été effectuées en si peu de temps. Par ailleurs, l'audit des normes de qualité réalisé par le ministère de la Santé en juillet 2019 a noté l'hôpital 96 sur 100.

L'hôpital offre ses services à 1,4 millions de personnes vivant aussi bien dans la ville de Manisa que dans les villes et villages avoisinants. Complètement équipé, l'hôpital peut satisfaire environ 2 millions de personnes. L'intervention de la BID s'inscrit dans le cadre de son engagement à accompagner les pays membres dans la réalisation des ODD.



2.5 APPUI AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INCLUSIF ET À LA RÉSILIENCE

2.5.1 AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

La première politique de la banque pour l'autonomisation des femmes a été approuvée en février 2019. Elle repose sur quatre piliers, à savoir l'amélioration de l'accès aux ressources et services ; la prise en charge des besoins des femmes ; la promotion de l'action et de la participation féminine ; et l'apprentissage et le renforcement des capacités. La Stratégie de développement des jeunes a également été approuvée en décembre 2019. Elle constitue un cadre cohérent pour la mise en œuvre de programmes, projets et activités en faveur des jeunes, et met un accent particulier sur trois piliers, en l'occurrence, l'éducation, la capacitation économique et la participation. La mise en œuvre de la stratégie contribuera à la réalisation des ODD8 (Travail décent et Croissance économique) et 4 (Éducation de qualité).

Les questions du genre et des jeunes ont été analysées pour mieux appréhender les défis des pays membres. En 2019, six pays membres (Afghanistan, Bénin, Burkina-Faso, Jordanie, Mali et Pakistan) ont été analysés, ce qui porte le nombre total des pays à dix-sept. Les analyses aideront dans l'identification et la conception d'interventions de développement adéquates. Le guide de la microfinance islamique pour les femmes a également été élaboré en 2019 et sert de base à l'exécution de projets destinés à l'autonomisation des femmes. Par ailleurs, la plateforme pour l'employabilité des jeunes a été lancée en 2019 (<https://yep.isdb.org>) dans le but d'améliorer les compétences nécessaires à l'emploi des jeunes dans les cinq filières privilégiées par la BID, à savoir l'alimentation et l'agro-industrie ; le textile, l'habillement, le cuir et la chaussure ; la pétrochimie et le pétrole ; la construction ; et la finance islamique.

En 2019, l'autonomisation des femmes et des jeunes a été davantage prise en compte dans les interventions de la BID, comme en attestent vingt-et-un projets et l'intégration de l'élément « femmes et jeunes » dans la nouvelle génération de partenariat avec les pays membres. Des sessions de formation à l'intention des femmes et des jeunes ont, du reste, été organisées aux centres régionaux d'Ankara, Jakarta et Rabat, en plus de deux ateliers tenus à Djeddah. Ces ateliers avaient pour objectifs de familiariser les personnels des centres régionaux avec la politique d'autonomisation des femmes et la stratégie de développement des jeunes.

En 2019, six subventions à des organisations non-gouvernementales, 1 million USD au total, ont été approuvées pour mener des activités engageant l'intérêt des femmes et des jeunes. Deux organisations non-gouvernementales qui opèrent dans la promotion de l'éducation des filles au Burkina-Faso, Pakistan, Sénégal et Togo ont bénéficié de ces subventions, pour un montant total de 378.000 USD. Trois projets ont également été approuvés pour une valeur de 472.000 USD, destinés au soutien à l'entreprenariat, la microfinance et l'inclusion financière des femmes et des jeunes en Azerbaïdjan, Indonésie et au Tadjikistan. Enfin, la collaboration et la synergie entre les membres affiliés au Groupe de la BID ont permis de renforcer le programme She Trades avec une subvention de 150.000 USD

pour appuyer les chefs d'entreprises femmes dans le secteur de la transformation des produits alimentaires au Maroc. L'objectif est de leur permettre de développer leurs entreprises, d'en faire des projets durables, et de les intégrer aux chaînes de valeur mondiales.

Le programme BRAVE Women financé par We-Fi est une subvention de 32,2 millions USD sur cinq ans, accordée dans le cadre de l'Initiative de financement des femmes entrepreneures. Le programme, qui sera mis en œuvre dans trois pays, vise à renforcer la résilience des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes ou appartenant à des femmes, compte tenu de leur potentiel économique inexploité. Par des incitations à l'investissement et le renforcement des capacités, le programme ouvrira aux femmes des opportunités pour accroître leurs entreprises. Le volet du renforcement des capacités a enregistré en 2019 dans les provinces de Sanaa, Aden, Ibb, Hadramout, et Taiz au Yémen des progrès. A ce jour, 1.220 femmes et 500 entreprises ont bénéficié de trente ateliers de formation. Le programme étend ses activités vers le Nigéria et au bout d'un rigoureux processus de sélection, Bank of Industry a été choisie pour le mettre en œuvre. L'objectif est de dispenser des formations spécialisées en entrepreneuriat à quelques 1.500 micros, petites et moyennes entreprises et de mettre à niveau 1.200 autres entreprises pour obtenir une subvention de contrepartie combinée à l'assistance technique.

2.5.2 RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL INCLUSIF

Soucieuse de lutter contre la fragilité et de renforcer les capacités de gestion de catastrophes pour augmenter la résilience des pays membres touchés, la banque a approuvé en 2019 trois politiques : Politique de lutte contre la fragilité et de résilience, Politique sur la participation de la société civile, et Politique de gestion des risques de catastrophe et de résilience. En partenariat avec le FSID et le PNUD, un programme sur l'autonomisation innovante et transformatrice des organisations non-gouvernementales pour la réduction de la pauvreté a été conçu et sa mise en œuvre approuvée. Il vise à donner aux organisations de la société civile nationales les moyens d'améliorer le bien-être socioéconomique des communautés difficiles à atteindre, en favorisant la formation des réfugiés, la création d'emplois, le renforcement de la résilience et l'amélioration des moyens de subsistance. Le coût total du programme est de 21 millions USD et bénéficie de la contribution de plusieurs partenaires au développement. Il a été lancé en septembre 2019 lors de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, États-Unis.

Grâce au partenariat, une plateforme internationale de financement participatif, Tadamun (solidarité) a été lancée. Elle permettra de partager les connaissances, les expériences et les leçons, et de mobiliser des ressources nécessaires aux organisations de la société civile. Plus de vingt-et-un partenaires de développement, dont la Banque africaine de développement, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, Save the Children International, Plan International et Spark, ont signé des déclarations de soutien au programme pour un total d'environ 11,5 millions USD.

En 2019, la BID a approuvé des projets d'intervention d'urgence pour un montant total de 1 million USD dans quatre pays membres, à savoir l'Iran (300.000 USD), le Mali (300.000 USD), le Mozambique (300.000 USD) et la Sierra Leone (100.000 USD). Ces approbations ont essentiellement porté sur l'aide d'urgence directe pour sauver les vies, principalement des femmes et des enfants touchés par les inondations en Iran, le cyclone IDAI à Beira, Mozambique (mars 2019) et les inondations à Bamako, Mali (mai 2019). Les sinistrés ont reçu des denrées alimentaires (riz, millet, lait et huile) et d'autres produits (moustiquaires et couvertures). Ces approbations sont en accord avec l'objectif stratégique d'adapter les projets d'intervention d'urgence à l'appui des populations touchées par des biens de secours, des campagnes de sensibilisation aux catastrophes, des messages sur l'hygiène, l'accompagnement psychologique, et la prévention ou l'atténuation des effets potentiels des inondations sur la population locale.

Au titre de son Programme sur les organisations non-gouvernementales, la banque a approuvé trois opérations de 420.383 USD en Somalie, au Tchad et Yémen. Les opérations ont principalement porté sur le renforcement de la résilience des communautés difficiles à atteindre par la mise à niveau des compétences des agriculteurs locaux, le renforcement des capacités des organisations non-gouvernementales locales au sein des communautés touchées par la guerre, et l'amélioration de l'employabilité des jeunes déplacés à l'intérieur de leurs pays.

La banque a publié son premier rapport sur la résilience, qui se veut l'outil de diffusion des meilleures pratiques. Le rapport devrait être une publication régulière axée sur la résilience des pays membres. Il aidera les parties prenantes à mieux appréhender la résilience, investir dans des projets viables, et assurer la mise en œuvre efficace des interventions.

Par ailleurs, la banque a adopté en 2019 le mécanisme d'évaluation de la fragilité et de la résilience, outil important d'analyse des degrés, facteurs et causes de fragilité et de conflit dans les pays membres. Les résultats et les recommandations de l'évaluation constituent des données essentielles pour la préparation des stratégies de partenariat avec les pays membres. En collaboration avec la Banque africaine de développement, des partenaires de développement et des organisations de la société civile, la banque a organisé des événements pour faire participer la société civile, élaborer un programme de renforcement des capacités, et promouvoir le dialogue stratégique et le plaidoyer.

PROGRAMME D'AIDE AUX COMMUNAUTÉS MUSULMANES

Le Programme d'aide aux communautés musulmanes est un programme spécial qui prévoit des interventions auprès des communautés musulmanes établies dans des pays non-membres. Le programme s'attaque aux besoins de base et appuie le développement inclusif des communautés musulmanes. Depuis sa création à ce jour, le programme a approuvé 883,09 millions USD pour la mise en œuvre de 1.800 opérations dans divers secteurs : l'éducation, le renforcement des capacités, et les soins de santé. Du total des approbations, 763,45 millions USD, soit 86,5%, ont été décaissés pour la mise en œuvre de projets qui sont en majorité achevés. Répartis sur les régions Asie, Océanie, Afrique, Amérique et Europe, les projets couvrent 84 pays.

En 2019, 5,1 millions USD, soit 0,3% du total des approbations des ressources ordinaires en capital de la banque, ont été approuvés au titre du programme qui a répondu aux besoins de développement de base des communautés musulmanes dans des pays non-membres.

2.5.3 LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR LA RÉSILIENCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La BID considère que les changements climatiques constituent un sérieux obstacle au développement durable. C'est pourquoi elle a lancé des initiatives stratégiques pour pallier les risques climatiques et saisir les opportunités. La politique de lutte contre les changements climatiques a été approuvée en février 2019. Elle repose sur quatre piliers, en l'occurrence l'intégration des plans d'action des pays membres dans les activités du Groupe de la BID, le renforcement de la résilience aux changements climatiques, le soutien à la transition vers une économie verte, et la mobilisation de ressources. La banque a approuvé le cadre de mise en œuvre de la politique de lutte contre les changements climatiques qui définit (1) les modalités de prise en compte des questions climatiques dans les opérations de la banque ; et (2) les rôles et responsabilités qu'impliquent la mise en œuvre de la politique. Aussi la banque a-t-elle élaboré un plan d'action climatique quinquennal 2020-2025 qui sera lancé début 2020. Du total des engagements, le plan prévoit d'atteindre l'objectif de 35% de financement de l'action climatique à l'horizon 2025.

En 2019, plus de 30 projets à différents stades de mise en œuvre et relevant des 11 centres régionaux (tableau 2.1), ont bénéficié d'inputs liés à la lutte contre les changements climatiques. Ils ont été évalués en fonction des risques climatiques par des experts dont les contributions visent à améliorer la résilience aux changements climatiques, tirer parti des avantages connexes, et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la banque a intégré les risques et les opportunités liés aux changements climatiques dans la formulation des stratégies de partenariat avec quatre pays membres, à savoir le Gabon, les Maldives, le Maroc et la Turquie. Le graphique 2.4 ci-dessus illustre l'évaluation de la contribution des projets et programmes de la banque à la lutte contre les changements climatiques.

La banque a commencé en 2019 à appliquer l'outil de détection des risques climatiques, Aware for Projects, à tous ses projets. Cet outil permet d'évaluer les risques climatiques et géologiques

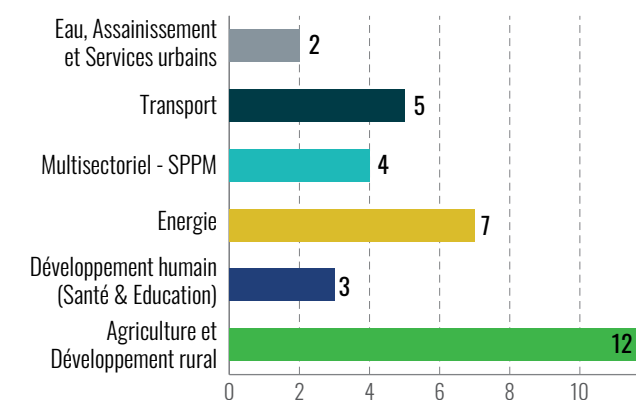


LA BID CONSIDÈRE QUE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES CONSTITUENT UN SÉRIEUX OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE. C'EST POURQUOI ELLE A LANCÉ DES INITIATIVES STRATÉGIQUES POUR PALLIER LES RISQUES CLIMATIQUES ET SAISIR LES OPPORTUNITÉS.

TABLEAU 2.1 PRISE EN CHARGE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES PROJETS DE LA BID (2019)

Niveau de contribution	Nombre de projets/programmes
Niveau 1 : zéro contribution	Néant
Niveau 2 : vérification des risques climatiques, et revue et validation des documents des projets	Néant
Niveau 3 : vérification des risques climatiques, et contribution directe aux documents des projets	22
Niveau 4 : vérification des risques climatiques, et participation à l'appréciation préalable des projets et contribution à leurs documents	11
Total	33

GRAPHIQUE 2.4 EVALUATION DES RISQUES CLIMATIQUES AU TITRE DES PROJETS DE LA BID SELON LES SECTEURS (2019)



PLUS DE
30 PROJETS
ONT BÉNÉFICIÉ D'INPUTS LIÉS À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN 2019.

et d'examiner les projets en fonction des risques climatiques afin que les équipes des projets prennent en compte les risques climatiques éventuels. La banque a également publié des orientations sur les changements climatiques pour quatre secteurs clés, à savoir l'agriculture, l'énergie, les transports et l'eau, lesquelles orientations sont destinées à être respectées par les équipes des projets, les partenaires de développement et les parties prenantes concernées dans les pays membres.

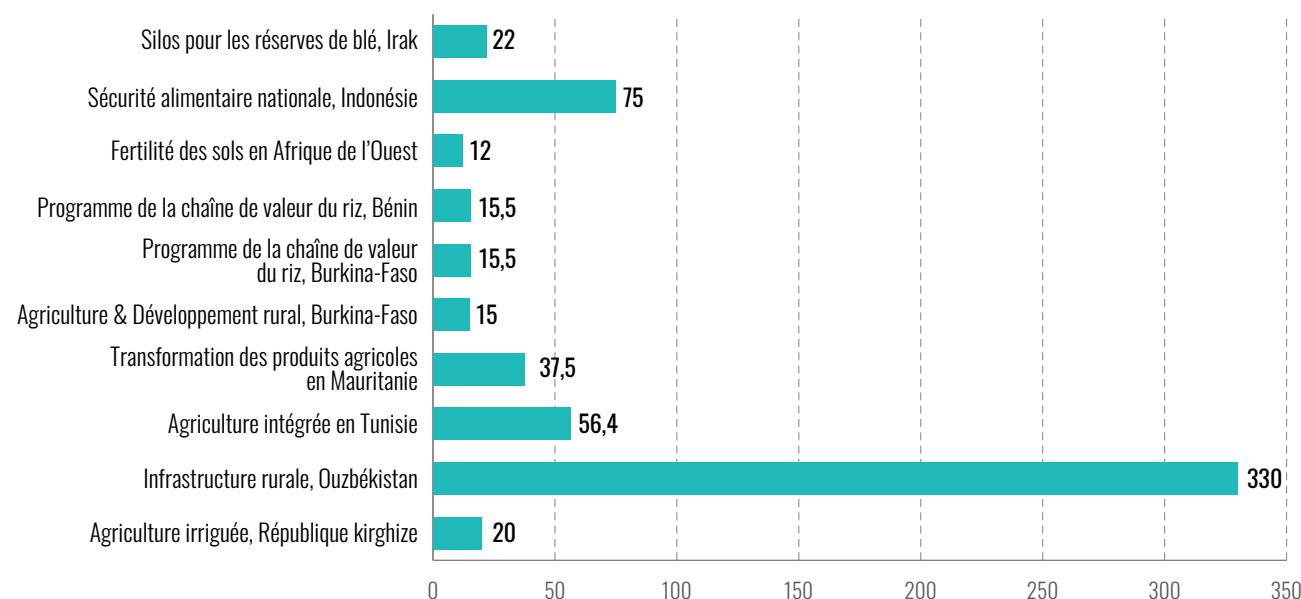
La banque a également dispensé quatre programmes de formation sur les changements climatiques destinée aux pays membres et mis en œuvre trois programmes de renforcement des capacités pour son personnel afin de le sensibiliser aux changements climatiques et de perfectionner ses compétences et connaissances dans le domaine. Par ailleurs, la banque a participé à divers fora régionaux et internationaux sur les changements climatiques, notamment One Planet Summit à l'Assemblée générale des Nations Unies et la 25^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques où elle a été présente dans le pavillon des banques multilatérales de développement et a coorganisé douze événements parallèles avec elles et d'autres partenaires de développement.

2.6 AUTRES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT

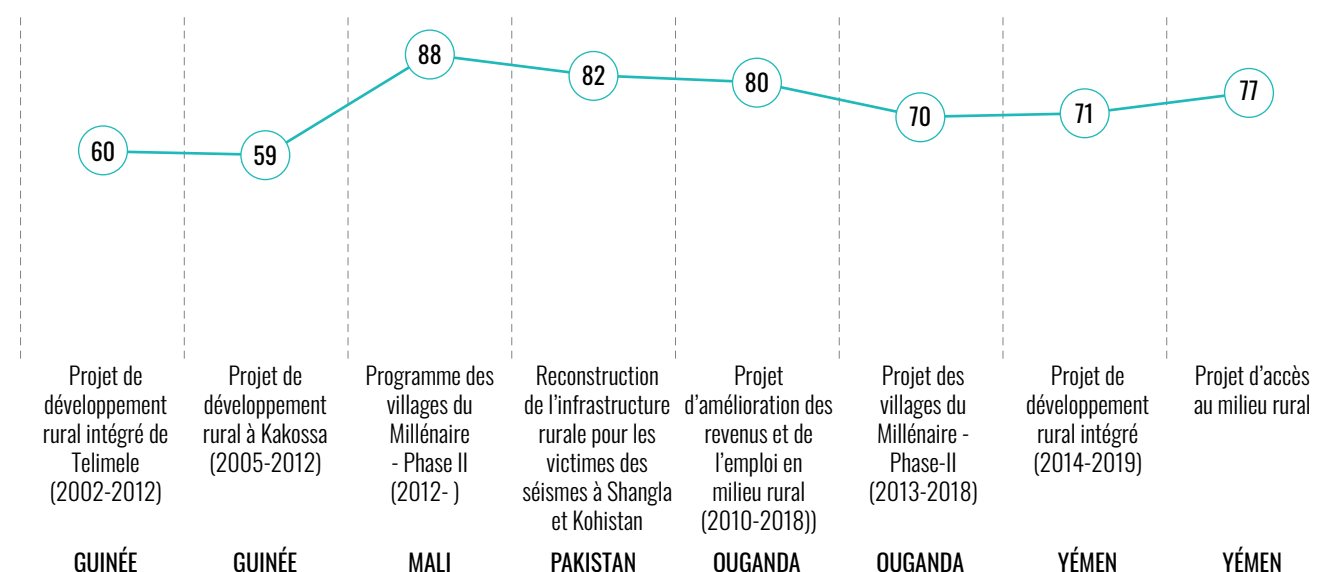
2.6.1 AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ À L'ENTRÉE POUR UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL EFFECTIF

La productivité agricole est essentielle à la réduction effective de la pauvreté. C'est pourquoi la banque continue à augmenter ses financements aux projets de développement agricole et rural. La qualité à l'entrée pour optimiser l'impact des projets est importante. La banque a donc adopté les meilleures pratiques pour renforcer ses projets d'agriculture et de développement rural. Dans le cadre de ses efforts pour améliorer la conception et la qualité à l'entrée des projets, le complexe des Pratiques

GRAPHIQUE 2.5 PROJETS D'AGRICULTURE ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL (MILLIONS USD)



GRAPHIQUE 2.6 NOTE DE PERFORMANCE DES PROJETS ACHEVÉS (%)



mondiales a collaboré en 2019 avec les centres régionaux pour la conception de 10 nouveaux projets d'agriculture d'une valeur totale de 596,9 millions USD. Cet effort a permis d'adopter les meilleures pratiques et de tirer parti des connaissances de différentes régions.

Par ailleurs, huit projets achevés dans cinq pays ont été passés en revue en partenariat avec les bénéficiaires. Ils avaient enregistré des niveaux de décaissement situés entre 65 et 100% à la fin de la cinquième année du délai d'exécution qui a été prorogé de trois mois à quatre ans pratiquement pour tous les projets (graphique 2.6). Ce processus a donné lieu à de précieuses connaissances qui contribueront largement à l'amélioration de la performance des projets à venir.

2.6.2 PROJET SAOUDIEN D'UTILISATION DES VIANDES SACRIFICIELLES

L'Arabie saoudite a confié à la Banque islamique de développement la gestion des rites du sacrifice (hady et adahi) afin d'assurer le respect des exigences de charia et l'utilisation efficace à des fins humanitaires des viandes et d'autres produits dérivés. Le projet offre des services destinés à aider les pèlerins dans l'accomplissement du rite du sacrifice. Il transforme et distribue la viande aux démunis et nécessiteux à travers des organisations caritatives saoudiennes et dans d'autres pays.

TABLEAU 2.2 DISTRIBUTION DES VIANDES SACRIFICIELLES AU TITRE DE 1437, 1438, 1439 ET PLAN DE 1440

N°	Pays	1437	1438	1439	1440
1	Azerbaïdjan	5.000	5.000	5.000	5.000
2	Bangladesh	60.000	60.000	50.000	40.000
3	Burkina-Faso	2.500	2.500	3.000	3.000
4	Tchad	5.000	5.000	5.000	5.000
5	Comores	3.000	3.000	3.000	3.000
6	Djibouti	7.000	7.000	7.000	7.000
7	Palestine	-	1.000	25.000	30.000
8	Guinée-Bissau	5.000	5.000	5.000	5.000
9	Guinée	5.000	5.000	7.000	7.000
10	Jordanie	20.000	20.000	20.000	20.000
11	Liban	15.000	15.000	15.000	10.000
12	Mali	5.000	5.000	5.000	5.000
13	Mauritanie	10.000	10.000	10.000	10.000
14	Mozambique	4.000	4.000	5.000	5.000
15	Niger	2.500	2.500	3.000	3.000
16	Pakistan	10.000	10.000	10.000	10.000
17	Sénégal	10.000	10.000	10.000	10.000
18	Sierra Leone	5.000	5.000	5.000	5.000
19	Soudan	10.000	10.000	10.000	1.000
20	Tanzanie	6.000	6.000	5.000	5.000
21	Gambie	5.000	5.000	5.000	5.000
22	Afghanistan	-	-	5.000	5.000
23	Egypte	-	60.000	20.000	25.000
24	Yémen	-	20.000	20.000	20.000
Distribution hors du royaume, total		195.000	275.000	233.000	233.000
Distribution à l'intérieur du royaume, total		517.842	652.480	675.000	674.137
Total		712.842	927.480	908.000	907.138

Bien qu'il soit un projet spécial qui n'entre pas dans le créneau des activités de développement de la banque, le projet offre la possibilité d'aider les plus démunis et les nécessiteux, notamment les personnes touchées par les conflits et les réfugiés vivant dans les camps.

DISTRIBUTION DES VIANDES SACRIFICIELLES

En 1439, 908.000 ovins et 328 bovins ont été immolés. Du total des animaux sacrifiés, 675.000 ovins et tous les bovins ont été distribués aux démunis et nécessiteux du haram, à la Mecque, et aux organisations caritatives du royaume, tandis que le reste, 233.000 ovins, ont été acheminé en dehors du royaume. Le tableau 2.2 ci-dessous présente la distribution des viandes sacrificielles dans différents pays de 1437 à 1439 et le plan de distribution arrêté pour 1440.

PROJET DE GÉLATINE

Une autre initiative née du projet est la fabrication de gélatine à partir des peaux et os des bêtes immolées. Il existe un débouché important pour la gélatine de sources halal à l'échelle mondiale, car une part importante de la gélatine disponible sur le marché mondial pour l'industrie pharmaceutique et les produits alimentaires est d'origine porcine. Ainsi, la Société saoudienne de gélatine et capsules a été créée avec des entrepreneurs chinois pour produire 500 tonnes de gélatine halal. Propriété exclusive du projet, la société a récemment mis à niveau l'usine par la toute dernière technologie en la matière, ce qui a ramené la capacité de production à deux milliards de capsules rigides. Les capsules sont de différentes tailles et il est prévu de porter la production à trois milliards au dernier trimestre 2020.

L'usine des capsules a réussi trois tests. Actuellement, les formalités et documents nécessaires pour l'obtention d'une licence d'exploitation de Saudi Food and Drug Authority sont en cours. L'usine devrait entamer la production au deuxième trimestre 2020, avec quelques 400 tonnes de matières premières en provenance du projet.

MITES DU SACRIFICE EN LIGNE POUR LES PÈLERINS ET AUTRES

Pour simplifier le rite du sacrifice pour les pèlerins et autres, le projet hady et adahi a lancé une plateforme électronique accessible de partout dans le monde. Grâce à la plateforme, il est possible de s'acquitter en ligne du prix et de demander l'accomplissement des hady, fidyah, oudhiyah, sadaqa et aqiqah.

La plateforme permet de constituer une base de données devant servir d'outil de planification pour une meilleure utilisation des viandes sacrificielle, et un meilleur service aux pèlerins en faisant respecter les exigences de charia, les normes sanitaires, et la préservation de l'environnement. Par ailleurs, la gestion et le contrôle de la distribution des viandes sacrificielles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume sont assurés par la banque. Le nombre total des coupons vendus en 1440 (2019) par différents canaux (le projet, le site et les agents) a été de 938.731.



3 AMELIORATION DE L'EFFICACITE INSTITUTIONNELLE ET DE DEVELOPPEMENT

Ce chapitre présente les activités de la BID dans le domaine de l'efficacité institutionnelle et met l'accent sur le Conseil des gouverneurs, le Conseil des Directeurs exécutifs, l'audit, la gestion des risques, l'évaluation, l'efficacité de développement, la gestion des ressources humaines, entre autres.

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST COMPOSÉ DES REPRÉSENTANTS DES

57 PAYS MEMBRES

CES REPRÉSENTANTS SONT POUR LA PLUPART DES MINISTRES

CHAQUE PAYS MEMBRE EST REPRÉSENTÉ AU SEIN DU CONSEIL DES GOUVERNEURS PAR UN GOUVERNEUR ET UN GOUVERNEUR SUPPLÉANT. CHAQUE MEMBRE DISPOSE DE

500

VOIX, PLUS 1 VOIX POUR CHAQUE ACTION SOUSCRITE

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST LE PLUS HAUT ORGANE DE DIRECTION. IL DÉLÈGUE SES POUVOIRS AU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS

LE CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS EST COMPOSÉ DE



ACTUELLEMENT, LE TOTAL DES EMPLOYÉS RÉGULIERS DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT, DE L'INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHE ET DE FORMATION ET DU FONDS DE SOLIDARITÉ ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EST DE

918

737 EMPLOYÉS SONT AU SIÈGE, TANDIS QUE

181 AUX CENTRES RÉGIONAUX ET AU CENTRE D'EXCELLENCE DE MALAISIE

3.1 CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil des gouverneurs est composé des représentants des cinquante-sept pays membres. Ces représentants sont pour la plupart des ministres. Chaque pays membre est représenté au sein du Conseil des gouverneurs par un gouverneur et un gouverneur suppléant. Chaque membre dispose de cinq cents voix, plus une voix pour chaque action souscrite. En général, les décisions sont prises à la majorité des voix représentées à la réunion. Le Conseil des gouverneurs se réunit une fois par an pour examiner les activités de la banque au titre de l'année d'avant et les stratégies et politiques futures. Lors de sa réunion annuelle, le Conseil des gouverneurs désigne un président qui reste en fonction jusqu'à l'élection d'un autre président lors de la réunion d'après.

Le Conseil des gouverneurs est le plus haut organe de direction. Il délègue ses pouvoirs au Conseil des Directeurs exécutifs au titre des opérations générales de la banque, à l'exception des questions relatives à l'adhésion ou la suspension des membres, l'augmentation ou la réduction du capital autorisé, la modifications de la structure du capital-actions, l'élection du Président de la BID et des directeurs exécutifs, leurs mandats et conditions de service, l'approbation du rapport du commissaire aux comptes et des états financiers, ainsi que la détermination de la réserve et la distribution du revenu net. Conformément à l'Accord portant création de la banque, le Conseil des gouverneurs peut également adopter des règles et règlements à l'effet de créer des institutions subsidiaires nécessaires à l'exécution des opérations de la banque.

QUARANTE-QUATRIÈME RÉUNION ANNUELLE

La quarante-quatrième réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la banque a été tenue les 29 radjab et 1^{er} chaâbane 1440 (5-6 avril 2019) au Palais des congrès de la Palmeraie, Marrakech, Royaume du Maroc, sous le thème « La Transformation : voie de réalisation des ODD dans un monde en constante mutation ». La réunion a été précédée de trois jours de réunions sur diverses thématiques importantes. Il s'agit entre autres du 14^e Forum mondial de la BID sur la finance islamique, du 1^{er} Symposium sur le développement de la finance islamique (ODD - Rôle des institutions islamiques d'infrastructure), du renforcement du rôle des banques multilatérales de développement et des agences de coopération technique de coopérations Sud-Sud et triangulaire dans la réalisation des ODD : cas Maroc-BID, le forum du secteur privé du Groupe de la BID, les Science, technologie et innovation : favoriser l'action pour tous, et le 8^e Forum sur le développement des jeunes 2019 : transformation par l'emploi durable pour tous - combler le fossé.

- Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport annuel 2018 de la BID, approuvé les états financiers et désigné le commissaire aux comptes.

- Le Conseil des gouverneurs a également pris note des points ci-après :

- Rapport actualisé sur la mise en œuvre de la Stratégie décennale du Groupe de la BID et du Programme quinquennal du Président.
- Rapport sur l'allocation d'une part du résultat net de la BID aux opérations d'assistance technique au titre de 1440/1441 (2019).
- Rapport sur l'utilisation de l'allocation spéciale pour le développement du secteur des services financiers islamiques au titre de 1440/1441 (2019).
- Date et lieu de la quarante-cinquième réunion annuelle.
- Élection du président et des deux vice-présidents du Conseil des gouverneurs au titre de la session 1441/1442 (2020).
- Désignation des membres du Comité des procédures de la quarante-cinquième réunion annuelle.

Par ailleurs, le Conseil des gouverneurs a tenu une table ronde pour délibérer avec le Président de la banque de la future orientation stratégique de la BID dans le cadre du Programme quinquennal du Président et souligner le rôle des pays membres dans la création de conditions favorables au travail de la banque qui est un outil efficace propre à opérer la transformation convoitée dans les pays membres. La table ronde a également abordé la thématique de la quête de la transformation : protection des pays membres dans un monde en mutation rapide. Les gouverneurs ont partagé leurs expériences et échangé les leçons sur les réformes déjà adoptées.

3.2 CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS

Le Conseil des Directeurs exécutifs est composé de dix-huit membres dont neuf sont nommés, représentant les neuf actionnaires majoritaires, et neuf élus représentant un groupe allant de quatre à sept pays membres. L'actuel conseil est à sa 15^e session. Il tient généralement cinq réunions par an. Le conseil est responsable des opérations de la banque et exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des gouverneurs ; il prend les décisions nécessaires concernant les activités de la banque, l'approbation du budget, et la soumission des états financiers de chaque exercice à l'approbation du Conseil des gouverneurs.

Les membres du Conseil des Directeurs exécutifs sont également membres dans les comités ci-après :

- Comité administratif et de gouvernance
- Comité des opérations et de l'efficacité du développement
- Comité financier et de gestion des risques
- Comité d'audit

En 2019, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé 32 projets et adopté 97 résolutions sur des questions financières, stratégiques et administratives. Plus de détails sur les réunions tenues par le conseil en 2019 sont fournis au tableau 3.1 ci-dessous.

TABLEAU 3.1 RÉUNIONS DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS TENUES EN 2019

Date de la réunion	N°	Projets*	Assistance spéciale	Stratégies et politiques	Autres	Suivi	Approuvé par le président et soumis pour information**	Points, total	Résolutions adoptées
19 djoumada II 1440 (24 février 2019)	329 ^e	2	-	12	19	2	5	40	15
27 radjab 1440 (3 avril 2019)	330 ^e	3	-	-	8	2	2	15	20
4 dhoul kaada 1440 (7 juillet 2019)	331 ^e	6	-	9	15	2	1	33	15
9 mouharram 1441 (8 septembre 2019)	332 ^e	7	-	6	17	2	-	32	15
18 rabiâ II 1441 (15 décembre 2019)	333 ^e	14	-	4	23	2	-	43	32
Total	5	32	-	31	82	10	8	163	97

(*) Projets et opérations d'assistance technique.

(**) Opérations d'assistance technique approuvées par le président.

REMARQUE : Sur les 163 points examinés, 97 ont été approuvés par le conseil et 8 par le président. Les 82 points restants concernent les rapports des comités, les sessions à huis clos, les points permanents, tels que l'adoption de l'ordre du jour, l'adoption du procès-verbal, le rapport oral du président, les opérations d'investissement et d'autres points soumis pour information.

« La banque maintient un profil-risques sain, une situation financière solide et un niveau de solvabilité compatibles avec la préservation de la note de crédit AAA qui lui est attribuée par les trois agences de notation internationales. »

3.3 GESTION DES RISQUES

Dans l'exécution de sa mission, la banque s'expose à des risques liés, entre autres, au crédit, au marché, à la liquidité et aux opérations. L'appétence aux risques est définie par les exigences du maintien d'un profil-risques prudent garantissant la préservation de la note de crédit la plus élevée. La banque utilise des instruments financiers autorisés et suit un processus de prise de décision précis en matière de gestion des risques.

La banque mène ses opérations dans le respect de cadres précis : gestion des risques, adéquation de capital et des limites des risques, politique et directives de crédit, gouvernance des risques, gestion de l'actif et du passif, gestion des risques des opérations, et processus complet de crédit. La banque assure le suivi du profil-crédit du portefeuille des opérations, évalue les risques des nouvelles opérations, et suit de près les risques de marché et de crédit des opérations de trésorerie.

Dans la gestion des risques, il est dûment tenu compte des règles prudentielles énoncées dans le cadre de gestion de l'adéquation du capital et des risques. Le contrôle des risques est effectué à différents niveaux. Le Conseil des Directeurs exécutifs et son Comité financier et de Gestion des risques approuvent la stratégie, les politiques et les directives de gestion des risques. Outre l'approbation de toutes les politiques de gestion des risques, le Conseil des Directeurs exécutifs examine régulièrement le profil-risques et la performance de la banque pour s'assurer de la conformité aux politiques en vigueur. Pour sa part, la direction de la banque, appuyée du Comité de gestion des risques et du Comité de gestion de l'actif et du passif, assure l'exécution des activités conformément au cadre de gouvernance des risques approuvé.

La banque maintient un profil-risques sain, une situation financière solide et un niveau de solvabilité compatibles avec la préservation de la note de crédit AAA qui lui est attribuée par les trois agences de notation internationales.

La banque accorde une grande importance au renforcement de sa capacité interne de gestion des risques, en plus des contrôles et garanties fiduciaires. Au cours des dernières années, la banque a lancé plusieurs initiatives pour améliorer le cadre de gestion des risques et les processus de gouvernance. Parmi les améliorations introduites, l'on compte l'élaboration d'un cadre d'appétence au risque, la mise en œuvre d'un projet de gestion des risques d'entreprise, le renforcement de la gestion du risque de crédit (mise au point de plateformes-analystes de risque, modélisation des pertes en cas de défaut, modélisation de l'évaluation des risques liés aux prises de participation),

le renforcement du contrôle des risques de marché et de liquidité, la mise en œuvre du projet relatif à l'adoption de la norme internationale d'information financière IFRS-9, et le renforcement de la fonction d'examen des risques au niveau des portefeuilles. La banque s'emploie également à renforcer la culture de gestion des risques, mettre en œuvre son cadre de gestion du risque inhérent aux opérations, et renforcer les contrôles internes.

3.4 AUDIT INTERNE

La fonction d'audit interne est la troisième ligne de défense prévue par le cadre de gestion des risques. Au moyen du Comité d'audit, elle fournit à la direction et au Conseil des Directeurs exécutifs l'assurance indépendante et objective et des conseils à la direction et au conseil sur les principaux processus et systèmes de gouvernance, gestion des risques et contrôle interne, notamment la performance des première et deuxième lignes de défense. Le département d'Audit interne utilise une approche axée sur la gestion des risques pour élaborer son plan d'audit annuel qui tient compte des priorités stratégiques de la banque et des risques importants auxquels elle s'expose. A mesure que des observations sont soulevées, le département évalue la pertinence des plans d'action mis en œuvre par la direction pour résoudre les problèmes et assurer un suivi rigoureux.

En 2019, la fonction d'audit interne s'est renforcée à travers notamment :

- 1) l'introduction d'une plateforme d'audit continu de certains domaines à risque et l'élaboration de tableaux de suivi des plans d'action de direction accessibles aux parties prenantes ;
- 2) l'examen continu des pratiques et processus d'audit interne pour une meilleure efficacité, et ce dans le cadre du Programme d'évaluation et d'amélioration de la qualité de l'audit interne ;
- 3) l'investissement continu dans les outils d'extraction de données et les outils d'audit assistés par ordinateur ;
- 4) le développement d'un partenariat stratégique avec des cabinets d'audit internationaux par des accords-cadres d'internalisation et d'externalisation ; et
- 5) l'amélioration des compétences des auditeurs par des formations et des ateliers.

Les rapports d'activité périodiques qui portent sur les résultats d'audit et les points de situation trimestriels sur l'état d'avancement des plans d'action de direction, sont soumis au Comité d'audit et au Président du Conseil des Directeurs exécutifs, afin de les tenir informés en temps opportun des activités d'audit interne, des observations et de l'état de la mise en œuvre des plans d'action de direction. Dans le cadre de ses efforts continus pour améliorer les pratiques d'audit, l'équipe d'audit interne a pris part à des réunions et conférences internationales, telles que celles du Groupe des responsables d'audit des institutions financières multilatérales, des Représentants des services d'audit interne des organisations des Nations unies, des institutions financières multilatérales, et de l'Institut des auditeurs internes.

3.5 NOTES DE CRÉDIT

La Banque islamique de développement a en 2019 conservé sa note de crédit AAA, assortie d'une perspective stable, attribuée par les trois grandes agences internationales de notation (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings). La note traduit une bonne santé financière, une forte capitalisation, un soutien fort des actionnaires, une performance satisfaisante des actifs opérationnels, un portefeuille diversifié, et un niveau de liquidité stable. La banque est également l'une des institutions multilatérales de prêt bénéficiant de la meilleure note de crédit intrinsèque. Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la banque d'institution multilatérale de développement à pondération de risque zéro.

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation détient depuis 2008 la note de crédit Aa3, assortie d'une perspective stable, attribuée par Moody's. Cette note de solidité financière d'assurance traduit la solidité des éléments de base de la société et le soutien que lui apportent les actionnaires. Par ailleurs, la société étant membre affilié au Groupe de la BID, bénéficie des synergies entre les différentes directions et du soutien de la banque. La qualité de crédit intrinsèque de la société procède de son rôle de fournisseur principal dans le monde de services d'assurance et de réassurance compatibles avec la charia et de sa connaissance approfondie de la région vu qu'elle opère dans les pays membres de l'Organisation de coopération islamique.

Fitch Ratings a confirmé en 2019 la note AA- assortie d'une perspective « stable » de la Société islamique pour le développement du secteur privé. De son côté, Standard & Poor's a baissé la note de la société à A avec une perspective négative, tandis que Moody's l'a baissée à A2 avec une perspective stable, note confirmée vers la fin de l'exercice.

En 2019, la Société internationale islamique de financement du commerce a conservé sa note A1 avec une perspective stable, attribuée par Moody's. La note tient compte du coussin important de fonds propres, des pratiques prudentes d'investissement de la trésorerie, des politiques adéquates de gestion de la liquidité et des crédits, de la forte situation de liquidité de la société, et du soutien fort que lui apporte les pays membres.

« Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la banque d'institution multilatérale de développement à pondération de risque zéro. »

3.6 INTÉGRATION DES CONNAISSANCES POUR AMÉLIORER LES COMPÉTENCES

Consciente de l'importance de la connaissance, la Banque islamique de développement ne cesse d'acquérir les connaissances et d'adopter les meilleures pratiques nécessaires à l'amélioration de ses compétences. Axé sur le Programme quinquennal du Président, le nouveau modèle d'entreprise met l'accent sur l'acquisition des connaissances, élément crucial pour l'obtention de résultats efficaces. En 2019, diverses activités de création, diffusion et application des connaissances ont été menées. En collaboration avec des institutions internationales, des plateformes de partage de connaissances ont été lancées pour le renforcement des capacités et la gestion efficace des connaissances. Global Delivery Initiative, Korea Development Institute et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comptent parmi les partenaires de la banque dans ce domaine.

Compte tenu de l'importance cruciale que revêtent les données pour l'orientation à donner aux interventions et le suivi des progrès réalisés sur la scène du développement, le tout premier atelier d'alphabétisation en matière de données a été organisé pour le personnel de la banque par la fédération. Le partenariat avec Globale Delivery Initiative s'est traduit par une compétition mondiale des études de cas de crowdsourcing. Avec Korean Development Institute, un programme de partage de connaissances tant au niveau national que régional sur la gestion des déchets solides a été réalisé à Séoul, Corée du Sud, pour le personnel de la banque et les parties prenantes des pays membres.

En 2019, dans le cadre des mesures visant à améliorer les processus internes d'acquisition des connaissances, les groupes de pratiques ont été relancés, une plateforme de transfert et de partage efficaces des connaissances et une plateforme de rapports électroniques de fin de mission ont été établies, et une plateforme d'apprentissage en ligne sur les principales activités de la banque, telles que reverse linkage, le système de gestion des opérations et de la passation des marchés pour les projets, a été lancée. De surcroît, la bibliothèque de la banque a été transformée en une bibliothèque en ligne moderne offrant des plateformes numériques qui facilitent l'apprentissage participatif.

3.7 ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

La fonction d'évaluation des opérations consiste à évaluer l'efficacité du développement des interventions de la banque. En 2019, onze projets ont été évalués (Bangladesh, Djibouti, Gabon, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Mauritanie, Maroc, Sénégal, Tchad et Turquie). Les encadrés 3.1 et 3.2 donnent un résumé de deux projets évalués en 2019. Les secteurs couverts sont l'énergie (trois projets), les transports (trois projets), la santé et autres services sociaux (deux projets), l'éducation (un projet), la finance (un projet) et l'eau et assainissement (un projet). Sur demande de la direction, vingt-trois opérations d'assistance spéciale financées par la banque au Royaume-Uni ont été évaluées. En outre, vingt-quatre rapports d'achèvement de projets préparés en 2018 ont été examinés et validés en 2019.



ENCADRÉ 3.1 PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (VOLIP), SÉNÉGAL

Le programme de formation professionnelle pour la réduction de la pauvreté est un programme phare du Fonds de solidarité islamique pour le développement. L'objectif principal du programme est de réduire la pauvreté multidimensionnelle dans les pays membres à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il s'agit de donner accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle aux jeunes et femmes, à l'éducation de base alternative aux enfants non-scolarisés, et à la microfinance islamique aux jeunes et aux femmes formés. Le programme a donné accès à une éducation de base alternative à 4.681 enfants non scolarisés, construit 190 écoles et 8 centres de ressources pour les jeunes et les adultes au Sénégal. Il a recruté 200 enseignants et 40 superviseurs bénévoles qui ont été formés aux besoins de mise en œuvre du programme. La formation et l'alphabétisation professionnelles ont été dispensées à 2.880 jeunes et l'apprentissage à 212 artisans menuisiers, ferronniers et maçons. De plus, 9.996 femmes analphabètes ont bénéficié de l'alphabétisation fonctionnelle et de la formation professionnelle en couture, tissage et teinture de tissus, fabrication de savon, coiffure et transformation des aliments à petite échelle, ce qui a amélioré leurs conditions de vie et moyens d'existence. Par ailleurs, 123 machines de transformation des aliments ont été offertes à de nouvelles microentreprises créées par des femmes et 578 microentreprises ont été créées et formées.



L'évaluation des stratégies de partenariat avec le Maroc, la Mauritanie, le Suriname et le Tchad a été effectuée. De plus, l'évaluation de la synergie entre les membres affiliés au Groupe de la BID a été réalisée. L'évaluation des efforts de mobilisation de ressources hors bilan de la banque est lancée. Dans le même contexte, trois évaluations thématiques des placements dans les banques islamiques, des programmes d'intégration régionale des pays membres, et des partenariats public-privé ont été effectuées.

Du côté des activités d'apprentissage et de sensibilisation, vingt-six produits de connaissance ont été élaborés sous forme de séries et de notes de diffusion des connaissances, en plus de quatre bulletins trimestriels électroniques. L'équipe d'évaluation a pris part à plusieurs événements d'apprentissage organisés par des sociétés d'évaluation, comme l'Association africaine d'évaluation et le Réseau d'évaluation de MENA. Par ailleurs, la banque a contribué à des ateliers de renforcement de capacités dont un organisé avec l'Unité d'évaluation de l'impact de développement de la Banque mondiale sur l'évaluation d'impact, un au Maroc pour la Cour des comptes sur la théorie du changement et le cadre logique rétrospectif, et deux à Bahreïn et au Kazakhstan pour les responsables publics sur le suivi et l'évaluation des projets de développement. La banque a également participé à la deuxième réunion des présidents et coprésidents des comités d'efficacité du développement des institutions financières internationales. Enfin, la banque a abrité la réunion d'automne du Groupe de coopération sur l'évaluation, à son siège à Djeddah.

3.8 EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

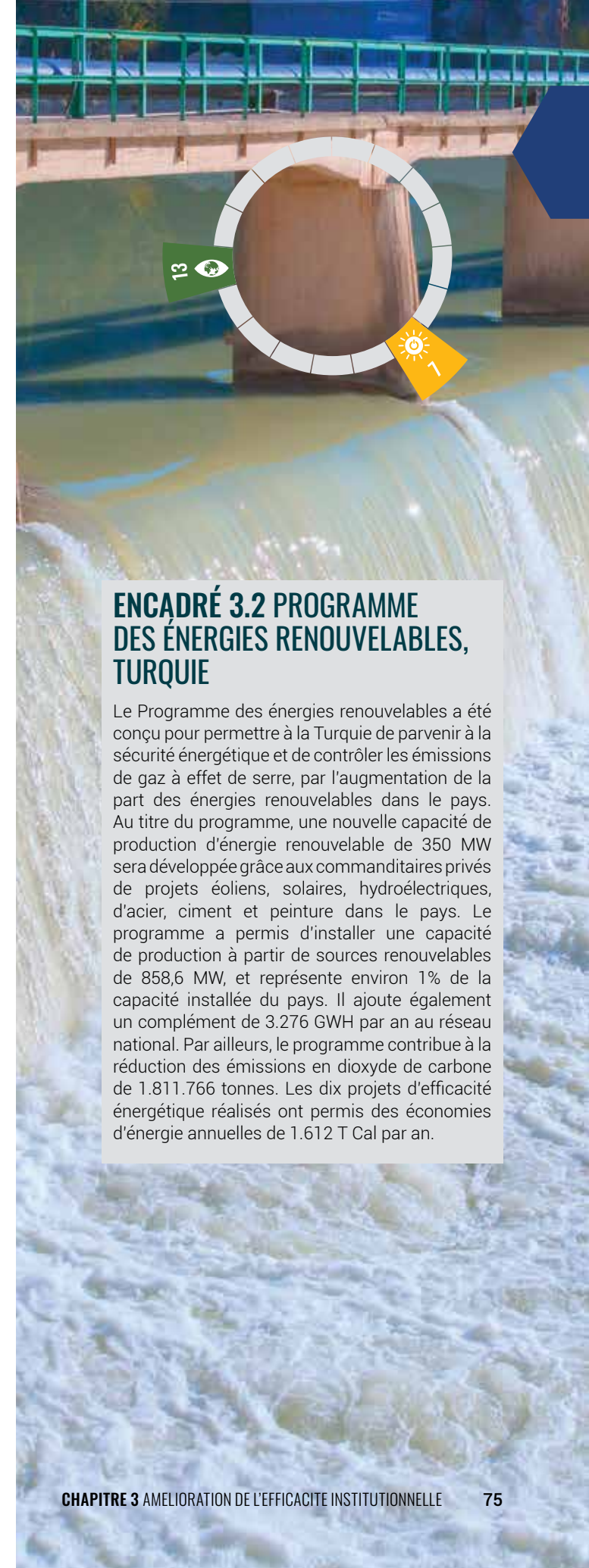
L'efficacité du développement a pris un nouvel élan dans le cadre du nouveau modèle d'entreprise de la banque qui consiste à mettre les marchés au service du développement. L'importance de l'efficacité du développement s'accroît davantage par l'urgence pour les pays membres de réaliser les Objectifs de développement durable. La première étape pour produire un impact de développement positif sur le terrain fut de se rapprocher des pays membres au moyen des centres régionaux. La création de groupes de pratiques thématiques au siège de la banque est destinée à compléter le travail de développement sur le terrain par des connaissances thématiques à différents moments du cycle des projets. La stratégie de partenariat avec les pays membres axée sur la chaîne de valeur mondiale dénote l'ambition de la banque à améliorer les conditions socioéconomiques et le niveau de développement des pays membres.

L'évaluation annuelle de l'efficacité du développement est l'outil de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie décennale de la banque et du Programme quinquennal du Président. Elle permet de les aligner sur les Objectifs de développement durable et les besoins des pays membres. L'évaluation met en évidence les contributions de la banque aux résultats de développement dans les pays membres et les communautés musulmanes, lesquelles contributions sont mesurées à l'aune d'indicateurs sectoriels liés aux Objectifs de développement durable. Aussi met-elle en exergue les améliorations introduites en interne pour plus d'efficacité opérationnelle et organisationnelle, ce qui accélérera



ENCADRÉ 3.2 PROGRAMME DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, TURQUIE



Le Programme des énergies renouvelables a été conçu pour permettre à la Turquie de parvenir à la sécurité énergétique et de contrôler les émissions de gaz à effet de serre, par l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le pays. Au titre du programme, une nouvelle capacité de production d'énergie renouvelable de 350 MW sera développée grâce aux commanditaires privés de projets éoliens, solaires, hydroélectriques, d'acier, ciment et peinture dans le pays. Le programme a permis d'installer une capacité de production à partir de sources renouvelables de 858,6 MW, et représente environ 1% de la capacité installée du pays. Il ajoute également un complément de 3.276 GWh par an au réseau national. Par ailleurs, le programme contribue à la réduction des émissions en dioxyde de carbone de 1.811.766 tonnes. Les dix projets d'efficacité énergétique réalisés ont permis des économies d'énergie annuelles de 1.612 T Cal par an.





l'obtention de résultats sur le terrain. L'évaluation a révélé que le Groupe de la BID est sur la bonne voie ; il contribue à l'obtention des résultats de développement prévus et à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable. Cependant, plus d'efforts sont requis pour actualiser le cadre de résultats à la lumière du nouveau modèle d'exécution des interventions axées sur la chaîne de valeur mondiale.


3.9 IMPACT DE DÉVELOPPEMENT DES FINANCEMENTS DA LA BID




Les financements de la BID ont produit un impact positif sur la vie des populations dans les pays membres et les communautés musulmanes.


  Les opérations récemment achevées ont contribué à réduire la pauvreté (ODD1) et à mettre un terme à la faim (ODD2). A titre d'exemple, près de 11.000 maisons et abris sont construits, 60.000 hectares de terres irrigués, et plus de 1,4 million de tonnes de produits agricoles de plus obtenus.


 Du côté du secteur de la santé (ODD3), les interventions de la banque ont bénéficié à plus de 1,2 million de patients grâce à la construction et la réhabilitation de près de 4.000 hôpitaux et établissements de santé.

 Dans le secteur de l'éducation (ODD4), près de 2,4 millions de personnes ont accès à l'éducation à différents niveaux grâce au financement par la banque de la construction de près de 1.000 établissements d'enseignement.

 Pres de 25.000 ménages ont accès à l'eau potable et un réseau d'assainissement long de 2.500 km a été construit, ce qui contribue à la réalisation de l'ODD6 (Eau et Assainissement) dans les pays membres.

   Au titre de l'ODD7 (Energie propre), les opérations de la banque ont aidé à alimenter plus de 240.000 ménages en électricité grâce à des projets de centrales électriques qui génèrent 3.622 MW d'électricité, dont 1.700 MW à partir de sources renouvelables. Ensemble, ces projets réduisent 204.000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone par an, contribuant ainsi à la réalisation des ODD13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 15 (Vie terrestre).

 Dans le secteur du transport (ODD9), les projets récemment achevés ont permis de paver près de 11.000 km de routes, dont 276 km d'autoroutes, et de réaliser des voies ferrées longues de 326 km. Par ailleurs, l'expansion des aéroports et des ports s'est traduite par l'augmentation des capacités annuelles de 3 millions de passagers et de 18 millions de tonnes de marchandises respectivement.

 Les projets de la banque ont également contribué à créer l'emploi décent et à la croissance économique des pays membres (ODD8). A titre d'exemple, près de 40.000 personnes sont employées et 50.000 formées. Au total, 145.000 personnes ont bénéficié de la microfinance islamique.

3.10 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

En 2019, la Banque islamique de développement a adopté une nouvelle structure des grades et une nouvelle grille des salaires. Elle se veut plus compétitive pour attirer et retenir le personnel qualifié. La nouvelle structure des salaires et des prestations a consolidé les indemnités garanties. De plus, la banque a remédié à l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat et à la hausse des coûts des soins médicaux par une nouvelle indexation des pensions de retraite et l'amélioration des régimes d'assurance médicale des employés actuels et des futurs retraités.

La BID a redoublé d'efforts en vue de renforcer les capacités des ressources humaines par des recrutements tant pour le siège que pour les centres régionaux. Au total, 121 offres d'emploi ont été émises en 2019 dont 100 sont acceptées. Les recrutements tiennent compte de la répartition aussi bien entre pays qu'entre régions. Le recrutement pour le centre régional récemment ouvert au Caire, Égypte, est en cours. Une étude sera financée pour faire des centres régionaux de Kuala Lumpur en Malaisie et de Jakarta en Indonésie un centre d'excellence mondial. Trois centres, Ouganda, Émirats arabes unis et Suriname, continuent de fonctionner à partir du siège, à Djeddah. Au total, les effectifs des centres régionaux sont passés de 111 employés en 2018 à 162 employés en 2019. Ils représentent 17% du personnel total de la banque, ce qui témoigne des efforts continus pour la dotation des centres régionaux en ressources humaines.

Actuellement, la banque islamique de développement, l'Institut islamique de recherche et de formation et le Fonds de solidarité islamique pour le développement comptent 918 employés dont 802 sont sous des contrats à durée indéterminée et 116 sous des contrats à durée déterminée. De l'effectif total, 612 employés occupent divers postes de cadre qui sont les jeunes cadres, les cadres, les cadres supérieurs et les cadres principaux. Également de l'effectif total, 88 employés occupent des postes de direction, dont le président, les vice-présidents, les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de divisions. Les 218 autres employés représentent le personnel assistant, occupant les catégories d'employés manuels et paraprofessionnels. En termes de répartition selon le lieu de travail, 737 employés sont au siège, tandis que 181 aux centres régionaux et au centre d'excellence de Malaisie.

Le Programme des jeunes cadres a été réorganisé à l'aune des meilleures pratiques afin de continuer à pourvoir la banque en ressources humaines nécessaires. Les jeunes cadres suivent différents stages qui leur permettent d'appréhender les défis des pays membres et d'acquérir des connaissances pratiques et une expérience sur les solutions. À cet égard, quatre jeunes cadres ont suivi des stages au Maroc, Nigeria et Turquie au titre de leur programme de formation de trois ans.

3.11 SERVICES INFORMATIQUES

Les services informatiques ont été améliorés pour répondre aux besoins du Programme quinquennal du Président. En 2019, l'accent a été mis sur la gouvernance, l'harmonisation des solutions et services informatiques, les conditions nécessaires à la mise en œuvre du nouveau modèle d'entreprise, l'efficacité des services, et la sécurité informatique. La stratégie informatique énonce la mission, la vision, les objectifs, l'architecture des solutions et la feuille de route de mise en œuvre, autant d'éléments nécessaires aux besoins technologiques de la banque, tandis que le modèle de fonctionnement définit l'organigramme et les besoins en personnel pour la mise en œuvre de la stratégie. Un premier cadre appuyé par onze processus et procédures clés a été élaboré afin d'instaurer une meilleure gouvernance informatique.

Axé sur la décentralisation des activités et les partenariats, le nouveau modèle d'entreprise dépend largement de la capacité à communiquer et collaborer entre le siège et les centres régionaux, d'une part, et la banque et ses partenaires, d'autre part. Des solutions intégrées de Microsoft Outlook (Office 365) ont été adoptées pour permettre la communication et la collaboration interne et externe, de partout et à tout moment, en utilisant n'importe quel appareil dans un environnement sécurisé.

Des solutions informatiques supplémentaires ont été adoptées pour des activités plus efficaces. Il s'agit de l'automatisation de processus, tels que l'intégration des données au dépositaire du Fonds STI pour mettre en place le modèle du gestionnaire de fonds externes. Plusieurs tableaux de suivi, comme celui de gestion de l'actif et du passif, ont été conçus pour assurer la transparence et aider dans la prise de décision. Des portails en ligne, tels que ceux du programme Fael Khair et de gouvernance d'entreprise, ont été mis en place pour simplifier la communication avec les parties prenantes tant internes qu'externes.

La question cruciale de la qualité des données a été résolue par l'assistance technique aux unités de travail et aux propriétaires de données afin de passer en revue les données et de les assainir. L'adoption de solutions et services informatiques a été encouragée par un programme de formation et de sensibilisation, et des mesures de sensibilisation à la cybersécurité destinées à réduire le risque de cyberattaques et à favoriser les bonnes pratiques en matière de sécurité.

Des services informatiques améliorés sont offerts grâce à l'assistance informatique plus réactive du Service Desk et au Self-Service Wi-Fi aux invités et visiteurs. L'efficacité et la qualité des services informatiques ont été améliorées grâce à la consolidation des contrats avec les fournisseurs. Enfin, l'accent est systématiquement mis sur la sécurité informatique pour mettre en œuvre des contrôles de sécurité SWIFT obligatoires et protéger au moyen d'une solution de contrôle d'accès le réseau de la banque contre toute intrusion.



3.12 SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SANTÉ

Les Services administratifs ont été améliorés pour répondre aux besoins du nouveau modèle d'entreprise et du Programme quinquennal du Président. Des ajustements ont été apportés pour faciliter l'accès des centres régionaux aux services et procédures administratifs requis. Les services ordinaires, tels que ceux relevant des autorités locales, la passation des marchés, les déplacements et les archives ont été considérablement améliorés pour plus d'efficacité au siège et dans les centres régionaux.

Le Centre de services de santé fournit une couverture médicale à 8.282 bénéficiaires qui sont les employés du Groupe de la BID et leurs familles, ainsi que les administrateurs. Le centre fournit également des services de santé aux employés de MANI, société de sous-traitance de main-d'œuvre, et aux visiteurs officiels de la banque. En 2019, le centre a traité 19.800 visites (consultation, suivi et conseil) et 2.867 visites d'urgences, et transféré neuf cas critiques. Un nouvel appareil d'hématologie a été installée et 12.450 tests ont été effectués.

En 2019, le centre a effectué les bilans médicaux semestriels de plus de 900 employés. Chaque bilan prévoit jusqu'à 24 tests différents, selon le sexe et l'âge. Par ailleurs, huit programmes destinés à améliorer le bien-être des employés ont été mis en œuvre. Il s'agit, entre autres, de la campagne de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, la campagne de don de sang, la journée des soins oculaires, la journée de sensibilisation au cancer du sein, la Journée mondiale du diabète et la campagne de vaccination. Une salle de culture physique à l'enceinte de la banque a ouvert ses portes aux employés pour les encourager à pratiquer régulièrement le sport.



ANNEXES 1-5B

ANNEXE 1:	Rapport du Conseil de charia	80
ANNEXE 2:	Ressources ordinaires en capital de la BID	82
ANNEXE 3:	Fonds waqf du compte des ressources spéciales de la BID	92
ANNEXE 4:	Conseil des Directeurs exécutifs et pays représentés	96
ANNEXE 5A:	Souscription au capital-actions de la BID au 31 décembre 2019	97
ANNEXE 5B:	Droits de vote au 31 décembre 2019	98

CONSEIL CHARI'A DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT RAPPORT DU CONSEIL CHARI'A (1440H/1441H)

Louanges à Allah. Que la Prière et le Salut soient sur le Prophète
Mohamed, sa Famille et ses Compagnons.

Monsieur le Président et honorables membres du Conseil des Gouverneurs de la BID

Assalamou Alaïkoum Warahmatoullahi Wabarakatouh

Suite à votre demande de préparer un Rapport de conformité à la Chari'a des activités du Groupe de la BID durant la période 1440H-1441H, nous avons vérifié les principes applicables ainsi que les contrats relatifs aux transactions effectuées par la BID (à travers ses Ressources Ordinaires en Capital), Fonds waqf des ressources du compte spécial, la Société Islamique d'Assurance d'Investissement et des Crédits à l'Exportation, la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé, la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce, le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement, le Fonds d'Investissement des biens *Awqaf* ainsi que tous les Fonds Fiduciaires (Groupe de la BID), Fondation mondiale du waqf et tous les Fonds fiduciaires pour l'année achevée au 31 décembre 2019G (13 Jumada Ula 441H). Nous avons effectué cet exercice afin de pouvoir dire si la BID s'est conformée aux principes de la Chari'a, à savoir les Fatwas, résolutions et directives énoncées par le Comité de la Chari'a¹.

Il incombe à la Direction de la Banque de s'assurer que le Groupe de la BID s'inscrit dans la droite ligne des principes et règles édictés par la Chari'a. Pour notre part, nous nous limiterons à exprimer un point de vue neutre, dans le cadre du suivi – que nous assurons – des activités de la BID reprises dans un rapport soumis à votre attention.

A cet effet, nous avons pris connaissance des documents usités par la Banque ainsi que les procédures en vigueur en effectuant une étude minutieuse de chaque type de transaction réalisée par la Banque.

Ce suivi nous a permis de rassembler les informations et explications pertinentes, étayées par les preuves suffisantes permettant de soutenir que la BID n'a pas violé les règles et principes applicables par la Chari'a.

¹ Sont Membres d'honneur du Conseil Chari'a : Son Éminence Dr. Hussein Hamed Sayed Hassan Président, Son Éminence Dr. Abdusattar Abu Ghuddah Vice-Président, Son Éminence Cheikh Abdullah S. M. Al Meneea, Son Éminence Cheikh Muhammad Taqi Usmani, Son Éminence Dr. Mohamed Raougui, Son Éminence Dr. Muhammad Syafiq Antonio, Son Éminence Ayatu Allah Shaik Mohammad Ali Taskhiri.

1. Le Groupe de la BID a pris les mesures nécessaires pour exécuter les contrats préparés par le Comité de la Chari'a. En outre, les procédures d'exécution antérieures à la mise en place dudit Comité ne font état d'aucune violation en la matière ; preuve en a été donnée au Comité. Ce dernier s'emploiera à suivre toute exécution future de contrat afin d'assurer une parfaite concordance avec les résolutions et principes édictés.
2. La répartition des gains et pertes sur les comptes de placement répond aux mêmes règles et principes.
3. Tout gain provenant de sources ne répondant pas à ces normes devra être reversé dans un compte spécial destiné aux œuvres de bienfaisance.
4. Le Groupe de la BID n'acquiesce pas la Zakat car ses avoirs émanent de Fonds publics, Fonds Waqf ou organisations ne l'ayant pas mandaté à cet effet. Par conséquent, ces Organisations sont personnellement tenues de le faire.

Nous prions Allah le Tout Puissant de guider le Groupe de la BID sur le droit chemin pour servir la *Ummah* Islamique.

Wassalamou Alaïkoum Warahmatoullahi Wabarakatouh.



Dr. Hussien Hamid Hassan
Président du Conseil Chari'a



Aboubacar Salihou KANTE
Auditeur Interne chargé de la Chari'a
du Groupe de la BID



ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, le Président et les membres du Conseil des gouverneurs,
Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers des ressources ordinaires en capital de la Banque islamique de développement (la « banque ») qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2019, le compte de résultat, l'état des variations des fonds propres et l'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, ainsi que les notes jointes aux états financiers, notamment le résumé des principales politiques comptables.

A notre opinion, les états financiers susmentionnés donnent, à tous égards, une image fidèle de la situation financière de la banque au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, de ses résultats, de ses flux de trésorerie et des variations des fonds propres au titre de l'exercice arrêté à la date indiquée, conformément aux normes comptables de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (OCAIFI).

A notre opinion, la banque s'est également conformée au titre de la période sous revue aux principes et règles de la charia énoncés par le Conseil de charia du Groupe de la Banque islamique de développement.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables applicables aux institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit (ISA). Notre responsabilité au titre des normes susvisées sont décrites en détail sous le titre « Responsabilité du commissaire aux comptes » de la section intitulée « Audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque, conformément au Code de déontologie des comptables et auditeurs professionnels de l'OCAIFI (Code de l'OCAIFI), au Code du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code du CNIDC), et aux exigences déontologiques pertinentes à l'audit des états financiers localement en vigueur. Nous avons rempli notre mission dans le respect de ces exigences et des codes de l'OCAIFI et du CNIDC. Nous estimons que les preuves obtenues à la suite de l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

QUESTIONS CLÉS D'AUDIT

Les questions clés d'audit sont des questions qui, à notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans l'expression de notre opinion à ce sujet. Nous n'exprimons pas une opinion séparée sur ces questions. Pour chaque question énoncée ci-dessous, notre description de la façon dont notre audit l'a abordée, est fournie dans ce contexte.

Nous avons rempli les responsabilités décrites dans la section intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes concernant l'audit des états financiers » de notre rapport, y compris par rapport à ces questions. Ainsi, notre audit a porté sur la performance des procédures conçues pour répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris celles utilisées au titre des questions ci-dessous, constituent le fondement de notre opinion sur les états financiers.

QUESTIONS CLÉS D'AUDIT

PERTE DE VALEUR DES ACTIFS DE PROJETS ET DES FINANCEMENTS MOURABAHA

Au 31 décembre 2019, la valeur brute des actifs de projets et des financements mourabaha de la banque s'élevaient à 15,002 millions DI (2018 : 13,918 millions DI) et 346 millions DI (2018 : 336 millions DI), respectivement, dont une perte de valeur de 304 millions DI (2018 : 277 millions DI) et 2 millions DI (2018 : 32 millions DI), respectivement, jusque-là comptabilisée.

Il convient de se référer à la Note 7 et aux Notes de 8 à 14 pour plus de détails sur les actifs de projets et les financements mourabaha, ainsi que leurs pertes de valeur, et à la Note 3 pour plus de détails sur la règle comptable adoptée par la banque pour l'identification et la comptabilisation des pertes de crédit qui s'y rapportent.

Le jugement est exercé pour identifier des paramètres, hypothèses et estimations adéquats à utiliser dans le calcul des provisions pour pertes de valeur. La banque utilise des données historiques et évalue les caractéristiques, entre autres, les risques probables liés aux garanties souveraines et non-souveraines, l'évaluation des garanties, et les flux de trésorerie attendus.

La constitution de provisions pour pertes de valeur relève d'un domaine très subjectif en raison du niveau élevé de jugement appliqué par la direction dans le calcul des provisions de ce genre. En raison de l'importance des soldes des actifs de projets et des financements mourabaha et du niveau de jugement exercé dans le calcul des provisions pour pertes de valeur des actifs des projets et des financements mourabaha, les provisions pour pertes de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha sont considérées comme une question clé d'audit.

COMMENT NOTRE VÉRIFICATION A PORTÉ SUR LES QUESTIONS CLÉS D'AUDIT ?

Nos procédures d'audit face au risque important lié à la perte de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha de la banque, ont porté sur l'évaluation de la pertinence des provisions pour perte de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha.

En partant de notre compréhension du processus et des éléments de contrôle clés, nous avons mis l'accent sur l'identification de situations de pertes de valeur et sur les contrôles de gouvernance appliqués dans le processus d'identification des pertes de valeurs, y compris la réévaluation continue qu'effectue la direction.

Nous avons pratiqué des tests de cheminement et des tests de pertinence sur des contrôles clés pertinents pour savoir s'ils ont été conçus, exercés et exploités efficacement durant tout l'exercice sous revue.

Dans les cas où des provisions pour pertes de valeur ont été calculées séparément, nous avons évalués les critères utilisés pour établir la survenue d'un événement de perte de valeur, et partant, s'il y a eu nécessité de calculer une provision à cet égard.

Nous avons testé un échantillon d'actifs de projets et de financements mourabaha afin de savoir si la direction avait identifié toutes les pertes de valeur et en a adéquatement dégagé des provisions, et pour établir si les pertes de valeur ont été détectées en temps opportun et de manière adéquate.

Pour ce qui est des actifs de projets et des financements mourabaha qui ont perdu de leurs valeurs, nous avons obtenu une compréhension de la base utilisée pour l'évaluation des provisions pour pertes de valeur, et vérifié si les principaux jugements, hypothèses et estimations étaient adéquats, compte tenu des conjonctures des bénéficiaires, notamment l'évaluation des perspectives et des données historiques pour décider si ces dernières sont pertinentes à l'évaluation de la probabilité des pertes encourues.

Nous avons également recalculé les provisions pour pertes de valeur à partir d'échantillons précis. De plus, nous avons testé des intrants clés dans le calcul des provisions pour pertes de valeur, en particulier les flux de trésorerie futurs. Nous avons également mené des tests pour savoir si les évaluations étaient à jour et adéquates à cet égard.

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID
ETATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

(SUITE)

QUESTIONS CLÉS D'AUDIT	COMMENT NOTRE VÉRIFICATION A PORTÉ SUR LES QUESTIONS CLÉS D'AUDIT ?
	<p>Dans les cas où les provisions pour perte de valeur ont été calculées sur une base collective, nous avons testé, à partir d'un échantillon, le caractère exhaustif et l'exactitude des intrants utilisées par le modèle de pertes de valeur adopté par la direction, y compris les informations sous-jacentes, l'évaluation financière des bénéficiaires et diverses autres données, en rapprochant des détails aux systèmes sources de la banque et recalculant la provision.</p> <p>De surcroît, nous avons pris un échantillon de risques souverains et vérifié la pertinence des hypothèses utilisées par le modèle de calcul de la perte de valeur pour établir la probabilité de défaut, et l'avons comparée aux perspectives de marché sur le long terme qui ont été évalués par des agences de notation indépendantes.</p> <p>De plus, nous avons évalué l'adéquation de la publication des états financiers par rapport à la perte de valeur des actifs de projets et des financements mourabaha.</p>
<p>PERTE DE VALEUR DES ACTIFS DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENT (SANS LES FINANCEMENTS MOURABAHA ET LES INVESTISSEMENTS INSCRITS À LA JUSTE VALEUR DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT).</p> <p>Au 31 décembre 2019, les actifs de trésorerie et d'investissement bruts (sans les financements mourabaha et les investissements inscrits à la juste valeur dans le Compte de résultat) (désignés collectivement par « Investissements »), affichaient 8,265 millions DI (2018 : 7,880 millions DI), dont une perte de valeur de 65 millions DI (2018 : 80 millions DI) jusque-là comptabilisée.</p> <p>Se référer au Notes 4, 5, 6, 14, 15 et 16 pour plus de détails sur les investissements et les pertes de valeurs correspondantes, et à la Note 3 pour plus de détails sur la règle comptable adoptée par la banque dans l'identification et la comptabilisation des pertes de valeur.</p> <p>A la date du Bilan, les risques de perte de valeur des investissements et des investissements inscrits non à leurs justes valeurs au Compte de résultat, sont constitués d'instruments de créance et de Fonds propres, classés au coût amorti, au coût et à la juste valeur dans les catégories des capitaux propres. Ces instruments sont respectivement exposés aux risques de crédit et de marché.</p>	<p>Nos procédures d'audit face au risque important associé à la perte de valeur des placements de la banque incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● l'évaluation de l'uniformité dans l'application de la méthode de la banque pour l'évaluation et le calcul des pertes de valeur ; ● des tests sur les contrôles internes utilisés pour l'adoption de barrières adéquates concernant les pertes de valeur, la survenue d'événements de perte de valeur et l'estimation des montants des pertes de valeur ; ● l'évaluation de la pertinence et de l'exhaustivité des hypothèses liées à des instruments spécifiques. <p>De plus, à l'aide des méthodes de calcul des pertes utilisées par la banque, notamment la sensibilité des pertes de valeur par rapport à toutes les hypothèses retenues, nous avons recalculé la perte de valeur d'un échantillon d'investissements déjà estimée par la banque.</p> <p>Aussi, avons-nous examiné la pertinence et l'adéquation de la présentation des états financiers par rapport aux pertes de valeur des investissements.</p>

QUESTIONS CLÉS D'AUDIT	COMMENT NOTRE VÉRIFICATION A PORTÉ SUR LES QUESTIONS CLÉS D'AUDIT ?
<p>Pour estimer les pertes de valeur des instruments de créance de la banque, cette dernière doit exercer son jugement dans la définition et le suivi de l'existence de preuves objectives de perte de valeur qui sont représentées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● l'adoption de barrières de perte de valeur (comme les révisions à la baisse de la note de crédit, les difficultés financières ou de remboursement) ; ● l'identification de la survenue d'événements déclencheurs ; et ● l'estimation des pertes encourues à la date de présentation des états financiers, à l'aide de méthodes internes et d'hypothèses pertinentes (comme l'échéance prévue pour les flux de trésorerie et d'autres facteurs de défaut). <p>S'agissant des instruments des Fonds propres, les normes comptables financières exigent la comptabilisation d'une perte de valeur s'il existe une preuve objective qu'une perte de valeur a effectivement eu lieu. Cela comprend l'identification d'une baisse importante ou prolongée de la juste valeur. Le montant de la perte est la différence entre le montant comptable de l'instrument et son montant recouvrable. La direction de la banque doit donc exercer son jugement pour établir l'événement déclencheur de la perte de valeur.</p> <p>En raison de l'importance du montant entrant en jeu et de l'exercice du jugement par la direction dans le processus d'établissement des pertes de valeur tant des instruments de trésorerie que des actifs de placement (sans les financements mourabaha et les investissements inscrits à la juste valeur), nous avons estimé que les risques liés aux pertes de valeur constituent une question clé de l'audit.</p>	

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID , ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

(SUITE)

AUTRES INFORMATIONS INCLUSES DANS LE RAPPORT ANNUEL 2019 DE LA BANQUE

Les « Autres informations » sont des informations incluses dans le rapport annuel 2019 de la banque, autres que les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes. La direction est responsable des « Autres informations ». Il est prévu que le rapport annuel 2019 de la banque soit mis à notre disposition après la date du rapport du commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les « Autres informations » et nous n'exprimons aucune assurance quant à elles.

S'agissant de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les « Autres informations » visées ci-dessus, si disponibles, et chemin faisant, et d'examiner si elles sont incohérentes à un large degré avec les états financiers ou les informations que nous avons obtenues au moyen de l'audit, ou constituent une fausse déclaration importante.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES CHARGÉS DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et l'engagement de la banque à mener ses activités conformément aux principes et règles de la charia, relèvent de la responsabilité de la direction de la banque et de ses responsables chargés de la gouvernance.

La direction est responsable de l'élaboration et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables de l'OCAIFI et en accord avec les paramètres de contrôle interne que la direction juge nécessaires pour l'élaboration d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraude ou d'erreur.

Dans la préparation des états financiers, la direction est responsable de l'évaluation de la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation, et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si elle a l'intention de liquider la banque, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les responsables chargés de la gouvernance supervisent le processus de la banque en matière de communication de l'information financière.

RESPONSABILITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur, et à émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit saura toujours détecter une anomalie significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques émises par l'OCAIFI et les normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle le long de l'audit. Nous

- identifions et évaluons les risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat de fraude ou d'erreur, concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques, et nous obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la banque ;
- évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la direction ;

- décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité et, à la lumière des éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion de l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation de la banque.
- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris l'information présentée, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents de la manière qui permet une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables chargés de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue prévue et le calendrier d'audit et les résultats importants d'audit, y compris des lacunes importantes dans le système de contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration que nous avons respecté les exigences déontologiques en ce qui concerne l'indépendance, et nous communiquons avec eux sur toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles de compromettre notre indépendance, et le cas échéant, sur les garanties pertinentes.

À la lumière des questions abordées avec les responsables chargés de la gouvernance, nous décidons de celles ayant eu la plus haute importance dans l'audit des états financiers au titre de l'exercice sous revue et qui constituent donc des questions clés d'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si la loi ou le règlement prévient leur publication ou, dans de très rares circonstances, nous estimons qu'une question quelconque ne devrait pas être présentée dans notre rapport car le contraire aurait des conséquences néfastes susceptibles de supplanter l'intérêt d'une telle publication.

ANNEX 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID BILAN EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Espèces et quasi-espèces	4	854 174	815 525
Espèces et quasi-espèces	5	4 424 022	4 173 355
Sukuk investments	6	1 724 211	1 653 815
Murabaha financing	7	343 698	304 092
Actifs de trésorerie		7 346 105	6 946 787
Actifs istisna	9	7 378 187	6 667 470
Moudaraba restreinte	10	849 606	873 252
Vente à tempérament	11	1 906 569	1 602 775
Actifs idjara	12	2 781 075	2 684 473
Prêts (qard)	13	1 781 830	1 813 720
Actifs au titre des projets		14 697 267	13 641 690
Placements en actions	15	541 130	466 038
Investissements dans des entreprises associées	16	756 875	755 816
Autres investissements		55 161	49 596
Actifs de placements		1 353 166	1 271 450
Biens, équipements et immobilisations incorporelles		53 464	56 648
Autres actifs	17	123 887	130 871
Actif, total		23 573 889	22 047 446
Passif			
Soukook émis	18	12 181 904	11 683 136
Passifs au titre de financement mourabaha	19	1 613 652	789 133
Montants dus au titre de wakala	20	361 763	388 661
Autres passifs	21	351 315	446 371
Passif, total		14 508 634	13 307 301
Fonds propres			
Capital-actions libéré	23	5 785 122	5 595 416
Réserves	24	3 139 738	3 060 826
Revenu net de l'exercice		140 395	83 903
Fonds propres, total		9 065 255	8 740 145
Passif et Fonds propres, total		23 573 889	22 047 446
Comptes investissement restreint	29	80 921	79 107

Les Notes de 1 à 36 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID COMPTE DE RESULTAT EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Exercice clos au 31 décembre 2019	Exercice clos au 31 décembre 2018
Revenu/(perte) des :			
Placements mourabaha de marchandises		108 017	85 889
Placements soukook	6	60 095	50 074
Financement mourabaha		13 037	11 469
Actifs de trésorerie		181 149	147 432
Actifs istisna		244 784	237 175
Moudaraba restreinte		32 444	34 598
Vente à tempérament		63 687	59 187
Actifs idjara		303 541	276 267
Amortissement des actifs donnés en idjara	12	(219 779)	(207 913)
Prêts (qard)		11 836	13 653
Actifs au titre des projets		436 513	412 967
Placements en actions		18 078	65 172
Perte au titre d'investissements dans des entreprises associées	16	(29 418)	(103 501)
Revenu d'autres investissements		864	812
Actifs de placements		(10 476)	(37 517)
Autres recettes		6 684	6 487
Pertes de change		(2 452)	(3 939)
Gains résultant de l'évaluation des swaps	21	10 365	12 269
Autres recettes		14 597	14 817
Revenu, Total		621 783	537 699
Coûts de financement	18,19,20,21	(296 195)	(244 067)
Charges liées à la perte de valeur	14	(28 739)	(49 354)
Revenu avant déduction des charges d'exploitation, net		296 849	244 278
Dépenses administratives	25	(148 271)	(152 101)
Perte de valeur / amortissement des biens, équipements et immobilisations incorporelles		(8 183)	(8 274)
Charges d'exploitation, total		(156 454)	(160 375)
Revenu de l'exercice, net		140 395	83 903

Les Notes de 1 à 36 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID VARIATION DES FONDS PROPRES EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Capital- actions libéré	Réserves				Total réserves	Revenu net	Fonds propres, total
			Réserve générale	Réserve à la juste valeur	Prestations définies et assurance médicale	Autres réserves			
Solde au 1^{er} janvier 2018		5 378 558	2 700 167	334 691	(58 309)	(37 239)	2 939 310	196 977	8 514 845
Augmentation du capital libéré	23	216 858	-	-	-	-	-	-	216 858
Variations de la juste valeur des investissements, net		-	-	(79 310)	-	-	(79 310)	-	(79 310)
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites et à l'assurance médicale	22	-	-	-	10 755	-	10 755	-	10 755
Réserve de la comptabilité de couverture	21	-	-	-	-	2 256	2 256	-	2 256
Mouvement de la réserve de la part des placements dans des entreprises associées	16	-	-	-	-	9 636	9 636	-	9 636
Revenu de l'exercice clos au 31 décembre 2018, net		-	-	-	-	-	83 903	-	83 903
Transfert à la réserve générale	24	-	196 977	-	-	-	196 977	(196 977)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(18 798)	-	-	-	(18 798)	-	(18 798)
Solde au 31 décembre 2018		5 595 416	2 878 346	255 381	(47 554)	(25 347)	3 060 826	83 903	8 740 145
Augmentation du capital libéré	23	189 706	-	-	-	-	-	-	189 706
Variations de la juste valeur des investissements, net		-	-	70 281	-	-	70 281	-	70 281
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites et à l'assurance médicale	22	-	-	-	(60 642)	-	(60 642)	-	(60 642)
Réserve de la comptabilité de couverture	21	-	-	-	-	(541)	(541)	-	(541)
Mouvement de la réserve de la part des placements dans des entreprises associées	16	-	-	-	-	(1 497)	(1 497)	-	(1 497)
Revenu de l'exercice clos au 31 décembre 2019, net		-	-	-	-	-	140 395	-	140 395
Transfert à la réserve générale	24	-	83 903	-	-	-	83 903	(83 903)	-
Allocation pour les subventions	24	-	(12 592)	-	-	-	(12 592)	-	(12 592)
Solde au 31 décembre 2019		5 785 122	2 949 657	325 662	(108 196)	(27 385)	3 139 738	140 395	9 065 255

Les Notes de 1 à 36 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 2

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Exercice clos au 31 décembre 2019	Exercice clos au 31 décembre 2018
Flux de trésorerie des opérations			
Revenu de l'exercice, net		140 395	83 903
Ajustement des éléments hors trésorerie :			
Dépréciation / amortissement		8 183	8 274
Perte des investissements dans des entreprises associées	16	29 418	103 501
Provision pour perte de valeur des actifs financiers	14	28 739	49 354
(Gains)/ pertes à juste valeur latent(e)s sur soukook	6	(5 694)	3 604
Gain cession de soukook		-	(380)
Amortissement d'autres revenus		(567)	(4 959)
Pertes de change		2 452	3 939
Gains sur la vente d'investissements en prise de participation		(902)	(47 068)
Variations du produit à recevoir		103 428	42 111
Variations des charges encourues		346	40 500
Revenu d'exploitation avant variations des actifs et passifs d'exploitation		305 798	282 779
Variations de l'actif et du passif opérationnels			
Actifs istisna		(817 346)	(924 904)
Moudaraba restreinte		4 881	(10 464)
Vente à tempérament		(310 890)	(71 623)
Actifs idjara		(113 846)	(80 659)
Prêts (qard)		23 836	1 110
Autres actifs		11 680	(23 739)
Autres passifs		(142 521)	131 968
Placements mourabaha de marchandises		(221 647)	(1 134 519)
Financement mourabaha		(38 793)	3 946
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation, net		(1 298 848)	(1 826 105)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Acquisition de placements soukook	6	(227 410)	(84 723)
Gains sur cession/rachat de placements soukook	6	171 388	163 983
Acquisition de prises de participation	15	(8 349)	-
Produits des sorties de placements en actions et d'autres investissements		3 821	76 369
Acquisition d'autres placements		(5 348)	(4 679)
Acquisition/augmentation de la part dans les entreprises associées	16	(66 744)	(79 538)
Dividendes provenant d'entreprises associées	16	1 328	1 146
Produits de remboursement en capital/cession d'investissement dans des entreprises associées		33 442	2 007
Entrées au titre des biens, équipements et immobilisations incorporelles		(4 999)	(5 806)
Liquidités (utilisées dans) / provenant des activités d'investissement, net		(102 871)	68 759
Flux de trésorerie des activités de financement			
Augmentation du capital libéré		189 706	216 858
Allocation pour les subventions	24	(12 592)	(18 798)
Produit de l'émission de soukook		3 382 016	2 741 129
Rachat de soukook		(2 899 552)	(966 084)
Passifs au titre de mourabaha de marchandises		811 489	1 047
Rachat des montants dus au titre de wakala		(28 838)	-
Liquidités provenant des activités de financement, net		1 442 229	1 974 152
Variation des espèces et quasi-espèces, net		40 510	216 806
Changement des espèces et quasi-espèces, net		(1 861)	769
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice		815 525	597 950
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	4	854 174	815 525

Les Notes de 1 à 36 font partie intégrante des présents états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES DE LA BID
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, le Président et les membres du Conseil des gouverneurs,

Fonds waqf des ressources du compte spécial - Banque islamique de développement
Djeddah

Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds waqf des ressources du compte spécial de la Banque islamique de développement au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, le Bilan des activités, et l'Etat des variations des actifs nets et des flux de trésorerie au titre de l'exercice clos à la date indiquée. Les états financiers et l'engagement du fonds à mener ses activités conformément à la charia, relèvent de la responsabilité de sa direction. Notre responsabilité consiste à donner une opinion sur les états financiers à la lumière de notre audit.

L'audit a été effectué conformément aux normes établies par l'Organisation de compatibilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (« OCAIFI »). Ces normes requièrent la planification et la réalisation de l'audit de sorte à obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative. Un audit comprend l'examen, sur la base des éléments justificatifs, des montants et des informations figurant dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables appliqués ainsi que des estimations faites par la direction, outre une évaluation de la présentation générale des comptes annuels. Nous estimons que les éléments que nous avons obtenus sont suffisants pour nous permettre de former une opinion sur les comptes.

OPINION

A notre opinion, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du fonds au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, de ses activités et des flux de trésorerie au titre de l'exercice clos à la date indiquée, conformément aux principes et règles de la charia établis par le Conseil de charia du Groupe de la Banque islamique de développement, et aux normes comptables de l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES DE LA BID
BILAN
EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des Etats-Unis).

	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Actif			(Ajusté) (Note 25)
Actifs de trésorerie			
Espèces et quasi-espèces	5	62 631	175 311
Placements mourabaha de marchandises	6	237 526	175 806
Mourabaha syndiquée	7	4 471	4 489
Placements soukouk	8	100 945	110 931
Actifs de placements			
Fonds propres	9	31 259	28 312
Entités	10	157 609	157 731
Fonds	11	93 519	93 327
Vente à tempérament	12	5 261	4 355
Idjara syndiquée	13	2 890	18 616
Prêts	14	180 585	191 999
Autres actifs		19 961	11 727
Immobilisations corporelles		25 889	27 621
Actif Total		922 546	1 000 225
Passif			
Régularisations et autres éléments du passif	15	57 463	61 368
Passif Total		57 463	61 368
Actif net		865 083	938 857
Constitué de			
Montant principal du Fonds waqf		1 071 460	1 073 861
Assistance spéciale		(386 962)	(351 828)
Compte spécial pour les pays membres les moins avancés		180 585	216 824
Fonds Total		865 083	938 857

Les notes de 1 à 32 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES DE LA BID BILAN DES ACTIVITÉS ET ÉTATS DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des Etats-Unis).

	Notes	2019				2018
		Montant principal Fonds waqf	Assistance spéciale	Compte spécial pour les pays membres les moins avancés	Total	Total
BILAN DES ACTIVITES						(Ajusté) (Note 25)
Revenu/(perte) des :						
Actifs de trésorerie						
Placements mourabaha de marchandises				3 158	12 547	
Mourabaha syndiquée				-	110	
Placements soukook	8			5 584	5 212	
Actifs de placements						
Entités	10			9 546	1 072	
Fonds				1 048	1 106	
Idjara syndiquée				906	587	
Autres				4 295	3 599	
				24 537	24 233	
Coûts de financement				-	(6 612)	
Gains de change				437	1 324	
Revenu avant déduction des charges liées à la perte de valeur				24 974	18 945	
Charges liées à la perte de valeur	17			(6 456)	(10 964)	
Revenu imputable, net				18 518	7 981	
Allocation du revenu net attribuable		3 704	14 814	-	-	-
Dons pour l'assistance spéciale		-	7 066	-	7 066	912
Subventions d'assistance technique relative à la finance islamique à partir des ROC de la BID		-	362	-	362	665
Revenu non-conforme à la charia, transféré des ROC de la BID		87	348	-	435	477
Contributions à partir des ROC de la BID aux subventions d'assistance technique et au programme de bourses d'études	18	-	17 466	-	17 466	21 198
Revenu avant déduction des frais des subventions et programmes		3 791	40 056	-	43 847	31 233
Subventions pour des causes	19	-	(28 465)	-	(28 465)	(27 173)
Charges au titre des programmes	19	-	(25 653)	-	(25 653)	(27 028)
Déficit net de l'exercice		3 791	(14 062)	-	(10 271)	(22 968)
ETAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS						
Actifs au 1 ^{er} janvier, net		1 073 861	(351 828)	216 824	938 857	1 045 964
Surplus/(déficit) de l'exercice, net		3 791	(14 062)	-	(10 271)	(22 968)
Passif au titre du Régime des prestations définies	16	-	(7 947)	-	(7 947)	5 863
Juste valeur et autres réserves		94	377	-	471	(10 257)
Réallocation à partir du Compte spécial pour les PMMA au Fonds des programmes d'assistance spéciale		-	35 003	(35 003)	-	-
Contribution au waqf du Fonds BID-STI	20	-	(50 000)	-	(50 000)	(50 000)
Conversion de devises		(6 286)	1 495	(1 236)	(6 027)	(29 745)
Actifs au 31 décembre 2019, net		1 071 460	(386 962)	180 585	865 083	938 857

Les notes de 1 à 32 font partie intégrante des états financiers

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DU COMPTE DES RESSOURCES SPÉCIALES DE LA BID ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des Etats-Unis).

	Note	2019	2018
Flux de trésorerie des opérations			(Ajusté) (Note 25)
Déficit de l'exercice, net		(10 271)	(27 416)
Ajustements pour rapprocher le déficit net et les espèces nettes utilisées pour les activités d'exploitation			
Dépréciation		-	1 657
Provision pour perte de valeur	17	6 456	11 144
Part de perte dans les entreprises associées, net		(5 983)	(1 432)
Gain sur la cession de placements auprès des entreprises associées		(134)	334
Portefeuille soukook détenus jusqu'à échéance		(382)	-
Perte à la juste valeur des placements		-	76
Variations du déficit au titre du Régime des pensions		(7 947)	-
Incidence de la conversion de devises		(6 419)	860
Variations des actifs et passifs opérationnels			
Mourabaha syndiquée		18	14 652
Vente à tempérament		(906)	(4 355)
Idjara syndiquée		15 726	1 722
Prêts		11 414	11 139
Autres actifs		(8 234)	6 270
Variations du produit à recevoir		-	214
Produits à recevoir et autres éléments du passif		(3 905)	7 759
Liquidités nettes (utilisées)/ provenant des activités		(10 567)	22 624
Flux de trésorerie des activités de placements			
Variations nettes des placements en marchandises		(61 720)	125 900
Entrées au titre des placements soukook	8	(12 000)	-
Rachat de placements soukook	8	21 235	17 831
Placements soukook additionnels	11	(11 405)	(15 098)
Sorties d'investissements dans des fonds	11	8 567	5 204
Dividendes provenant des entreprises associées		1 478	1 713
Sorties d'immobilisations corporelles		1 732	(28)
Liquidités (utilisées dans)/ provenant des activités de placement, net		(52 113)	135 522
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contribution au waqf du Fonds BID-STI	20	(50 000)	(50 000)
Flux de trésorerie des activités de financement		(50 000)	(50 000)
Variation des espèces et quasi-espèces, net		(112 680)	108 146
Espèces et quasi-espèces au 1 ^{er} janvier		175 311	67 165
Espèces et quasi-espèces au 31 décembre	5	62 631	175 311

Les notes de 1 à 32 font partie intégrante des états financiers

ANNEXE 4

CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET PAYS REPRÉSENTÉS

Directeur exécutif	Pays représenté(s)
Dr. Abdalnasr Abouzkeh	Libye
M. Bulent Aksu	Turquie
M. Abbas Memar Nejad	Iran
M. Abdulghaffar Al Awadhi	Koweït
Dr. Hamad Sulaiman Al Bazai	Arabie Saoudite
Dr. Shehabeldin Marzban	Égypte
M. Ali Hamdan Ahmed	UAE
M. Bader Ahmad Al-Emadi	Qatar
M. Mohammed Gambo Shuaibu	Nigeria
M. Fredrick Twesiime	Ouganda, Tchad, Gabon, Djibouti, Comores, Mozambique, Somalie
M. Abdoulie Jallow	Sénégal, Burkina-Faso, Niger, Mali, Gambie, Togo
Dr. Diao Balde	Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Cameroun, Côte D'Ivoire
Mme. Faouzia Zaaboul	Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie
Mme. Zeina Toukan	Jordanie, Syrie, Iraq, Palestine, Liban
M. Sami Mohamed Hameed	Yémen, Soudan, Oman, Bahreïn
M. Ismail Ali Manik	Afghanistan, Pakistan, Bangladesh, Maldives
M. Ahmad Jefri Abd Rahman	Indonésie, Malaisie, Brunei, Suriname, Guyana
M. Bakhodir Alikhanov	Azerbaïdjan, Albanie, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, République kirghize

ANNEXE 5A

SOUSCRIPTION AU CAPITAL-ACTIONS DE LA BID AU 31 DÉCEMBRE 2019

N°	Pays	Etat consolidé de la souscription au capital-actions							
		Nombre d'actions (Unités)	Montant en millions DI				Ventilation de la part du capital appelée		
			Libéré	Exigible	Total	% du total	Libérées	Arriérés	Non encore échu
1	Arabie saoudite	1 189 680	2 135,9	9 761,0	11 896,8	23,50%	1 414,1	0,0	721,8
2	Libye	477 166	856,7	3 915,0	4 771,7	9,43%	462,6	100,3	293,7
3	Iran	417 463	749,5	3 425,2	4 174,6	8,25%	496,2	0,0	253,3
4	Nigeria	387 452	695,6	3 178,9	3 874,5	7,66%	253,8	22,5	419,2
5	Emirats arabes unis	379 949	682,1	3 117,4	3 799,5	7,51%	449,2	0,0	232,9
6	Qatar	363 236	653,0	2 979,3	3 632,4	7,18%	421,8	0,0	231,3
7	Égypte	357 965	641,9	2 937,7	3 579,7	7,07%	405,2	0,0	236,7
8	Koweït	350 000	880,9	2 619,1	3 500,0	6,92%	596,4	0,0	284,5
9	Turquie	326 384	585,3	2 678,6	3 263,8	6,45%	369,4	0,0	215,8
10	Algérie	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54%	147,6	0,0	83,0
11	Pakistan	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54%	142,0	3,5	85,0
12	Indonésie	113 795	204,2	933,8	1 138,0	2,25%	140,3	0,0	63,9
13	Malaisie	82 308	147,6	675,5	823,1	1,63%	93,2	0,0	54,4
14	Bangladesh	50 996	91,4	418,5	510,0	1,01%	56,7	1,1	33,7
15	Maroc	25 669	46,0	210,7	256,7	0,51%	29,1	0,0	17,0
16	Yémen	25 862	46,2	212,4	258,6	0,51%	24,8	4,3	17,1
17	Soudan	23 295	41,8	191,1	233,0	0,46%	13,9	13,8	14,1
18	Jordanie	21 976	39,5	180,3	219,8	0,43%	26,1	0,0	13,3
19	Oman	14 255	25,6	117,0	142,6	0,28%	16,1	0,0	9,4
20	Sénégal	14 781	26,5	121,3	147,8	0,29%	9,4	8,2	9,0
21	Irak	13 505	24,2	110,8	135,1	0,27%	15,3	0,0	8,9
22	Brunei	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25%	14,8	0,0	8,2
23	Cameroun	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25%	12,0	2,5	8,5
24	Burkina-Faso	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18%	14,5	0,0	8,5
25	Niger	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18%	7,3	7,3	8,5
26	Ouganda	6 895	12,4	56,5	69,0	0,14%	11,8	0,6	(0,0)
27	Bahreïn	7 245	13,0	59,5	72,5	0,14%	8,3	0,0	4,6
28	Kazakhstan	5 400	9,8	44,2	54,0	0,11%	6,2	0,0	3,6
29	Azerbaïdjan	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10%	5,9	0,0	3,3
30	Mali	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10%	5,9	0,0	3,3
31	Gabon	5 458	27,4	27,2	54,6	0,11%	15,1	2,2	10,1
32	Guinée	4 585	23,0	22,8	45,9	0,09%	9,1	5,5	8,5
33	Liban	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07%	5,8	0,0	3,4
34	Mauritanie	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07%	5,6	0,2	3,4
35	Tunisie	3 640	18,3	18,1	36,4	0,07%	11,5	0,0	6,7
36	République kirghize	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,9	0,0	1,7
37	Mozambique	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,9	0,1	1,7
38	Maldives	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,9	0,0	1,7
39	Gambie	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,6	0,3	1,7
40	Tadjikistan	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	2,9	0,0	1,7
41	Bénin	5 823	10,5	47,8	58,2	0,12%	6,7	0,2	3,5
42	Togo	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	2,6	0,3	1,7
43	Sierra Leone	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	2,1	0,8	1,7
44	Palestine	1 955	9,9	9,7	19,6	0,04%	5,7	4,1	0,0
45	Syrie	1 849	9,3	9,2	18,5	0,04%	5,0	0,9	3,4
46	Ouzbékistan	1 344	3,7	9,7	13,4	0,03%	2,9	0,0	0,9
47	Côte-d'Ivoire	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03%	3,6	0,0	0,0
48	Comores	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03%	0,6	2,2	0,9
49	Tchad	977	4,9	4,9	9,8	0,02%	4,7	0,3	0,0
50	Afghanistan	993	5,0	4,9	9,9	0,02%	5,0	0,0	0,0
51	Suriname	923	4,6	4,6	9,2	0,02%	2,8	0,1	1,7
52	Albanie	923	4,6	4,6	9,2	0,02%	2,8	0,1	1,7
53	Somalie	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,5	0,0	0,0
54	Turkménistan	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,5	0,0	0,0
55	Guinée-Bissau	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,2	0,3	0,0
56	Djibouti	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	1,6	0,9	0,0
57	Guyana	250	2,5	0,0	2,5	0,005%	0,5	0,0	2,0
	Déficit, net	*	*	*	*	0,00%	0,2	0,0	(0,2)
	Total partiel	5 022 531	9 371,9	40 853,4	50 225,3	99,23%	5 785,1	182,4	3 404,4
	Offertes pour souscription	38 875	0,0	388,8	388,8	0,77%	*	*	*
	Total général	5 061 406	9 371,9	41 242,2	50 614,1	100,00%	5 785,1	182,4	3 404,4

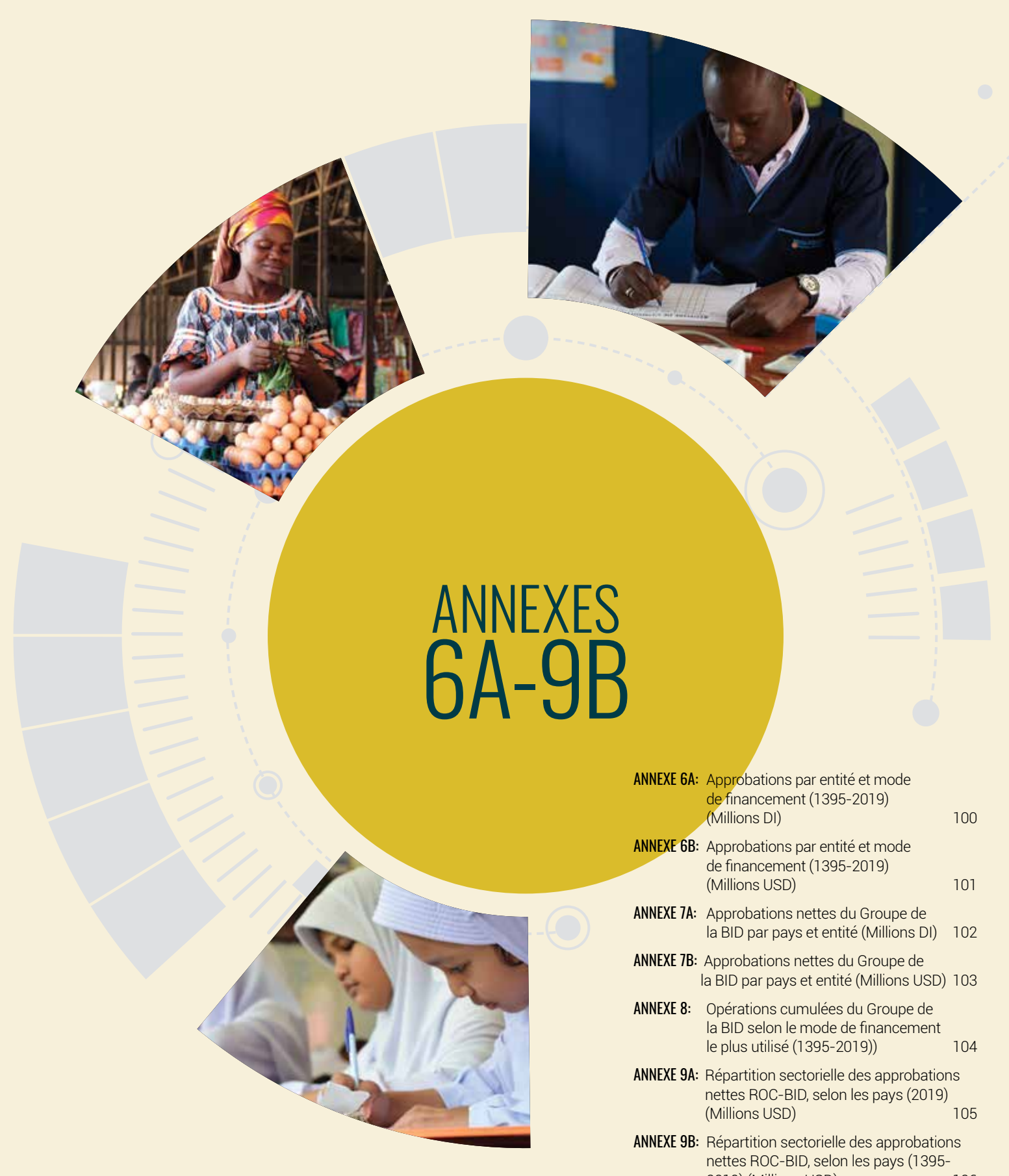
LES NOTES : Le total peut présenter un certain décalage vu que les chiffres sont arrondis.

ANNEXE 5B

DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2019

N°	Pays	Droits de vote	
		Nombre de Votes	% Droits de vote
1	Arabie saoudite	1 118 005	23,83%
2	Libye	438 258	9,34%
3	Iran	392 637	8,37%
4	Emirats arabes unis	357 155	7,61%
5	Nigeria	343 778	7,33%
6	Qatar	340 608	7,26%
7	Égypte	334 792	7,13%
8	Koweït	322 051	6,86%
9	Turquie	305 299	6,51%
10	Algérie	120 763	2,57%
11	Pakistan	120 210	2,56%
12	Indonésie	107 906	2,30%
13	Malaisie	77 365	1,65%
14	Bangladesh	48 018	1,02%
15	Maroc	24 471	0,52%
16	Yémen	24 219	0,52%
17	Jordanie	21 143	0,45%
18	Soudan	20 999	0,45%
19	Oman	13 813	0,29%
20	Sénégal	13 564	0,29%
21	Irak	13 112	0,28%
22	Brunei	12 514	0,27%
23	Cameroun	12 237	0,26%
24	Burkina-Faso	8 669	0,18%
25	Niger	7 942	0,17%
26	Ouganda	7 334	0,16%
27	Bahreïn	7 281	0,16%
28	Bénin	5 951	0,13%
29	Kazakhstan	5 542	0,12%
30	Azerbaïdjan	5 266	0,11%
31	Mali	5 266	0,11%
32	Gabon	4 731	0,10%
33	Liban	3 740	0,08%
34	Mauritanie	3 719	0,08%
35	Guinée	3 690	0,08%
36	Tunisie	3 467	0,07%
37	République kirghize	2 914	0,06%
38	Maldives	2 914	0,06%
39	Mozambique	2 908	0,06%
40	Gambie	2 882	0,06%
41	Tadjikistan	2 145	0,05%
42	Togo	2 117	0,05%
43	Sierra Leone	2 066	0,04%
44	Palestine	2 042	0,04%
45	Syrie	1 921	0,04%
46	Côte-d'Ivoire	1 802	0,04%
47	Ouzbékistan	1 758	0,04%
48	Comores	1 501	0,03%
49	Afghanistan	1 493	0,03%
50	Tchad	1 452	0,03%
51	Suriname	1 242	0,03%
52	Albanie	1 241	0,03%
53	Somalie	996	0,02%
54	Turkménistan	996	0,02%
55	Guinée-Bissau	967	0,02%
56	Djibouti	909	0,02%
57	Guyana	550	0,01%
	Déficit, net	*	*
	Total partiel	4 692 331	100,00%
	Offertes pour souscription	*	*
	Total général	4 692 331	100,00%

LES NOTES : Le total peut présenter un certain décalage vu que les chiffres sont arrondis.



ANNEXES 6A-9B

ANNEXE 6A: Approbations par entité et mode de financement (1395-2019) (Millions DI)	100
ANNEXE 6B: Approbations par entité et mode de financement (1395-2019) (Millions USD)	101
ANNEXE 7A: Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité (Millions DI)	102
ANNEXE 7B: Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité (Millions USD)	103
ANNEXE 8: Opérations cumulées du Groupe de la BID selon le mode de financement le plus utilisé (1395-2019))	104
ANNEXE 9A: Répartition sectorielle des approbations nettes ROC-BID, selon les pays (2019) (Millions USD)	105
ANNEXE 9B: Répartition sectorielle des approbations nettes ROC-BID, selon les pays (1395-2019) (Millions USD)	106

ANNEXE 6A

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395-2019)¹

(Millions DI)

	2016	2017	2018	2019	Total général ²
A. ROC-BID					
Prêt	178,7	126,9	45,6	72,7	5 194,8
Fonds propres	77,4	103,3	29,5	7,9	1 292,0
Crédit-bail	607,3	554,1	9,1	141,1	7 375,0
Vente à tempérament	726,9	827,4	755,2	828,7	6 740,5
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	238,6
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	135,2
Istisna	1 943,5	354,2	68,2	131,9	14 550,0
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	739,9
Assistance technique	0,2	0,0	0,0	0,0	0,8
Total partiel	3 534,0	1 965,9	907,6	1 182,4	36 266,8
B. SID					
Fonds propres	133,9	8,5	6,6	8,8	953,0
Crédit-bail	41,4	76,2	32,4	0,0	486,3
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	84,2
Istisna	18,4	20,6	0,0	47,0	91,1
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	10,8	10,8
Commerce (mourabaha)	352,5	530,8	308,5	35,0	2 108,2
Total partiel	546,2	636,1	347,4	101,6	3 733,6
C. SIFC					
Mourabaha	2 260,0	2 796,3	3 529,6	4 160,3	33 460,1
D. Autres					
Fonds SID	47,6	34,6	29,0	0,0	674,5
FIBA	14,8	41,1	7,5	56,0	315,5
STI	0,0	0,0	0,0	2,3	2,3
Opérations d'assistance spéciale	4,9	6,5	4,9	3,6	628,9
FSID	46,5	7,2	73,0	28,6	490,8
Fonds fiduciaires	33,4	79,8	69,0	96,2	2 118,3
Fonds waqf	8,7	6,5	18,6	8,7	549,5
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	23 142,4
Total partiel	155,8	175,8	202,0	195,4	27 922,3
Total général	6 496,0	5 574,1	4 986,6	5 639,7	101 382,9

Mémo:

E. Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total des opérations depuis sa création (millions DI)

	2016	2017	2018	2019	Total général ²
Nouveaux engagements	3 608,7	2 509,8	3 477,7	3 445,9	31 879,0
Affaires assurées	5 964,1	5 285,5	6 492,9	7 856,6	44 540,7

Ressources et Financements ROC-BID (à la clôture de l'exercice)

	2016+	2017	2018	2019
Actifs, total	18 146,8	19 676,0	22 047,4	23 573,9
Revenu, brut (mois amortissement idjara) ³	688,2	575,5	637,7	621,8
Revenu net	307,2	197,0	83,9	140,4
Réserves générales	2 456,8	2 700,2	2 878,3	2 949,7
Réserve à juste valeur	487,7	334,7	255,3	325,7
Capital souscrit	50 097,0	50 187,9	50 225,3	50 225,3
Budget administratif approuvé*	114,0	138,8	163,8	159,3
Budget administratif effectif*	115,8	133,6	145,2	139,3

* y compris les fonds fiduciaires (El-Qods et El-Aqsa)

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Approbations cumulées depuis la création en 1395

³ Le revenu brut est ajusté par rapport à l'amortissement de sorte que les chiffres rapportés soient facilement rapprochés des états financiers vérifiés.

Les taux de change des différents exercices sont:

2016 1 DI = 1,34433 USD 2017 1 DI = 1,42413 USD

2018 1 DI = 1,39079 USD 2019 1 DI = 1,38283 USD

1395-2019 1 DI = 1,43089 USD (approximativement)

SOURCE : Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

ANNEXE 6B

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395-2019)¹

(Millions USD)

	2016	2017	2018	2019	Total général ²
A. ROC-BID					
Prêt	246,5	176,3	64,0	100,4	7 301,5
Fonds propres	104,1	147,1	41,0	10,9	1 886,4
Crédit-bail	841,3	770,4	12,6	195,7	10 754,2
Vente à tempérament	1 006,9	1 158,6	1 059,0	1 143,9	9 601,8
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	344,3
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	201,0
Istisna	2 700,3	482,0	93,0	181,5	21 557,1
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	1 071,5
Assistance technique	0,2	0,0	0,0	0,0	1,2
Total partiel	4 899,4	2 734,4	1 269,6	1 632,5	52 719,2
B. SID					
Fonds propres	180,0	12,1	9,2	12,1	1 412,5
Crédit-bail	55,6	108,5	45,0	0,0	709,0
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	125,2
Istisna	24,7	29,4	0,0	65,0	126,7
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	15,0	15,0
Commerce (mourabaha)	473,9	755,9	429,0	48,4	2 999,6
Total partiel	734,3	905,9	483,2	140,5	5 388,1
C. SIFC					
Mourabaha	3 038,2	3 982,4	4 908,9	5 753,0	48 686,1
D. Autres					
Fonds SID	64,0	49,2	40,3	0,0	992,2
FIBA	20,5	56,4	10,7	77,8	459,1
STI	0,0	0,0	0,0	3,2	3,2
Opérations d'assistance spéciale	6,9	9,1	6,8	5,1	844,6
FSID	64,0	10,2	101,4	39,6	722,4
Fonds fiduciaires	46,3	109,9	96,9	133,2	3 042,9
Fonds waqf	12,1	9,1	26,2	12,2	796,4
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	31 413,4
Total partiel	213,8	243,9	282,3	271,1	38 274,3
Total général	8 885,7	7 866,5	6 944,0	7 797,1	145 067,6

Mémo:

E. Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total depuis sa création (millions USD)

	2016	2017	2018	2019	Total général ²
Nouveaux engagements	4 851,3	3 574,3	4 836,7	4 765,1	46 295,6
Affaires assurées	8 017,8	7 527,2	9 030,3	10 864,3	63 651,6

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Approbations cumulées depuis la création en 1395

SOURCE : Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

ANNEXE 7A

Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité¹

(Millions DI)

Pays	Approbations nettes par entité en 2019					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID:	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	13,2	0,0	0,0	0,4	13,6	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	2,2
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	1,1
Bangladesh	20,6	10,8	661,7	36,0	729,2	14,4
Bénin	50,1	0,0	0,0	0,0	50,1	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	7,2	0,0	284,4	3,7	295,3	2,0
Cameroun	0,0	0,0	130,8	0,0	130,8	1,2
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,5
Comores	0,0	0,0	80,3	0,0	80,3	0,2
Côte-d'Ivoire	34,7	6,9	62,9	0,0	104,5	1,3
Djibouti	46,8	0,0	151,9	0,0	198,7	0,9
Égypte	0,0	0,0	636,4	0,0	636,4	8,3
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Gambie	7,2	0,0	39,8	0,4	47,4	0,6
Guinée	33,7	0,0	0,0	0,0	33,8	0,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guyana	10,6	0,0	0,0	0,1	10,6	0,0
Indonésie	47,9	0,0	68,7	3,4	119,9	3,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	4,2
Irak	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	0,4
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	2,0
Kazakhstan	72,3	0,0	0,0	0,1	72,4	1,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
République kirghize	14,6	0,0	6,5	0,0	21,1	0,3
Liban	63,0	0,0	0,0	4,1	67,0	1,1
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,7
Maldives	0,0	0,0	289,3	0,0	289,3	0,8
Mali	0,0	0,0	52,1	0,2	52,3	1,2
Mauritanie	27,2	0,0	75,9	0,2	103,4	1,1
Maroc	30,8	8,8	28,9	19,1	87,7	4,9
Mozambique	72,0	0,0	0,0	0,2	72,3	0,4
Niger	49,2	0,0	0,0	0,0	49,2	0,7
Nigeria	130,8	0,0	16,6	9,8	157,3	1,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Pakistan	144,2	36,2	800,4	0,3	981,1	8,8
Palestine	0,0	0,0	0,0	61,3	61,3	0,2
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Arabie saoudite	6,2	0,0	0,0	6,4	12,6	3,7
Sénégal	22,5	6,4	200,8	0,4	230,0	2,5
Sierra Leone	14,4	0,0	0,0	0,4	14,9	0,2
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2
République du Suriname	31,3	0,0	18,1	0,1	49,5	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	1,7	1,7	0,4
Tadjikistan	7,2	0,0	14,5	0,1	21,8	0,4
Togo	0,0	0,0	44,8	0,0	44,8	0,4
Tunisie	0,0	0,0	202,5	0,2	202,6	3,2
Turquie	72,2	0,0	166,7	4,0	242,9	8,2
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
E.A.U.	0,0	0,0	6,5	1,4	7,9	0,8
Ouganda	79,7	10,8	7,2	0,6	98,4	0,6
Ouzbékistan	69,0	21,7	40,5	0,0	131,2	1,3
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Pays non-membre	0,0	0,0	0,0	33,1	33,1	0,6
Projets régionaux	3,6	0,0	72,3	5,2	81,1	3,2
Approbations nettes	1 182,4	101,6	4 160,3	195,4	5 639,7	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

SOURCE: Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

ANNEXE 7B

Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité¹

(Millions USD)

Pays	Approbations nettes par entité en 2019					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID:	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	18,5	0,0	0,0	0,6	19,1	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	2,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	1,2
Bangladesh	28,7	15,0	915,0	50,1	1 008,8	14,8
Bénin	68,5	0,0	0,0	0,0	68,5	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	10,0	0,0	393,3	5,1	408,4	2,0
Cameroun	0,0	0,0	180,8	0,0	180,8	1,2
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8	0,5
Comores	0,0	0,0	111,0	0,1	111,1	0,2
Côte-d'Ivoire	47,5	9,6	86,9	0,0	144,0	1,3
Djibouti	64,8	0,0	210,0	0,0	274,9	0,8
Égypte	0,0	0,0	880,0	0,0	880,0	8,4
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Gambie	10,0	0,0	55,0	0,5	65,5	0,6
Guinée	46,5	0,0	0,0	0,1	46,6	0,7
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Guyana	14,6	0,0	0,0	0,1	14,7	0,0
Indonésie	66,0	0,0	95,0	4,6	165,6	3,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	4,3
Irak	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1	0,3
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,9
Kazakhstan	100,0	0,0	0,0	0,2	100,2	1,1
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
République kirghize	20,0	0,0	9,0	0,0	29,0	0,3
Liban	87,5	0,0	0,0	5,6	93,1	1,1
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,6
Maldives	0,0	0,0	400,0	0,0	400,0	0,8
Mali	0,0	0,0	72,0	0,3	72,3	1,2
Mauritanie	37,3	0,0	105,0	0,3	142,6	1,2
Maroc	42,7	12,1	40,0	26,5	121,3	4,9
Mozambique	99,7	0,0	0,0	0,3	100,0	0,4
Niger	68,1	0,0	0,0	0,1	68,1	0,7
Nigeria	180,0	0,0	23,0	13,5	216,5	1,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Pakistan	200,0	50,0	1 106,8	0,5	1 357,3	8,6
Palestine	0,0	0,0	0,0	85,0	85,0	0,2
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Arabie saoudite	8,5	0,0	0,0	8,8	17,4	3,8
Sénégal	31,0	8,8	277,6	0,5	317,9	2,5
Sierra Leone	20,0	0,0	0,0	0,6	20,6	0,2
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2
République du Suriname	43,5	0,0	25,0	0,1	68,6	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	2,4	2,4	0,4
Tadjikistan	10,0	0,0	20,0	0,1	30,1	0,4
Togo	0,0	0,0	62,0	0,0	62,0	0,4
Tunisie	0,0	0,0	280,0	0,2	280,2	3,1
Turquie	100,0	0,0	230,5	5,5	336,0	8,1
Turkménistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
E.A.U.	0,0	0,0	9,0	2,2	11,2	0,8
Ouganda	110,0	15,0	10,0	0,8	135,8	0,6
Ouzbékistan	94,0	30,0	56,0	0,0	180,0	1,4
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Pays non-membre	0,0	0,0	0,0	46,0	46,0	0,6
Projets régionaux	5,0	0,0	100,0	7,2	112,2	3,3
Approbations nettes	1 632,5	140,5	5 753,0	271,1	7 797,1	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du

SOURCE: Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

ANNEXE 8

OPÉRATIONS CUMULÉES DU GROUPE DE LA BID SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS UTILISÉ (1395-2019)¹

Pays	Financement de projets			Opérations d'assistance technique			Financement du commerce			Opérations d'assistance spéciale			Total général ²		
	N°	M. DI	M. USD	N°	M. DI	M. USD	N°	M. DI	M. USD	N°	M. DI	M. USD	N°	M. DI	M. USD
Afghanistan	9	97,1	140,7	15	3,6	5,3	0	0,0	0,0	17	9,1	12,5	41	109,9	158,6
Albanie	29	389,7	596,7	7	1,4	2,1	2	4,8	7,2	3	0,4	0,5	41	396,4	606,4
Algérie	29	332,5	446,2	15	1,7	2,3	347	1 932,5	2 493,0	7	4,4	5,6	398	2 271,1	2 947,1
Azerbaïdjan	34	664,7	1 012,4	17	2,7	3,9	17	85,6	130,8	3	1,4	2,0	71	754,4	1 149,0
Bahreïn	46	890,8	1 314,9	17	1,9	2,9	25	255,9	375,4	0	0,0	0,0	88	1 148,7	1 693,1
Bangladesh	103	1 364,0	1 998,6	29	53,4	74,6	285	13 170,7	19 311,8	14	36,1	44,8	431	14 624,2	21 429,8
Bénin	57	574,4	821,0	21	3,5	4,9	8	77,1	108,2	1	1,3	1,4	87	656,3	935,5
Brunei	2	7,2	9,9	1	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	3	7,2	9,9
Burkina-Faso	103	729,5	1 051,5	36	4,8	6,9	31	1 328,2	1 870,8	7	7,9	8,6	177	2 070,4	2 937,8
Cameroun	61	696,9	1 002,2	15	1,5	2,2	13	495,8	687,3	3	1,3	1,7	92	1 195,6	1 693,5
Tchad	61	492,9	729,3	38	4,7	6,7	4	30,2	42,3	11	10,0	11,2	114	537,9	789,4
Comores	6	11,2	13,9	20	9,3	13,4	23	205,2	284,4	3	1,0	1,1	52	226,7	312,7
Côte-d'Ivoire	45	985,2	1 423,3	10	1,0	1,4	10	287,3	407,7	5	0,9	1,2	70	1 274,5	1 833,6
Djibouti	44	237,8	343,1	24	2,9	4,1	26	623,7	870,0	10	1,7	2,3	104	866,1	1 219,4
Égypte	75	1 422,0	2 133,0	26	3,9	5,6	222	7 015,9	10 016,6	8	1,7	2,4	331	8 443,4	12 157,6
Gabon	20	338,8	501,8	3	0,2	0,3	1	18,8	25,2	0	0,0	0,0	24	357,8	527,4
Gambie	57	226,7	334,0	30	3,3	4,7	51	405,7	585,6	3	1,5	1,6	141	637,3	925,9
Guinée	98	715,2	996,7	39	13,6	19,5	6	38,4	48,8	8	6,5	8,6	151	773,8	1 073,6
Guinée-Bissau	4	3,9	5,2	13	2,0	2,8	3	13,1	17,0	3	1,1	1,3	23	20,2	26,3
Guyana	2	24,8	34,6	11	0,5	0,8	0	0,0	0,0	4	0,5	0,7	17	25,9	36,1
Indonésie	119	2 370,2	3 439,0	25	3,3	4,9	157	1 385,0	1 987,9	5	3,6	5,4	306	3 762,1	5 437,2
Iran	65	2 136,7	3 188,9	24	2,0	2,9	327	2 136,8	3 057,7	10	10,9	15,1	426	4 286,4	6 264,6
Irak	5	40,3	50,9	12	1,2	1,7	59	319,3	369,1	14	4,6	6,4	90	365,4	428,2
Jordanie	63	730,9	1 022,0	30	3,5	5,1	339	1 316,0	1 780,8	1	0,2	0,3	433	2 050,6	2 808,0
Kazakhstan	21	462,9	672,8	19	2,1	2,9	22	575,3	869,0	5	1,3	1,9	67	1 041,7	1 546,6
Koweït	11	72,2	106,8	24	1,9	2,8	23	555,4	814,0	3	5,5	7,3	61	635,0	930,9
République kirghize	37	249,0	361,8	22	4,0	6,0	7	28,7	41,0	7	1,7	2,4	73	283,5	411,1
Liban	62	964,1	1 373,5	12	1,0	1,5	9	152,1	212,1	19	7,4	10,6	102	1 124,8	1 597,7
Libye	17	265,6	366,0	10	2,6	3,7	15	320,1	419,9	6	3,4	4,9	48	591,7	794,4
Malaisie	31	394,4	563,6	18	1,4	2,0	85	261,6	361,4	5	8,5	11,4	139	665,8	938,5
Maldives	30	122,2	176,0	10	1,3	1,9	19	688,1	976,0	3	0,6	0,8	62	812,2	1 154,7
Mali	101	807,4	1 152,6	28	5,8	8,3	20	416,1	590,8	11	14,7	16,5	160	1 244,0	1 768,1
Mauritanie	93	630,8	933,5	44	6,6	9,2	25	508,6	735,2	7	9,5	11,1	169	1 155,5	1 689,0
Maroc	66	2 008,9	2 965,1	47	7,0	9,9	126	2 905,1	4 133,4	4	1,1	1,5	243	4 922,2	7 109,9
Mozambique	26	332,4	471,4	14	2,1	3,2	4	44,7	65,0	6	2,4	2,5	50	381,5	542,2
Niger	80	503,3	720,2	49	56,0	81,8	24	144,2	189,8	18	11,0	13,5	171	714,4	1 005,2
Nigeria	21	473,8	699,7	15	11,9	16,6	33	534,0	784,7	28	5,5	7,5	97	1 025,2	1 508,5
Oman	40	1 468,8	2 035,3	8	1,3	1,9	2	3,7	5,0	2	0,4	0,5	52	1 474,2	2 042,6
Pakistan	84	1 676,8	2 478,3	25	21,7	30,2	284	7 218,9	9 912,1	11	9,7	13,2	404	8 927,1	12 433,9
Palestine	26	76,2	109,3	68	126,5	177,9	2	3,3	5,0	45	43,4	56,5	141	249,4	348,7
Qatar	11	223,0	342,7	1	0,1	0,1	6	33,8	54,1	0	0,0	0,0	18	256,9	397,0
Arabie saoudite	85	1 252,4	1 858,9	44	4,6	6,6	306	2 443,5	3 629,7	3	0,2	0,3	438	3 700,8	5 495,5
Sénégal	122	1 693,9	2 448,6	41	5,9	8,5	56	779,2	1 082,9	7	13,3	14,5	226	2 492,3	3 554,6
Sierra Leone	45	197,2	289,8	26	8,9	12,6	4	18,1	26,0	4	2,6	3,5	79	226,8	331,9
Somalie	6	18,6	22,7	12	7,9	11,9	4	35,9	46,2	55	32,9	48,3	77	95,3	129,1
Soudan	98	811,3	1 201,1	37	27,3	38,6	38	328,1	462,6	22	21,3	25,6	195	1 188,0	1 727,9
République du Suriname	18	166,9	241,3	15	1,1	1,6	4	47,6	67,0	3	0,1	0,2	40	215,7	310,1
Syrie	30	299,9	417,2	10	3,2	4,9	27	135,1	169,3	17	6,6	9,4	84	444,8	600,7
Tadjikistan	36	281,5	403,5	24	25,8	35,4	16	136,3	197,0	6	0,8	1,1	82	444,4	637,0
Togo	28	241,0	341,4	6	1,4	2,0	13	207,2	294,1	2	1,3	1,5	49	450,9	639,0
Tunisie	71	1 439,4	2 090,9	26	5,1	7,6	169	1 746,5	2 397,5	4	3,2	4,2	270	3 194,1	4 500,2
Turquie	99	2 690,6	3 841,5	40	2,9	4,2	392	5 653,5	7 835,6	9	16,6	21,3	540	8 363,5	11 702,5
Turkménistan	13	754,5	1 092,6	4	0,8	1,1	1	6,4	10,0	1	0,2	0,3	19	761,9	1 104,1
E.A.U.	23	319,2	451,1	17	4,9	7,5	35	489,4	700,9	0	0,0	0,0	75	813,6	1 159,5
Ouganda	41	535,3	782,3	26	3,3	4,8	8	49,3	66,2	8	2,7	3,6	83	590,6	856,8
Ouzbékistan	36	1 018,8	1 520,1	9	1,2	1,8	35	327,7	471,1	6	1,0	1,3	86	1 348,7	1 994,2
Yémen	61	373,3	548,1	24	16,5	23,2	44	379,0	451,2	10	21,6	29,5	139	790,5	1 052,0
Pays non-membre	31	196,1	279,0	15	4,6	6,9	22	212,8	330,8	1 029	225,6	312,5	1 097	639,1	929,3
Projets régionaux	54	1 346,7	1 911,9	742	919,0	1 358,0	9	393,0	552,0	330	596,0	901,5	1 135	3 254,6	4 723,5
Approbations nettes	2 791	39 852,4	57 880,1	2 010	1 423,9	2 075,9	3 845	58 928,4	83 436,1	1 836	1 178,1	1 675,4	10 482	101 382,9	145 067,6
Approbations brutes	3 281	48 363,3	70 066,0	2 142	1 643,4	2 400,5	4 068	60 828,7	86 055,2	2 037	1 276,9	1 814,1	11 528	112 112,3	160 335,8

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Les chiffres n'incluent pas les opérations annulées (sauf indication contraire) et portent sur le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), le Système de financement des exportations (EFS), le Portefeuille des banques islamiques (IBP), les Fonds SID, le FSID, le Programme des opérations de financement des importations (ITFO), les Opérations d'assistance spéciale (SAO), les Fonds fiduciaires et le Fonds waqf.

SOURCE : Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

ANNEXE 9A

RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS NETTES ROC-BID, SELON LES PAYS (2019)¹

(Millions USD)

Pays	Agriculture	Education	Energie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	18,5
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	28,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,7
Bénin	0,0	0,0	0,0	68,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Comores	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte-d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,5	0,0	47,5
Djibouti	0,0	0,0	0,0	26,0	0,0	38,8	0,0	0,0	0,0	64,8
Égypte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gambie	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0
Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	46,5	0,0	0,0	46,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guyana	0,0	0,0	14,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,6
Indonésie	66,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,0
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République kirghize	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0					

ANNEXE 9B

RÉPARTITION SECTORIELLE DES APPROBATIONS NETTES ROC-BID, SELON LES PAYS (1395-2019)¹

(Millions USD)

Pays	Agriculture	Education	Energie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	10,0	0,0	16,5	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	0,0	140,7
Albanie	46,7	0,0	0,0	17,3	0,0	0,0	476,1	26,9	22,1	589,1
Algérie	50,5	0,0	146,5	0,0	71,1	0,0	31,4	112,9	6,9	419,2
Azerbaïdjan	112,7	0,0	497,0	19,3	0,0	0,0	45,5	264,9	10,8	950,2
Bahreïn	0,0	3,7	535,5	0,0	24,7	0,0	144,7	460,7	97,8	1 267,0
Bangladesh	152,9	91,9	833,6	146,3	152,5	104,0	107,9	128,8	5,2	1 723,0
Bénin	55,5	65,3	153,4	101,9	0,0	26,5	306,9	22,1	35,0	766,5
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	6,2
Burkina-Faso	275,5	67,9	147,4	25,9	27,7	0,0	391,3	67,6	1,7	1 005,0
Cameroun	246,4	55,5	52,4	96,0	0,0	0,0	480,6	54,4	7,5	992,7
Tchad	89,2	51,4	47,9	23,9	3,8	0,0	389,4	50,9	6,4	662,9
Comores	1,0	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	7,6	0,0	0,0	10,4
Côte-d'Ivoire	74,9	253,3	0,0	46,2	0,0	0,0	544,5	482,3	0,0	1 401,3
Djibouti	7,3	17,1	19,3	112,1	0,3	55,3	69,9	1,0	0,7	283,0
Égypte	48,8	25,0	1 612,0	43,8	87,0	0,0	25,6	50,7	61,0	1 953,8
Gabon	0,0	18,2	0,0	19,7	0,0	60,0	346,1	57,8	0,0	501,8
Gambie	70,3	27,5	58,8	12,7	28,0	27,3	55,4	11,3	1,9	293,2
Guinée	133,6	40,2	210,5	97,9	8,4	0,0	300,8	109,4	8,7	909,4
Guinée-Bissau	0,4	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	1,5	0,0	0,0	2,3
Guyana	0,0	0,0	34,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,6
Indonésie	954,2	1 039,2	374,6	143,1	40,7	11,3	479,0	100,0	204,4	3 346,5
Iran	558,0	54,9	604,1	166,7	319,4	0,0	75,6	1 227,2	10,0	3 015,8
Irak	0,0	24,9	0,0	20,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	50,9
Jordanie	5,4	66,6	258,7	216,1	187,5	23,8	195,6	8,0	10,5	972,2
Kazakhstan	143,0	0,0	0,0	11,5	0,0	9,0	315,8	9,5	140,0	628,8
Koweït	0,0	0,0	4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,3	58,5
Republique kirghize	36,3	0,0	95,2	4,9	8,0	0,0	121,0	15,0	0,0	280,3
Liban	0,0	241,5	30,0	174,2	0,1	12,5	269,1	583,8	0,0	1 311,1
Libye	22,3	0,0	101,9	0,0	112,5	22,0	58,3	0,0	0,0	317,0
Malaisie	6,2	196,9	0,0	79,5	2,0	0,0	175,4	0,0	45,0	505,0
Maldives	0,0	1,7	0,0	29,3	0,0	0,0	64,9	17,1	13,7	126,7
Mali	304,8	27,4	323,0	13,4	38,7	0,0	202,5	114,3	0,0	1 024,2
Mauritanie	102,7	45,6	202,5	38,6	99,2	0,0	197,5	134,8	3,8	824,5
Maroc	244,1	5,1	1 311,2	42,7	32,0	16,0	825,4	430,0	6,2	2 912,7
Mozambique	37,6	29,5	337,1	11,5	0,0	0,0	30,7	0,0	0,0	446,3
Niger	144,4	76,3	146,9	59,6	7,8	8,0	157,7	19,4	6,3	626,4
Nigeria	98,0	96,3	0,0	172,6	0,0	50,0	80,0	146,0	7,8	650,7
Oman	357,8	134,0	252,8	10,5	142,4	0,0	547,6	590,1	0,0	2 035,3
Pakistan	32,0	98,2	1 115,6	377,0	50,3	0,0	482,5	14,9	100,7	2 271,3
Palestine	0,0	30,5	21,5	31,8	1,2	0,0	5,0	0,0	0,5	90,6
Qatar	0,0	0,0	0,0	67,5	29,3	0,0	0,0	225,0	0,0	321,8
Arabie saoudite	0,0	0,0	233,5	6,0	770,0	0,0	100,0	42,5	171,0	1 323,0
Sénégal	347,2	66,2	393,3	77,0	21,0	0,0	882,9	515,4	23,0	2 326,0
Sierra Leone	103,2	11,2	10,4	30,5	9,1	24,5	19,6	14,1	0,0	222,6
Somalie	0,0	2,0	0,5	0,0	0,0	0,0	12,0	3,0	5,2	22,7
Soudan	398,8	67,0	156,8	43,5	82,7	0,0	60,1	140,7	41,6	991,1
Republique du Suriname	0,0	41,1	41,3	113,5	0,0	0,0	26,0	0,0	0,0	221,9
Syrie	26,7	9,0	235,7	25,0	15,0	0,0	0,0	52,2	9,1	372,8
Tadjikistan	50,7	52,0	122,5	41,0	0,0	0,0	91,1	11,3	1,0	369,5
Togo	19,4	52,7	53,0	17,0	0,0	0,0	135,4	43,9	0,0	321,5
Tunisie	183,3	84,9	1 251,6	63,7	176,2	0,0	9,0	241,5	27,9	2 038,1
Turquie	17,5	219,8	740,0	530,0	152,1	0,0	1 189,5	67,0	845,9	3 761,8
Turkménistan	0,0	5,3	350,0	25,6	0,0	288,1	423,7	0,0	0,0	1 092,6
E.A.U.	0,0	0,0	110,0	53,2	105,2	0,9	60,0	0,0	9,9	339,1
Ouganda	130,1	45,7	245,1	28,1	6,6	0,0	238,4	5,6	12,1	711,7
Ouzbékistan	445,6	77,0	203,1	265,3	20,0	0,0	348,0	92,9	45,0	1 496,9
Yémen	105,2	56,4	74,2	10,2	0,9	0,0	47,4	46,8	18,5	359,7
BID-57	6 250,1	3 675,9	13 765,1	3 763,4	2 841,2	739,4	11 766,2	6 813,6	2 085,3	51 700,1

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2019 (5 djoumada I 1441)

² Autres incluent la finance, l'administration publique, l'immobilier, et les activités liées au commerce).

SOURCE : Division Recherche économique et Statistiques, ERIL

NOTES








NOUS CONTACTER

Islamic Development Bank
8111 King Khaled St
Al Nuzlah Yamania
Unit 1 Jeddah 22332-2444
Kingdom of Saudi Arabia



-  (+966-12) 6361400
-  (+966-12) 6366871
-  ibarchives@isdb.org
-  www.isdb.org

-  [isdbgroup](https://www.facebook.com/isdbgroup)
-  [isdb_group](https://twitter.com/isdb_group)
-  [isdb_stories](https://www.instagram.com/isdb_stories)
-  [company/islamic-development-bank](https://www.linkedin.com/company/islamic-development-bank)
-  [channel/UC4IRLKYmzVz3BcA26bp_83w](https://www.youtube.com/channel/UC4IRLKYmzVz3BcA26bp_83w)